

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1905.

Traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le
22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, (*) PAR M. LÉON DE BRUYN.

MESSIEURS,

L'exposé des motifs du projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre des Représentants demande l'approbation du traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne.

Cet acte si important, au point de vue du maintien et du développement de nos relations commerciales avec un grand peuple voisin, a fait l'objet d'un sérieux examen.

Ce n'est pas sans certaine appréhension que l'on attendait les résultats des pourparlers engagés en raison des tendances vers une protection accentuée, notamment en matière agricole, qui se manifestaient depuis quelque temps en Allemagne.

Le vote du tarif général allemand justifiait, du reste, ces appréhensions. Ce tarif ne se bornait pas à confirmer les taxes antérieures déjà fort élevées, mais il avait augmenté dans de notables proportions les droits existants.

(1) Projet de loi, n° 70.

(2) La Section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Denis, De Sadeleer, De Meester, Feron, Dallemagne, et De Bruyn.

Analyse
des travaux
préparatoires
aux négociations
commerciales
avec l'Allemagne.

Dès le commencement de l'année 1904, le Gouvernement s'occupa des études préparatoires que comportaient les futures négociations commerciales avec l'Allemagne.

Le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie se réunit, à la demande du Gouvernement, dans le but d'éclairer celui-ci sur les desiderata des différentes classes de producteurs belges. Une commission, nommée au sein du Conseil, rédigea un questionnaire qui fut adressé aux chambres de commerce et aux associations industrielles et commerciales du pays; des enquêtes furent, en outre, faites par ses soins directement auprès des intéressés.

De son côté, le Conseil supérieur de l'agriculture procéda à des consultations auprès des associations agricoles, et notamment de la Société centrale d'agriculture; les producteurs furent également appelés à donner leur avis.

Mis en possession des nombreux éléments que lui avaient fournis les enquêtes précitées, le Gouvernement a cherché à recueillir, par des consultations directes auprès des intéressés, toutes les indications complémentaires utiles. Ces investigations ont porté, notamment, sur la détermination des marchandises qui, dans chaque catégorie de produits, constituent des spécialités de l'industrie belge; les négociateurs devaient, en effet, concentrer leurs efforts sur les articles intéressant particulièrement la production de notre pays, afin d'obtenir pour ceux-ci des réductions de droits aussi étendues que possible.

On peut se rendre compte de l'importance de l'acte du 22 juin 1904 au point de vue du mouvement de nos exportations vers l'Allemagne, en comparant les droits résultant de ce traité à ceux qui figurent pour les mêmes articles dans le nouveau tarif général allemand.

Si l'on passe tout d'abord en revue les divers produits du groupe agricole, lesquels sont mentionnés en premier lieu dans le traité, on constate que les négociateurs belges ont obtenu d'importantes concessions. C'est ainsi que pour les pommes de terre le droit de 2 marks 50, figurant au tarif général allemand, a été abaissé à 1 mark. La chicorée séchée, qui constitue une spécialité belge, continuera à être tarifée à raison de 80 pfennigs, alors que le tarif général prévoyait un droit de 2 marks. En ce qui concerne les légumes frais, le nouveau traité maintient la franchise pour les asperges, les choux-fleurs et les chicorées de Bruxelles; le droit du tarif général est, pour les asperges, de 20 marks, et pour les choux-fleurs et les chicorées de Bruxelles, de 4 marks.

On voit l'importance qu'a prise en Belgique l'industrie horticole et le renom qu'elle s'est acquise à l'étranger. Les droits inscrits au tarif général allemand ont un caractère prohibitif, et s'ils avaient dû être appliqués, la prospérité de cette industrie eût été gravement compromise. Heureusement, le régime que nous assure à cet égard le nouveau traité permet d'espérer que nos horticulteurs ne perdront pas le débouché allemand. Mis en regard des droits du tarif général, qui varient de 15 à 40 marks, les droits conventionnels vont de 5 à 12 marks, suivant la nature des produits. En outre, la franchise est assurée aux palmiers, lauriers et azalées, qui entrent pour une

part très importante dans le commerce des plantes entre la Belgique et l'Allemagne.

Quant aux fruits, on a obtenu la franchise de droits pour les raisins frais de table expédiés en colis postaux ne dépassant pas 3 kilogrammes ; le droit du tarif général est de 20 marks. Pour les pommes et les poires, qui font l'objet d'un commerce important entre les régions de l'est de la Belgique et l'Allemagne, la franchise de droits nous est accordée pour les importations effectuées, sans emballage, du 1^{er} septembre au 30 novembre, et un droit de 3 marks, au lieu de 10 marks, est appliqué aux pommes et poires emballées.

La libre entrée est maintenue pour les écorces à tan, qui sont taxées au tarif général à raison de 1 m. 50.

Au nombre des questions les plus importantes que soutenait la négociation du nouveau traité figurait le régime à appliquer aux chevaux. On sait que le nouveau tarif général allemand a relevé dans une proportion très considérable les droits d'entrée sur les animaux de la race chevaline ; ces droits varient entre 90 et 360 marks. Les négociateurs belges, dont l'attention s'est portée d'une façon toute spéciale sur les produits de notre élevage, ont obtenu de très sérieuses réductions : les droits de 90 et de 180 marks ont été abaissés conventionnellement à 50 et à 75 marks.

Les droits de 30 marks pour la volaille abattue et de 6 marks pour les œufs de volaille, ont été réduits respectivement à 20 et à 3 marks, à la suite des négociations. Il est à noter que le droit de 3 marks applicable en vertu de notre traité, aux œufs de volaille, se trouve en fait abaissé à 2 marks ; ce dernier droit figure, en effet, dans les traités conclus par l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Roumanie et la Serbie, et le bénéfice en est étendu à la Belgique en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

Certains produits de la pêche maritime ont fait également l'objet de dégrèvements ; signalons les huîtres, les homards et langoustes, pour lesquels les droits ont été réduits de 100 à 65 marks.

Avant de passer aux autres catégories de production belge, il y a lieu de mentionner les réductions obtenues pour certains produits industriels dépendant de l'agriculture ; il s'agit du riz poli, des huiles grasses en fûts, non dénommées, et de l'oléine. D'après le nouveau traité, ces produits sont taxés respectivement à raison de 4, 9 et 3 marks, au lieu de 6, 10 et 4 marks, chiffres prévus par le tarif général.

Dans le groupe des matières minérales, nous trouvons les ardoises, article qui intéresse particulièrement la province de Luxembourg. Nous avons obtenu la franchise pour les ardoises en blocs bruts qui, d'après le tarif général, sont frappées d'un droit de 25 pfennigs les 100 kilogrammes ; quant aux ardoises pour toitures, le droit de 1 m. 25 a été abaissé par le traité à 75 pfennigs. Il est à remarquer que le régime applicable aux ardoises pour toitures se trouve, en fait, encore amélioré par suite de la fixation de ce droit à 65 pfennigs dans le traité entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; le bénéfice de cette concession est assuré à la Belgique, qui jouit en Allemagne du traitement de la nation la plus favorisée.

Parmi les produits chimiques et couleurs qui intéressent spécialement notre commerce d'exportation vers l'Allemagne, figurent le sulfate de soude, le sulfate de cuivre, la céruse et l'oxyde de zinc; ces articles jouiront de la franchise, alors qu'ils étaient frappés respectivement par le tarif général des droits de 25 pfennigs, de 2, 1 et 2 marks les 100 kilogrammes.

D'autre part, les droits de 40 pfennigs sur la craie lavée et de 5 marks sur la colle-forte, ont été réduits à 50 pfennigs et à 3 marks.

Dans la catégorie des textiles, nous notons les réductions suivantes par rapport au tarif général :

Fils de laine cardée, écrus, simples : 8 marks au lieu de 9. C'est le maintien du régime actuel ;

Draps de laine feutrés, tissés sans fin, bruts : 80 marks au lieu de 135 ;

Tissus de laine, pesant de 200 à 700 grammes par mètre carré : 150 marks au lieu de 175 ;

Couvertures de lit en coton apprêtées, blanchies : 60 marks au lieu de 70 ;

Couvertures de lit teintées et imprimées : 80 marks au lieu de 100 ;

Fils de lin, même mélangés de jute, article qui intéresse à un haut degré l'industrie belge : droits variant de 5 m. 50 à 12 marks au lieu de 6 à 15 marks.

Fils de jute : 4 et 5 marks au lieu de 5 et 6 ;

Fils conditionnés pour la vente au détail : 60 marks au lieu de 70 ;

Câbles, cordages et ficelles de certaines épaisseurs : 22 marks au lieu de 24 ;

Tapis de pied teints, imprimés : 24 marks au lieu de 30 ;

Tissus de lin écrus : 12, 24, 36 et 60 marks au lieu de 14, 28, 40 et 65 ;

Tissus de lin blanchis, teints et imprimés : 60 marks au lieu de 65 ;

Toile d'emballage de jute : 10 marks au lieu de 12 ;

Corsets : 500 marks au lieu de 550.

Chaussures grossières en tissus serré en jute : 25 marks au lieu de 70.

Le groupe des cuirs et articles en cuir est également appelé à bénéficier des réductions notables sur les droits du tarif général. C'est ainsi que les cuirs et croupons destinés à la fabrication des courroies de transmission sont tarifés à raison de 22 marks au lieu de 30 et de 36 marks. Quant aux chaussures en cuir de tous genres, elle n'acquitteront que les droits de 60, 80 et 90 marks, suivant leur poids, au lieu de 85, 120 et 180 marks. Les courroies de transmission en cuirs de tous genres sont tarifées à 50 marks, au lieu de 60 et celles composées de fils textiles et de caoutchouc acquitteront 40 marks au lieu de 50.

La Belgique a, en outre, obtenu d'importantes réductions, dépassant dans certains cas 15 marks, pour divers articles destinés à la filature et au tissage.

Pour les ouvrages en bois, il y a lieu de mentionner les dégrèvements accordés en ce qui concerne : les meubles et parties de meubles en bois tendre : 6 marks au lieu de 8, s'il s'agit de meubles bruts ; 10 marks au lieu de 12, si les meubles sont travaillés, et 14 au lieu de 15, s'ils sont faits de bois dur et travaillés.

Il importe de noter ici le régime de faveur accordé à l'industrie sabotière, dont les intérêts avaient été particulièrement recommandés à l'attention des négociateurs. Le droit actuel de 3 marks a été maintenu pour les sabots en bois bruts, et les sabots en bois noircis ou brunis à la fumée ou à l'acide pyroligneux n'acquitteront que 3 marks au lieu du droit de 12 marks inscrit au tarif général.

Enfin, le droit de 60 marks prévu par le tarif général pour certains meubles rembourrés a été abaissé à 50 marks par le traité.

En ce qui concerne l'industrie du papier, les droits du tarif général de 4 marks pour le papier d'emballage coloré dans la masse, de 10 marks pour le papier non dénommé, de 10 marks pour le papier coloré, de 24 marks pour les papiers de tenture non dorés, ni argentés, ont été fixés conventionnellement à 3, 6, 8 et 12 marks. Les cornets, poches, sacs et autres articles du même genre acquitteront les droits de 12 et de 20 marks au lieu de ceux de 18 et de 30 marks.

Divers articles de l'industrie de la pierre, ont été l'objet d'importantes réductions de la part du gouvernement allemand; ces réductions sont les suivantes :

Pierre calcaire polissable : 25 pfennigs au lieu de 50;

Pavés : 20 pfennigs au lieu de 40;

Ouvrages de tailleurs de pierres en pierre calcaire : 50 pfennigs et 1 mark au lieu de 1 m. 25;

Plaques de marbre : 2 m. 50 au lieu de 3 m. 50.

Le droit de 10 pfennigs applicable aux briques en terre d'après le tarif général a été réduit de 50 p. c., c'est-à-dire à 5 pfennigs. La réduction du droit de 2 marks à 1 m. 50 et du droit de 14 marks à 10 marks nous a été accordée pour les produits de l'industrie réfractaire et pour les isolateurs en porcelaine blanche.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, l'attention des négociateurs belges s'est spécialement portée sur le régime à appliquer aux produits de l'industrie verrière, l'une des principales du pays. Pour la gobeletterie les droits inscrits au tarif général allemand sont pour la gobeletterie non moulée, colorée ou blanche opaque, de 24 marks; pour la gobeletterie non moulée autre, de 20 marks; pour la gobeletterie moulée, colorée ou blanche opaque, de 30 marks; pour la gobeletterie autre, de 24 marks; pour la gobeletterie peinte, dorée ou argentée, de 36 marks. Ces droits ont été abaissés par le traité respectivement à 15, 12, 15, 12, et 20 marks. Quant aux produits de la glacerie, le droit de 3 marks est substitué à celui de 4 marks qui figure au tarif général pour la glace brute; le verre en tables, y compris la glace brute d'une épaisseur de 5 millimètres ou moins est tarifé à raison de 6, 8 et 10 marks, suivant les dimensions, au lieu de 8, 10 et 12 marks.

Les nombreux produits de l'industrie du fer qui font l'objet de tarifications conventionnelles doivent particulièrement fixer d'attention. Les réductions qui nous ont été concédées portent sur une série d'articles, dont l'énumération est la suivante :

Tuyaux bruts de plus de 7 millimètres d'épaisseur, 2 m. 50 au lieu de 3 marks;

Fonte brute. 3 marks et 3 m. 50 au lieu de 3 m. 50 et de 3 marks ;

Tuyaux laminés ou étirés bruts à partir de 2 millimètres d'épaisseur, 3 marks au lieu de 6 ;

Essieux pour chemins de fer, roues et trains de roues, etc., 2 m. 50 au lieu de 3 marks ;

Fonte malléable brute, par pièce de 3 kilogrammes ou moins, 6 marks au lieu de 8 ;

Pièces de construction en fer malléable, 4 m. 50 au lieu de 6 ;

Enclumes, bigornes, 3 marks au lieu de 5 ;

Cries et autres appareils de levage, 3 marks au lieu de 7 ;

Boulons, crampons, etc. bruts, pour chemins de fer, 3 marks au lieu de 5 ;

Ferrures de wagons, etc., brutes, 6 marks au lieu de 10 ;

Tampons pour chemins de fer, bruts, 3 marks au lieu de 10 ;

Ressorts pour voitures de chemins de fer, bruts, 3 marks au lieu de 4 ;

Ustensiles de ménage en tôle émaillée, 7 m. 50 au lieu de 10 ;

Chaînes de touage, 4 m. 50 au lieu de 3 ;

Autres chaînes, 5 marks au lieu de 6.

Le tarif général allemand prévoyait un droit de 4 m. 50 pour le zinc laminé d'une épaisseur de 0.25 millimètre ou moins; ce droit a été réduit à 4 marks.

Le traité du 22 juin 1904 assure à la Belgique de nombreux et importants dégrèvements en ce qui concerne les machines. Une énumération détaillée des réductions obtenues présentant des difficultés, il suffira, pensons-nous, de constater que les machines pour lesquelles des tarifications conventionnelles nous ont été accordées sont passibles, d'après le tarif général de l'Empire de droits variant de 3 m. 50 à 100 marks par 100 kilogrammes. Ces droits ont été réduits à des taxes allant de 4 m. 50 à 75 marks.

Le droit de 3 marks prévu au tarif général en ce qui concerne les véhicules pour voies ferrées, a été abaissé à 3 marks.

Quant aux vélocipèdes à moteurs, les droits de 150, de 120 et de 90 marks, suivant le poids, ont été fixés conventionnellement à 100, 75 et 70 marks les 100 kilogrammes. Pour les parties de vélocipèdes, des réductions du droit de 150 marks à 100 marks et du droit de 40 marks à 25 marks nous ont été accordées.

Les articles figurant en dernier lieu dans le tarif annexé au traité sont les armes à feu et les pièces d'armes, articles qui intéressent tout spécialement l'industrie liégeoise.

Pour les armes à feu portatives, le droit de 90 marks inscrit au tarif général se trouve réduit à 60 marks; celui de 24 marks applicable aux canons de fusil a été abaissé à 10 marks; enfin aux droits de 90 marks et de 40 marks prévus pour les platines et obturateurs pour armes à feu, ont été substitués ceux de 60 et 24 marks.

Le simple exposé de ces chiffres fait ressortir les avantages qu'ont obtenus nos habiles négociateurs, et nous leur rendons un juste hommage en les

félicitant des résultats acquis qui seront appréciés par l'agriculture, l'industrie et le commerce du pays.

Nous pouvons espérer maintenir le chiffre de nos affaires avec l'Allemagne, qui s'est élevé, en 1902, à environ 246 millions de francs.

L'intelligence de nos industriels et de nos négociants, aidés par une population ouvrière active et persévérante, permettra, nous n'en doutons pas, de soutenir la lutte avec leurs concurrents, nonobstant le puissant outillage dont ils disposent et les avantages qui résultent pour eux de l'étendue de leur marché intérieur.

Cette situation spéciale de notre pays est appréciée ainsi par un journal important, le *Times*, du 28 février 1905, dont nous publions et reproduisons un extrait qui est intéressant pour nous.

TRAITÉ DE COMMERCE GERMANO-BELGE.

Le nouveau traité de commerce entre l'Allemagne et la Belgique, signé le 17 de ce mois, est un indice précieux du soin que le premier de ces pays apporte à l'encouragement de ses relations commerciales, et même politiques, avec le petit pays qui lui est contigu. On peut, sans crainte, affirmer que la Belgique a obtenu à peu près tout ce qu'elle désirait et que chaque représentant dans l'arrondissement duquel existait une industrie de quelque importance a pu présenter ses revendications et les faire admettre au nom de ses commettants industriels ou agricoles. La Belgique a, plus peut-être que tout autre pays voisin de l'Allemagne, souffert des suites de l'évolution vers le protectionnisme inauguré en Allemagne par Bismarck. On constata que le traité de commerce du 6 décembre 1891 avait établi de meilleurs rapports entre les deux pays, et il est certain que le commerce de ceux-ci ne fit que croître, comme en témoigne le tableau suivant (établi en chiffres ronds et sans tenir compte du transit *presque exclusivement entre les mains d'Allemands à Anvers*) :

	Importations en Belgique de provenance allemande, en millions de francs.	Exportations de provenance belge vers l'Allemagne, en millions de francs.
1890	182	247
1898	245	451
1899	285	485
1900	325	426

Pendant la période qui nous occupe, le commerce de la Belgique avec les Pays-Bas est resté pour ainsi dire stationnaire; de même l'augmentation avec la France et les États-Unis a progressé fort lentement. Avec la Grande-Bretagne, l'augmentation a été d'environ 25 p. c., tandis que le commerce allemand a pour ainsi dire doublé. Les chiffres sont extraits du rapport parlementaire sur le Budget des Affaires Étrangères pour 1902.

Pendant les deux années suivantes, le commerce belge avec l'Allemagne

paraît avoir subi une diminution, à cause, sans doute, de la dépression générale des affaires, mais il y a lieu de tenir compte des chiffres ci-dessus pour bien apprécier le développement qui a suivi le traité de 1891.

Le traité demeure valable jusqu'au 31 décembre 1917. La clause de la nation la plus favorisée assure à la Belgique le bénéfice des traités que l'Allemagne a conclus avec l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie et la Suisse. On a établi un nouveau régime applicable à différentes marchandises dénommées au tarif général de l'Allemagne. Les produits agricoles ont surtout donné lieu à des difficultés, mais ici, les Belges obtiennent des conditions avantageuses. Les houblons sont exceptés du traité, chacun des pays se réservant sa liberté d'action quant au régime à appliquer à ce produit. L'industrie gantière belge, menacée par un tarif préférentiel allemand, sera sauvegardée au moyen d'une diminution de droits; les envois d'échantillons sont admis en franchise; il est loisible à la Belgique, de convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques; les produits horticoles de Gand ont obtenu des concessions importantes. L'Allemagne garantit que les marchandises importées par les ports de mer allemands ne seront jamais avantagées au détriment des marchandises importées par les ports belges en transit vers l'Allemagne ou devant traverser l'Allemagne en transit.

Il est intéressant de faire suivre cette appréciation des chiffres de la statistique d'après les données allemandes et belges, que nous extrayons des tableaux donnant le résumé, par catégories de marchandises, du commerce spécial de l'Allemagne avec la Belgique et de la Belgique avec l'Allemagne pour la période s'étendant de 1890 à 1902.

TABLEAUX

du commerce spécial de la Belgique avec l'Allemagne
à l'importation et à l'exportation pendant la période 1890 à 1902.

TABLEAU RÉSUMÉ DU COMMERCE SPÉCIAL.

IMPORTATIONS D'ALLE

Valeurs par catégo

MARCHANDISES.	1890	1891	1892	1893	1894	1895
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Animaux vivants	10,463,898	6,072,733	5,167,043	6,727,522	5,403,601	4,889,262
Boissons et objets d'alimentation. . . .	15,137,944	15,832,733	12,501,817	12,779,281	13,518,817	14,478,282
Matières brutes pour l'industrie (1) . .	67,418,384	58,987,325	55,126,661	55,747,480	60,950,566	59,597,089
Matériaux de construction	10,752,806	8,336,380	6,338,759	8,464,729	9,102,494	10,502,846
Matières demi-fabriquées pour l'industrie (1).	10,291,592	12,566,763	11,331,150	12,667,040	12,152,533	15,501,229
Produits fabriqués (1).	55,529,976	62,368,521	64,639,554	69,309,101	69,118,006	79,027,594
Totaux (non compris les métaux précieux).	169,594,600	164,164,455	155,104,984	165,695,153	170,246,017	183,996,302
Métaux précieux	2,785,614	1,056,818	2,127,636	1,741,044	1,672,318	5,035,306
IMPORTATIONS TOTALES	172,380,214	165,221,273	157,232,620	167,436,197	171,918,335	189,031,608

(1) Non compris les métaux précieux

Tableau N° 1

DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE

MAGNE EN BELGIQUE

ries des marchandises

1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs
3,131,049	4,129,342	4,060,432	4,528,471	5,303,738	5,108,921	4,614,875		
15,272,249	20,439,868	16,284,312	15,134,421	19,924,298	18,035,615	19,600,003		
65,808,853	70,444,182	82,550,362	100,519,253	105,829,717	90,494,568	109,124,480		
12,727,610	12,883,522	12,245,258	11,419,533	11,988,317	10,780,929	9,347,675		
19,081,998	18,833,303	22,231,185	21,418,477	29,836,645	41,683,120	47,846,347		
84,111,341	86,118,007	87,847,040	103,866,649	126,415,337	111,609,293	113,158,268		
200,133,100	212,848,224	225,218,589	259,886,804	299,298,052	277,712,446	303,691,648		
2,725,658	2,785,034	1,377,408	4,247,220	3,634,825	1,793,348	2,231,291		
202,858,758	215,633,258	226,595,997	264,134,024	302,932,877	279,505,794	305,922,939		

TABLEAU RÉSUMÉ DU COMMERCE SPÉCIAL

IMPORTATIONS DE BEL

Valeurs par catégo

MARCHANDISES.	1890	1891	1892	1893	1894	1895
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Animaux vivants.	33,017,190	32,095,000	24,211,250	20,577,500	22,370,000	23,778,750
Boissons et objets d'alimentation . .	42,161,880	46,807,500	37,905,000	24,837,500	17,416,250	14,943,750
Matières brutes pour l'industrie (1). .	227,522,929	154,670,000	114,982,500	116,475,000	105,871,250	111,667,500
Matériaux de construction	6,022,004	5,131,250	4,850,000	4,398,750	4,296,250	4,003,750
Matières demi-fabriquées pour l'industrie (1) .	52,346,527	41,382,500	45,557,500	45,708,750	38,568,750	45,110,000
Produits fabriqués (1)	27,969,251	28,807,500	27,928,750	22,690,000	23,455,000	21,796,250
TOTAUX (non compris les métaux précieux).	339,039,781	308,893,750	255,435,000	234,687,500	211,977,500	221,300,000
Métaux précieux	2,971,059	5,842,500	4,841,250	2,648,750	2,557,500	2,692,500
IMPORTATIONS TOTALES.	392,013,840	314,736,250	260,276,250	237,336,250	214,535,000	223,992,500

Non compris les métaux précieux

Tableau N° 1

DE L'ALLEMAGNE AVEC LA BELGIQUE

GIQUE EN ALLEMAGNE

ries des marchandises

1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs
24,272,500	24,478,750	27,450,000	25,488,750	24,098,750	29,675,000	36,345,000		
20,166,250	21,617,500	15,011,250	18,216,250	14,118,750	14,883,750	13,291,250		
103,481,250	107,272,500	115,673,750	145,067,500	134,707,500	118,761,250	129,655,000		
4,247,500	5,022,500	5,165,000	6,563,750	5,951,250	6,152,500	4,137,500		
41,705,000	44,106,250	53,180,000	77,585,000	53,085,000	32,636,250	36,201,250		
22,635,000	24,846,250	29,867,500	31,341,250	37,411,250	26,138,750	23,460,000		
216,507,500	227,313,750	246,347,500	304,262,500	269,372,500	228,217,500	213,090,000		
3,120,000	5,796,250	5,347,500	3,313,750	6,261,250	4,865,000	2,785,000		
219,627,500	233,110,000	251,695,000	307,606,250	275,633,750	233,112,500	245,875,000		

EXAMEN EN SECTIONS.

1^{re} SECTION. — Un membre voudrait connaître les intentions du Gouvernement au sujet de l'établissement d'un droit sur les houblons. Il estime qu'à défaut de celui-ci, on devrait obtenir une diminution de droit sur ce produit si important pour notre culture, qui en retirerait des avantages réels.

Les dispositions que renferme le traité, relativement aux peaux servant à la confection des gants, est très avantageux pour la classe ouvrière du pays. Il tient à en remercier le Gouvernement.

La section adopte le projet de loi à l'unanimité.

2^e SECTION. — En raison de l'importance du commerce belge avec l'Allemagne, un membre fait ressortir le grand intérêt du projet de loi. Il croit que le moment serait favorable pour négocier ou tout au moins pour préparer la négociation d'une union douanière avec les principaux pays d'Europe.

Dans ce but, on voudrait connaître les délais d'expiration des récentes conventions douanières qui ont été conclues et sont actuellement soumises aux délibérations des Parlements. Il considère comme étant inadmissible la faculté que se réserve le Gouvernement d'élever des droits sur certains articles, celle de généraliser et celle de modifier les droits *ad valorem* en droits spécifiques.

Enfin, son vote sera hostile au projet, en raison du protectionnisme qu'il implique et qui s'affirme par l'élévation de certains droits d'entrée en Belgique. Mais, lui répond-on, il faut abandonner au Gouvernement le droit de généraliser les tarifs, en raison du régime du traitement de la nation la plus favorisée, sinon l'Allemagne serait dans une situation avantageuse relativement à la Belgique.

Le régime des voyageurs de commerce et la situation des ouvriers belges à l'étranger ne paraît pas avoir suffisamment préoccupé le Gouvernement dans les négociations des traités.

Enfin, plusieurs membres proposent la suppression de l'article 4, parce qu'il applique inexactement les droits prévus par l'acte additionnel soumis à nos délibérations.

Au vote, les articles 1 et 2 sont adoptés par 7 voix et 8 abstentions; l'article 3 est également adopté par 7 voix, 5 voix contre et 5 abstentions; l'article 4 est rejeté par 8 voix contre 7; l'ensemble est finalement adopté par 7 voix contre 4 et 4 abstentions.

5^e SECTION. — Un membre demande quel régime sera appliqué au houblon. Il lui est répondu que ce produit est laissé hors du traité et en conséquence les parties sont libres d'établir des droits d'entrée. Mais en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, le taux des droits prévus par le tarif général, soit 70 marks par 100 kilos, sera réduit à 20 marks, taux fixé pour l'Autriche-Hongrie.

Malgré cette réponse positive, le membre insiste pour que la question soit posée au Gouvernement. Il exprime des regrets qu'il n'y ait pas eu un

échange de vues entre le Gouvernement et les Chambres avant la signature du traité. Cela ne s'est jamais fait, les négociations précédant les conventions n'ont jamais fait l'objet d'une communication anticipée.

Un membre dit que, d'une façon générale, l'acte additionnel au traité de 1904 est très favorablement accueilli par les intéressés. Néanmoins, il signale la situation spéciale des fabricants de chocolat, qui sont lésés dans leurs intérêts par la faveur dont jouissent les Allemands de pouvoir introduire sans majoration de droits les cartons et pancartes, tandis que nos fabricants acquittent des droits à l'entrée des mêmes objets, qui doivent être considérés comme inhérents à l'envoi de leur marchandise.

Un membre demande s'il y a quelque chose de modifié en ce qui concerne les tissus de soie mêlés de fils de coton. On observe qu'il est admis généralement par la douane que le taux des taxes pour les tissus composés suit la taxe de la matière dominante.

On signale avec regret que rien ne semble être obtenu pour les ardoises, qui font l'objet d'un commerce important dans le pays; au contraire, la nouvelle convention impose un accroissement de droits de 28 marks par 10 tonnes. Chaque traité accroît la situation fâcheuse des ardoisières.

On fait remarquer que les ardoises pour toitures, qui étaient imposées d'après le traité à fr. 1-28 par 100 kilogrammes, sont réduites, par suite de l'extension de la faveur de la nation la plus favorisée, à fr. 0.68 par 100 kilogrammes. Il y a donc une réduction.

Après ces considérations, la section s'occupe de l'examen des articles 3 et 4 de la convention additionnelle et réserve son approbation définitive jusqu'après les déclarations du Gouvernement.

Sous ces réserves, le projet de loi est adopté par 8 voix contre une et 2 abstentions.

Dans la 4^e section, le projet est adopté à l'unanimité des sept membres présents.

5^{me} SECTION. — Un membre demande la communication des traités conclus entre l'Allemagne et les autres pays, afin d'apprécier quelles sont les réductions dont nous pourrions bénéficier en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Il demande également la communication du tarif général allemand. A première vue, le traité lui paraît peu avantageux; des droits sont encore élevés sur certains articles. Un membre fait remarquer qu'en Belgique les droits n'ont pas été sensiblement augmentés. Il signale le danger de voir l'Allemagne vendre très cher chez elle, pour venir vendre à bon compte chez nous. La section s'ajourne jusqu'à communication des documents demandés.

A la deuxième séance, un membre fait remarquer que de l'examen des documents allemands il résulte que le traité additionnel augmente toutes les barrières.

Le tarif général qui nous est opposé comme une menace si nous refusons

la transaction, est d'une exagération telle que nos co-contractants n'auraient pu l'appliquer. Mais il faut remarquer, répons-on, que l'on se trouve devant le tarif général déjà voté par le Parlement allemand et le refus pourrait être l'objet de grandes difficultés et créer une situation inextricable pour le commerce du pays.

En dehors des stipulations du traité, observe un membre, il y a des traités connexes au sujet desquels la Chambre devrait être renseignée. Alors que les industriels allemands sont admis en Belgique aux adjudications, les industriels belges sont écartés systématiquement en Allemagne des adjudications publiques pour fournitures et travaux. Ce procédé paraît incorrect. Il a provoqué parmi nos industriels un vif mécontentement, encore augmenté par la façon dont les soumissions sont présentées.

Le Gouvernement a-t-il engagé des négociations avec l'Allemagne pour obvier à cette inégalité dans les procédés ?

L'industrie allemande s'est fortifiée grâce à la protection, et elle déverse en Belgique des articles à très bon compte; elle le fait à titre de réclame, écrasant par ce procédé l'industrie similaire du pays.

Après cette discussion, le vote a lieu par article.

L'article premier du projet de loi est adopté par 4 voix et 7 abstentions.

A l'article 2, un membre fait remarquer qu'on aurait dû se borner à la ratification du traité et appuie son opinion sur un scrupule constitutionnel.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés par 7 voix contre 5.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 5 voix et 7 abstentions.

La section a décidé de poser les questions suivantes :

« Le Gouvernement a-t-il engagé des négociations avec l'Allemagne en vue de faire disparaître les obstacles qui empêchent nos industriels d'être déclarés adjudicataires des travaux publics dans les pays allemands ? Ne compte-t-il pas en engager ? »

« Le Gouvernement ne croit-il pas devoir engager des négociations avec l'Allemagne pour éviter que les industries protégées et parfois coalisées qui s'exercent dans ce pays, ne déversent systématiquement leurs excédents de production, à vil prix, en Belgique ? »

« Ne croit-il pas que le danger qui résulte de ces faits sera aggravé par la difficulté plus grande d'écouler leurs produits en Autriche-Hongrie, qui semble devoir résulter pour les industriels allemands du nouveau traité conclu entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ? »

« Le Gouvernement a-t-il l'intention de proposer des droits d'entrée sur les houblons ? »

6^e SECTION. — Un membre observe qu'avant de conclure le traité, il eût été désirable de soumettre les tarifs à l'examen du Parlement. Il a été répondu que ce mode n'a été adopté pour aucun pays, les négociations devant demeurer secrètes jusqu'à la conclusion du traité. Le Parlement a d'autres moyens d'action contre le Gouvernement. Un autre membre proteste contre l'article 4 du projet de loi, qui autorise le Gouvernement à substituer aux

droits *ad valorem* des droits *équivalents*. spécifiques, ce qui paraît exorbitant.

La Chambre de commerce d'Anvers a envoyé des protestations en faisant observer que cet article est indéfiniment un engagement de la Belgique envers l'Allemagne.

Il est à remarquer que le traité a été conclu pour donner aux deux pays la garantie que les engagements réciproques seront maintenus. On veut éviter les fraudes dans l'application des droits *ad valorem*.

L'application nouvelle ne peut s'opérer que d'accord avec l'Allemagne et il est stipulé que les droits spécifiques doivent être équivalents aux droits actuels sur la valeur. Cette stipulation n'a donc pas l'importance qu'on veut lui attribuer.

Un membre demande s'il est prévu que les allumettes seront taxées d'après le droit *ad valorem*.

Il est répondu que les allumettes appartiennent à la catégorie des marchandises réservées, de même que les houblons.

Enfin un membre manifeste le désir de recevoir communication, aux fins de contrôle, des tarifs allemands et de tous les documents qui ont servi de base aux négociations.

Au vote, tous les articles sont approuvés par 10 voix et 7 abstentions, sauf l'article 4, qui forme une loi indépendante du traité additionnel.

Le tableau ci-dessous renseigne :

1° Le régime auquel sont soumis actuellement les articles pour lesquels des modifications sont proposées par l'article 3 du projet de loi (V.p. 14 et 16);

2° Le régime auquel sont soumis actuellement les articles compris dans le tarif A (*Droits à l'entrée en Belgique*), lorsque ce régime diffère de celui prévu par le traité. Ce n'est le cas que pour certains des articles figurant sous les n°s 6, 27, 38, 39, 53, 64 et 66 du Tarif belge.

TARIF A.

Droits à l'entrée en Belgique.

N° du tarif des douanes belge en vigueur au moment de la conclusion du traité	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée, proposés par le traité additionnel		Droits d'entrée actuellement en vigueur en vertu du traité de 1891.
		Base.	Quotité. Fr. C.	
ex 1	Amidon	libre.		»
ex 2	Animaux vivants :			
	Espèce ovine :			
	Béliers, brebis et moutons	tête	2 »	»
	Agneaux	tête	1 »	»
	Volailles	libres.		»
5	Armes	libres.		»
ex 5	Bières en cercles.	hectol.	5 »	»
ex 6	Perches et pièces de bois en grume ou non scié ayant moins de 75 centimètres de circonférence au gros bout.	mètre cube	1 »	»
	Bois ouvrés :			
	Futailles montées ou démontées :			
	En bois de chêne	100 kil.	5 »	} 10 p. c.
	En bois autres.	100 kil.	2 »	
	Autres ouvrages.	valeur	10 p. c.	»
ex 10	Caoutchouc ouvré	valeur	10 p. c.	»
11	Caractères typographiques	libres.		»
ex 15	Ficelles ayant de 2 à 8 millimètres de diamètre.	libres.		»
ex 17	Riz pelé; sel brut	libres.		»
ex 19	Colle forte	libre.		»
	Eaux minérales de toute sorte.	libres.		»
ex 24	Fils de laines :			
	Cardée	100 kil.	5 »	»
	Peignés, simples :			
	Non teints	100 kil.	15 »	»
	Teints.	100 kil.	20 »	»
	Peignée, retors :			
	Non teints	100 kil.	20 »	»
	Teints	100 kil.	25 »	»
	Fils de soie, non compris ceux préparés pour la vente au détail.	libres.		»
ex 27	Habillements, lingerie et confections de toute espèce :			
	Lingerie de toute espèce :			
	Simplement cousue, sans ornement ni broderie	valeur	15 p. c.	»
	Toute autre	valeur	18 p. c.	20 p. c.

Remarque. — Est considérée comme *Simplement cousue*, sans ornement ni broderie, la lingerie munie de cordons-tirettes n'ayant pas le caractère d'ornements. Il en est de même de la lingerie simplement plissée ou garnie de plissés du même tissu que celui dont l'objet est confectionné.

N° du tarif des
douanes belge
en vigueur au
moment de la
conclusion du
traité.

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée,
proposés par le traité additionnel
Base. Quotité.
Fr. C.

Droits
d'entrée
actuellement
en vigueur
en vertu
du traité
de 1891.

ex 27 (suite) Vêtements pour femmes, non compris les vêtements en soie pure ou en soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids :

Simplement cousus, sans ornement ni broderie	valeur	15 p. c.	»
Tous autres	valeur	18 p. c.	20 p. c.

Remarque. — Ne sont considérés comme vêtements pour femmes, en soie pure ou mélangée, que les vêtements dont la partie extérieure principale consiste en soie pure ou mélangée, abstraction faite de la doublure et des ornements en soie pure ou mélangée.

Vêtements pour hommes, non spécialement dénommés.	valeur	15 p. c.	»
Bonneterie	valeur	15 p. c.	»
Objets confectionnés en tout ou en partie non compris parmi ceux désignés ci-dessus et non spécialement tarifés	valeur	15 p. c.	»

ex 28 Huiles de colza, de navette, de noyaux de palme (huile de pal-
miste, huile de coprah).

libres. »

29 Instruments et appareils scientifiques

libres. »

Remarque. — Les instruments et appareils photographi-
ques spécialement construits en vue de recherches scienti-
fiques (astronomie, météorologie, micrographie, etc.) ren-
trent dans la catégorie des *Instruments et appareils*
scientifiques.

30 Instruments de musique

valeur 10 p. c. »

ex 33 Machines, mécaniques et outils :

Courroies pour machines :

En cuir, en caoutchouc ou en matières similaires.	100 kil.	20 p. c.	»
En toute autre matière	100 kil.	30 p. c.	»

Machines, mécaniques et outils, autres, à l'exception des loco-
motives, avec ou sans tender; des locomobiles; des tur-
bines à vapeur; des machines, moteurs et autres appareils
électriques et électro-magnétiques, y compris les appareils
télégraphiques et téléphoniques; des machines et appareils
pour la laiterie, et des garnitures de cardes :

En aluminium	100 kil.	40 p. c.	»
En fonte	100 kil.	2 p. c.	»
En fer ou en acier	100 kil.	4 p. c.	»
En bois	valeur	10 p. c.	»
En cuivre ou en toute autre matière	100 kil.	12 p. c.	»

Remarques. — 1. Les machines et les mécaniques impor-
tées à l'état démonté seront imposées d'après la matière
dominant en poids dans l'objet monté si les règles suivantes
sont observées.

Les parties de machines et de mécaniques peuvent entrer
en une fois ou successivement en divers envois.

Tous les envois partiels doivent être présentés en douane
au même bureau et dans un délai déterminé, à indiquer par
l'importateur au moment de la présentation du premier
envoi et ne dépassant pas deux mois.

En introduisant une machine ou une mécanique à l'état
démonté ou quelques parties détachées d'un tel objet, l'im-
portateur doit présenter, en même temps que la déclaration,
les plans et dessins de l'objet complet, ainsi qu'une liste des
pièces importantes, d'après leur nature, le numéro et le poids

N° du tarif des
douanes belge
en vigueur au
moment de la
conclusion du
traité.

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée,
proposés par le traité additionnel
Base. Quotité. Fr. C.
Droits
d'entrée
actuellement
en vigueur
en vertu
du traité
de 1891.

de chaque pièce, en indiquant approximativement le poids
total des petites pièces accessoires.

Si, après l'expédition de quelques parties détachées, les
autres parties ne sont pas présentées en douane dans le délai
fixé, on devra, pour les parties déjà importées, payer les
droits établis pour les parties détachées de machines et de
mécaniques. Toutefois, l'absence de quelques pièces acces-
soires de peu d'importance n'empêchera pas l'application du
droit établi pour l'objet entier.

Jusqu'à l'expédition définitive de toutes les parties de l'en-
voi, la douane a la faculté d'exiger une garantie pour les taxes
plus élevées à payer le cas échéant, et de munir d'une marque
d'identité les pièces introduites par parties: elle a aussi la
faculté de vérifier aux frais du contribuable, après le mon-
tage de la machine ou de la mécanique, que toutes les pièces
composant les envois partiels appartiennent à la machine ou
à la mécanique en question. — Les pièces de rechange ou de
réserve payeront toujours les droits d'entrée séparément.

2. Les câbles électriques sous-marins et souterrains sont
compris parmi les machines, mécaniques et outils dont les
droits sont consolidés.

34	Maroquinerie	valeur	15 p. c.	»
ex 36	Ciment; thermite (mélange d'aluminium en poudre et d'oxydes); émeri, même moulu ou en boîtes ou petits récipients similaires.	libres.		»
38	Mercerie et quincaillerie (a)	valeur	15 p. c.	{ 10 et 15 p. c. (*)
	(a) Y compris le papier-linge recouvert de tissus			
ex 39	Fil de cuivre.	100 kil.	10	»
	Cuivre et nickel ouvrés	valeur	10 p. c.	»
	Fer battu ou laminé à chaud en barres et acier en barres, sans distinction, quels qu'en soient la forme et le mode de fabri- cation (à l'exception des rails), pourvu qu'ils n'aient subi au- cune autre main-d'œuvre que le martelage ou le laminage à chaud, par n'importe quel procédé, y compris les arbres de tour simplement ébauchés au marteau-pilon et les barres gau- frées au laminage à chaud, mais non polis, ainsi que les feuilles, planches, plaques ou tôles, même percées de trous pour les boulons, écrous ou rivets	100 kil.	1	»
	Fer et acier à cerceaux dits feuillards	100 kil.	1	»
	Poutrelles simplement laminées, même percées de trous, mais non cintrées	100 kil.	1	»
	Bandages de roues bruts de forge, c'est-à-dire simplement battus ou laminés à chaud, même ceux obtenus par le laminage cir- culaire.	100 kil.	1	»
	Centres de roues bruts de forges ou simplement ébarbés à la meule	100 kil.	1	»
	Essieux bruts de forge, même pourvus de gorges pour les roues.	100 kil.	1	»
	Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de 5 millimètres ou plus de diamètre ou d'épaisseur, mais non cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés).	100 kil.	1	»

(*) Actuellement les nombreux articles classés sous la rubrique « mercerie et quincaillerie » paient, les uns 10 p. c., les autres 15 p. c.; lorsque le traité entrera en vigueur, ils acquitteront un droit uniforme de 15 p. c.

N° du tarif des
douanes belge
en vigueur au
moment de la
conclusion du
traité.

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée,
proposés par le traité additionnel
Base. Quotité.
Fr. C.

Droits
d'entrée
actuellement
en vigueur
en vertu
du traité
de 1891.

ex 39 (suite) Fers et acier, ouvrés :

Traverses pour voies ferrées	100 kil.	1 »	4
Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de 5 millimètres ou plus de diamètre ou d'épaisseur, découpés de longueur égale pour un usage déterminé	100 kil.	1 »	4
Acier ébauché et façonné pour limes	100 kil.	2 »	4
Arceaux composés de verges simplement cintrées, pour bordures de jardins	100 kil.	2 »	4
Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de moins de 5 mil- limètres de diamètre ou d'épaisseur, découpés de longueur égale pour un usage déterminé	100 kil.	2 »	4
Bandelettes perforées pour le cerclage de caisses	100 kil.	2 »	4
Colonnes, sous forme de tuyaux, autres que celles pour l'ameublement ou pour l'ornement des jardins	100 kil.	2 »	4
Feuilles, planches, plaques ou tôles, embouties ou découpées en rond ou suivant croquis	100 kil.	2 »	1 4
Fonds de chaudières, de forme bombée, munis ou non d'ori- fices pour l'adaptation de foyers et de tubes bouilleurs, dont les bords ont été relevés par le martelage ou autrement, mais ni finis, ni bordés	100 kil.	2 »	1
Feuilles, planches, plaques ou tôles, vernissées, laquées ou bronzées	100 kil.	3 »	4
Fils quelle qu'en soit la section, de tout diamètre et de toute épaisseur, cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés), découpés de longueur égale pour un usage déterminé	100 kil.	3 »	4
Tubes et tuyaux recouverts de cuivre obtenus par le lami- nage, le fer ou l'acier dominant en poids	100 kil.	5 »	4
Autres fers et d'aciers ouvrés	100 kil.	4 »	»

Remarque. — Le fait que les objets mentionnés ci-
dessus sont goudronnés ou enduits de minium n'en modifie
pas la tarification.

Étain, plomb et zinc, ouvrés	valeur	10 p. c.	»
Or, argent et platine :			
Bijouterie, y compris les chaînettes de toute longueur servant à la fabrication de la bijouterie et de l'orfèvrerie	libres.		
Orfèvrerie	valeur	5 p. c.	»

ex 40 Meubles (y compris les horloges et les pendules), excepté les meubles en bois massif courbé	valeur	10 p. c.	»
--	--------	----------	---

ex 44 Tableaux peints à la main, non encadrés, et photographies non encadrées	libres.		
--	---------	--	--

ex 46 Papiers à meubler, excepté les papiers à meubler dorés, argentés, bronzés, gaufrés ou veloutés	100 kil.	8 »	»
Papiers autres, excepté le carton	100 kil.	4 »	»

ex 48 Peaux trinites, vernies, laquées ou maroquinées et pelleteries apprêtées	100 kil.	30 »	»
Ouvrages de cordonnerie	valeur	10 p. c.	»
Gants	valeur	10 p. c.	»

ex 49 Pierres brutes, taillées ou sciées, non spécialement dénom- mées	libres.		
---	---------	--	--

Remarque. — Sont comprises sous la dénomination de
Pierres brutes, taillées ou sciées, toutes les proprement
dites, à l'exception des pierres polies ou sculptées.

N° du tarif des douanes belge en vertu duquel est la conclusion du traité.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée, proposés par le traité additionnel		Droits d'entrée actuellement en vigueur en vertu du traité de 1891.
		Base.	Quotité. Fr. C.	
ex 49 (suite)	Pierres à aiguiser et pierres lithographiques, brutes ou polies.	libres.		»
ex 50	Poissons de mer frais	libres.		»
ex 51	Cornues à gaz et creusets de toute sorte	libres.		»
	Poteries communes non dénommées	100 kil.	1 25	»
		ou, au choix de l'importateur, valeur	10 p. c.	»
	Faïences et porcelaines non dénommées	valeur	10 p. c.	»
ex 55	Produits chimiques désignés ci-après :			
	Sulfates et sulfites de soude (sel de Glauber, etc.) cristallisés et calcinés, même combinés avec de l'acide sulfurique ou d'autres acides; sels de potasse de toute espèce (carbonate, chromate, nitrate, oxalate de potasse, potasse caustique, etc.); soude calcinée et cristallisée; silicate de soude (verre soluble); alizarine; huile et sel d'aniline et autres produits dérivés du goudron de houille; acétate et sous-acétate (sucre et vinaigre) de plomb; chlorure de potassium; chlorure de magnésie (sel de magnésie); minium (oxyde rouge de plomb); acide sulfurique, acide sulfurique fumant, chlorhydrate sulfurique (acide chlorosulfonique), anhydride sulfurique; sulfure de zinc (lithopone); alun, même alun de chrome; acide oxalique; acide tartrique; alumine artificielle, hydrate d'alumine, alumine calcinée; chromate de soude; soude caustique; sels ammoniacaux; chlorure de baryum; préparations non alcooliques à base d'étain; acide tannique; glycérine purifiée; préparations non alcooliques à base d'iode; sels d'argent	libres.		
ex 56	Produits divers pour l'industrie désignés ci-après	valeur	5 p. c.	»
	Accessoires en métal, destinés à être adaptés à des objets de vannerie et de sellerie, à des malles, valises ou autres articles analogues de voyage.			
	Appliques, ornements ou fermoirs en métal, autres qu'en or ou en argent, pour albums, aumônières, boîtes à bijoux, carnets, couvertures de livres, étuis à cigares, porte-cartes, porte-monnaie, etc.			
	Asbeste (amiant) en carton, feutre, disques (rondelles) et plaques, ainsi que cordes tressées et tissus en amiant, associés ou non à du caoutchouc, du coton ou des garnitures métalliques, connus sous le nom de bourrages pour machines.			
	Bobines de toute sorte, servant à enrouler les fils à coudre pour la vente au détail.			
	Boucles en cuivre, en chrysocale et en fer étamé ou verni ainsi que double-boutons et autres petits accessoires en fer étamé ou verni, destinés à la confection de havre-sacs, de courroies de sacs, de ceinturons, etc., pour équipements militaires.			
	Boutons en papier mâché, destinés à la confection de chaussures.			
	Boutons-fermoirs à emboîtement, destinés à la confection de gants, de porte-monnaie, etc.			
	Carcasses en fil de fer ou de laiton pour chapeaux, bonnets, etc.			
	Carton bitumé pour toitures et feutre imprégné d'asphalte.			
	Celluloid en feuilles ou en bâtons.			
	Chainettes, cœurs et croix en acier, en cuivre, en maillechort, en bois ou en nacre, ainsi que perles en acier, en nacre ou en verre (y compris les vitrifications) pour chapelets, colliers ou autres bijoux,			
	Charbon aggloméré sous forme de cylindres, baguettes, bâtons, bougies, crayons, plaques, lames ou blocs, etc., pour appareils électriques, ainsi que sous forme de cylindres pour filtres.			

N° du tarif des
douanes belge
en vigueur au
moment de la
conclusion du
traité.

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée,
proposés par le traité additionnel
Base. Quotité.
Fr. C.

Droits
d'entrée
actuellement
en vigueur
en vertu
du traité
de 1891.

ex 54 (suite). Cordes de boyaux et cordes métalliques, pour instruments
de musique.

Détonateurs et amorces électriques à détonateurs, servant à la
déflagration de la dynamite dans les mines et les carrières.

Drap-cylindre feutré par l'impression.

Fanons de baleine coupés ou apprêtés et baleines factices en
corne.

Fournitures pour horloges et pendules,

Fournitures pour parapluies et parasols.

Mécanismes non tout à fait complets et touches pour pianos.

Paillettes en gélatine ou en métal, ainsi que perles en acier, en
nacre ou en verre, pour broderies, passementeries, etc.

Pâtes de bois comprimées, vulcanisées ou non, sous forme de
bâtons, feuilles, plaques ou tubes.

Plaques en ivoire, en écaille en bois durci, en cellulose, etc.,
décorées et incrustées ou non, destinées à la confection de
couvertures de livres,

Poils feutrés destinés aux usages industriels,

Queues de boutons de toute espèce.

Rebords pour placards, en tôle nue ou peinte d'une seule couleur.

Ressorts de toilette ou laçures, non garnis, servant à donner une
certaine rigidité aux corsages de robes.

Rotins et moelles de rotin, filés ou non, teints ou vernis; rotins
ouvrés et préparés pour manches de parapluies et de parasols.

Têtes en bois, en porcelaine, en cire, en carton, en plâtre, etc.,
destinées à la confection de poupées.

Tubes et tuyaux en caoutchouc additionné ou non d'autres
matières.

ex 55 Tableaux imprimés à l'huile livres. ,

Impressions typographiques 100 kil. 18 , ,

Impressions lithographiques, chromolithographiques, photolitho-
graphiques, chromotypographiques, phototypographiques, pho-
totypiques, zincographiques ou autres reproductions de dessins
ou gravures sur bois, métaux ou pierres, non spécialement
dénommées :

En une ou deux couleurs :

Sur cartes ou carton 100 kil. 18 , ,

Sur papier 100 kil. 55 , ,

En plus de deux couleurs :

Sur carte ou carton 100 kil. 50 , 40

Sur papiers 100 kil. 60 , 70

Albums et carnets à images ou à dessins :

Typographiés, coloriés ou non au pinceau ou à la plaque. . . 100 kil. 25 , 50

Tous autres 100 kil. 60 , 70

ex 57 Cérésine livres. ,

ex 62 Teintures et couleurs (a), à l'exception des cirages, des vernis
gras et du bleu d'outremer. livres. ,

(a) Y compris les teintures artificielles obtenues par des pro-
cédés chimiques, notamment l'indigo artificiel.

N° du tarif des
douanes belge
en vigueur au
moment de la
conclusion du
traité

Désignation des marchandises.

Droits d'entrée,
proposés par le traité additionnel
Base. Quotité.
Fr. C.

Droits
d'entrée
actuellement
en vigueur
en vertu
du traité
de 1891

ex 64 Tissus de coton mélangé de soie, le coton dominant en poids, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.	100 kil.	400 »	500
	ou, au choix de l'importateur,		ou
	valeur	15 p. c.	15 p. c.
Tissus de coton : Tous autres tissus, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un sim- ple ourlage	valeur	15 p. c.	»
Tissus de laine pesant moins de 200 grammes par mètre carré	valeur	15 p. c.	»
Tissus de laine : Tous autres tissus, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage	valeur	10 p. c.	»
Tissus de lin : Tous autres tissus, y compris les mouchoirs découpés et simplement ourlés.	valeur	10 p. c.	»
Velours et peluches de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids sans excéder 75 p. c.	100 kil.	700 »	»
	ou, au choix de l'importateur,		
	valeur	15 p. c.	»
Linoléum	valeur	15 p. c.	»

Remarque. — Les tissus mélangés de toute espèce acquit-
tent les droits des tissus selon l'espèce, d'après la matière
dominant en poids. Ne sont considérés comme *mélangés* que
les tissus renfermant plus de 5 p. c. de matières textiles
autre que celle qui en constitue la matière principale.

ex 65 Graines, non compris les graines oléagineuses; pâte de bois	libres.	»
ex 66 Bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries :		
En verre blanc ou demi-blanc.	100 kil.	2 » 10 p. c.
(1) Autres.	100 kil.	1 50 (1) 1 fr. ou 10 p. c.
Bonbonnes, dames-jeannes ou touries, clissées ou renfermées dans des paniers en osier ou autres matières analogues.	100 kil.	4 » Valeur 10 p. c.
Verreries communes ; Objets autres que les bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries.	100 kil.	1 » »
	ou, au choix de l'importateur,	
	valeur	10 p. c.
Verrerie autre, excepté les glaces, les verres de vitrage, les dalles, les pavés et les tuiles.	valeur	10 p. c.
ex 67 Pâtés de foie gras	100 kil.	60 » »

69 Vins.

Remarques. — 1. Les vins blancs allemands bénéficieront,
en ce qui concerne le traitement douanier et la perception de
l'accise, de toutes les facilités qui pourraient être accordées à
d'autres vins étrangers, notamment aux vins rouges de toute
origine.

2. Le montant des droits et des accises à percevoir sur les
vins blancs *non mousseux* en bouteilles n'excédera pas de plus
de 40 francs par hectolitre le montant des droits et des accises
à percevoir sur les vins en fûts.

ex 70 Vélocipèdes et parties de vélocipèdes.	valeur	12 p. c.	»
--	--------	----------	---

	Régime nouveaux.	Régime actuel
		Valeur 10 p. c. et
		100 kil.
(1) Autres	100 k 1.50	ou, au choix de
		l'importateur
		valeur 10 p. c.

Le tableau ci-dessous donne, en regard des tarifications du tarif *B* (*Droits à l'entrée en Allemagne*), le régime prévu par le nouveau tarif général allemand.

Le signe * indique les articles pour lesquels la réduction de droit obtenu constitue au moins 25 p. c. de la taxe prescrite au tarif général.

Ce travail a été complété par l'indication des droits plus réduits accordés par l'Allemagne, pour certaines marchandises, à d'autres pays que la Belgique.

TARIF B.

Droits à l'entrée du territoire douanier allemand.

Le tarif général allemand mentionné dans le présent tarif est le tarif de douane du 25 décembre 1902, tel qu'il a été fixé par la loi de l'Empire allemand en date dudit jour.

Numero du tarif général allemand	Désignation des marchandises.	Droit par 100 kilogrammes.	Droits du nouveau tarif général.
		— Mares.	— Mares.
* ex 25	Pommes de terre fraîches, dans la période du 15 juin au 31 juillet . . .	1 »	2.50
* ex 26	Chicorée (racines de chicorée), même en morceaux, séchée . . .	0 80	2 »
ex 35	Plantes potagères fraîches :		
*	Asperges	libres	20 »
*	Choux-fleurs, oignons et chicorée de Bruxelles (witloof) . . .	libres	4 »
38	Arbres, vignes, arbustes, arbrisseaux, plants destinés à la transplan- tation, et autres plantes vivantes, avec ou sans mottes de terre, même en pots, en baquets ou caisses; greffes, entes :		
*	Troncs de cycas, sans racines ni feuilles; palmiers; lauriers; azalées des Indes; plants forestiers.	libres	} 20 et 15 »
*	Rosiers	12 »	
	non spécialement dénommés :		
*	Plantes en pots.	10 »	30 »
*	Plantes sans mottes de terre	6 »	20 »
*	Autres	5 »	15 »
* ex 45	Raisins de table (grappes et baies de raisins), frais, importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusivement . . .	libres	20 »
ex 47	Pommes et poires, fraîches :		} 2 50 et libres
*	non emballées, du 1 ^{er} septembre au 30 novembre . . .	libres	
*	emballées	5 »	10 »
* ex 62	Chicorée (racines de chicorée), brulée torréfiée, même moulue, sans addition d'autres substances	4 »	10 »
* 92	Écorces à tan, même moulues	libres	1 50
ex 100	Chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ar- dennaise (reines Kaltblut) :	par tête	
*	valant jusqu'à mares par tête	50 »	90 »
*	valant plus de 1,000 jusqu'à 1.500 mares par tête	75 »	180 »
	poulains sevrés, importés jusqu'au 31 décembre de l'année où ils sont nés.	30 »	50 »
	poulains de lait qui suivent leur mère	libres.	libres.

Remarque. — Les chevaux qui pourront être importés aux taux réduits doivent exclusivement appartenir à la race pure flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles.

Pour jouir des taux réduits, les importateurs seront tenus de produire, pour chaque cheval, un certificat délivré par un agent de l'État belge, attestant que l'animal appartient exclusivement à la race pure flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles.

Les Gouvernements des deux Parties s'entendront sur la désignation des agents chargés de délivrer lesdites attestations et sur le mode de délivrance de ces attestations. En cas de doute, les autorités allemandes se réservent le droit de vérifier si le cheval importé présente les caractères et les aptitudes auxquels est subordonné le traitement de faveur.

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays

ex. 25	Pommes de terre fraîches dans la période :	
	du 15 février au 31 juillet	1
	du 1 ^{er} août au 1 ^{er} février	libres.
ex. 45	Raisins de tables, frais, importés autrement	
ex. 47	Pommes et poires, fraîches :	
	non emballées, du 1 ^{er} décembre au 31 août	2
ex. 100	Chevaux de race norique (reines Kaltblut) : (1)	
	valant jusqu'à 1,000 marcs par tête	50
	valant plus de 1,000 jusqu'à 1,200 marcs par tête	72
	valant plus de 1,200 jusqu'à 1,500 marcs par tête,	75
	valant plus de 1,500 jusqu'à 2,500 marcs par tête	120
	Autres : (2)	
	valant jusqu'à 1,200 marcs par tête	72
	valant plus de 1,200 marcs par tête.	120

(1) Celles de ces réductions allant au delà de ce qui a été accordé aux chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise, sont applicables à ces chevaux en vertu de la disposition figurant à l'article 5 du traité additionnel, sous le n° 6 du chiffre I.

(2) Les droits réduits de 72 et 120 marcs accordés aux chevaux *autres* sont acquis aux chevaux importés par la Belgique autres que ceux appartenant aux races flamande, brabançonne et ardennaise.

Numéro du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droits par 100 kilogrammes.	Droits du nouveau tarif général.
		Marcas.	Marcas
ex 110	Volailles tuées, même dépecées, non préparées.	20 »	30 »
ex 115	Poissons, vivants ou non, frais, même congelés : autres que les carpes	libres.	libres.
ex 119	Coquillages de mer, vivants ou seulement bouillis ou salés, même dépouillés des écailles :		
		par 100 kilogr., poids brut.	
*	huitres	65 »	100 »
	moules	libres.	libres.
ex 125	Écrevisses de mer, vivantes ou non, même si elles sont seulement bouillies ou salées, même dépouillées des carapaces :		
		par 100 kilogr., poids brut.	
*	homards et langoustes	65 »	100 »
	crevettes	24 »	24 »
		par 100 kilogr.	
* x 156	Œufs de volaille, crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement	3 »	6 »
* 165	Riz poli (glacé)	4 »	6 »
ex 166	Huiles grasses en fûts, non spécialement dénommées au tarif général	9 »	10 »
* ex 172	Oléine	3 »	4 »
ex 227	Chaux calcinée, éteinte; phosphate de chaux naturel.	libres.	libres.
* 230	Ciment de Portland, ciment romain, ciment de pouzzolane, ciment de magnésie, ciment de laitier et autres ciments analogues, avec ou sans addition de matières colorantes ou autres, non moulus (briques de ciment, menu ciment, etc.), moulus, pilés; chaux moulue	libres.	0 50
235	Ardoises :		
*	en blocs bruts	libres.	0 25
	en plaques brutes, en tables brutes	1 »	1 25
	<i>Remarque.</i> — Les plaques de plus de 20 centimètres d'épais- seur sont à traiter comme blocs.		
*	ardoises pour toitures	0 75	1 25
ex 234	Pierres (à l'exclusion des ardoises et des pavés), brutes ou simple- ment dégrossies, même sciées, mais sur trois côtés au plus, ou en plaques non fendues, non sciées (taillées); pierres moulues, non spécialement dénommées au tarif général	libres.	libres.
	<i>Remarque.</i> — Seront considérées comme pierres simplement dégrossies les blocs simplement épincés ou roclés afin d'en enlever les parties inutilisées en vue du transport.		
ex 258	Houille, anthracite; coke, même moulu, et briquettes de houille . .	libres.	libres.
* 294	Sulfate de soude (sel de Glauber) et sulfate acide de soude (bisulfate de soude)	libres.	0 25
* 296	Sulfate de cuivre (vitriol bleu) et mélange de sulfate de cuivre et de sulfate de fer.	libres.	2 »
* ex 324	Céruse	libre.	1 »
326	Oxyde de zinc (blanc de zinc et gris de zinc), blanc de sulfure de zinc (lithopone)	libres.	2 »
528	Extraits de bois de teinture; et extraits d'autres matières tinctoriales végétales :		
	liquides	2 »	2 »
	solides.	4 »	4 »
* ex 329	Craie lavée; et craie finement pulvérisée à la brosse ou autrement.	0 30	0 40
392	Engrais phosphoreux, traités par des acides (superphosphates) même mélangés d'autres matières	libres.	libres.

Désignation des marchandises.		Droits plus réduits accordés à d'autres pays.
ex. 110	Volailles tuées, même dépecées, non préparées.	14
	— lardées ou préparées d'une autre manière simple	20
ex. 115	Carpes non vivantes	10
	— vivantes pour étangs	libres
ex. 136	Oeufs de volailles crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement	2
ex. 233	Ardoises pour toitures.	0,65

Numéro du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droits par 100 kilogrammes	Droits du nouveau tarif général
		Marcs	Marcs
* ex 375	Colle de toute espèce (à l'exception de la colle albuminoïde), solide. (ex 422/4) Fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés de matières textiles ou fils textiles végétaux, le coton excepté, ne rentrant pas dans les n° 417 à 421 du tarif général :	5	5
422	Fils de laine peignée, écrus :		
	simples	8	8
	retors à deux ou trois bouts	10	10
	retors à quatre bouts ou plus	24	24
423	Fils de laine peignée, blanchis, teints, imprimés :		
	simples	12	12
	retors à deux ou trois bouts	18	18
	retors à quatre bouts ou plus	24	24
ex 421	Fils de laine cardée, écrus, simples. <i>Remarque.</i> — Les fils grisailles (fils de laine artificielle) simples ne sont pas considérés comme teints, mais comme écrus. On désigne sous le nom de grisailles, les fils composés en tout ou en partie de déchets multicolores ou décolorés donnant au fil une nuance terne ou indécise qui ne permet pas de l'employer sans une nouvelle teinture, soit en écheveaux, soit en tissus. Les fils grisailles contenant jusqu'à 5 p. c. de coton seront considérés comme fils grisailles non mélangés.	8	9
ex 432	Tissus en fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés de matières textiles ou fils textiles végétaux, ne rentrant pas dans les n° 427 à 431 du tarif général :		
	draps de laine feutrés, tissés sans fin, bruts, pour la fabrication des pâtes de bois, de cellulose ou de paille et des papiers	80	135
	tissus, le mètre carré de surface tissée pesant plus de 200 grammes et jusqu'à 700 grammes.	130	175
* ex 435/5	Tissus de coton, grossiers, écrus, découpés en pièces ne dépassant pas 63 centimètres de longueur et de largeur, dits torchons fabriqués d'une trame exclusivement composée de déchets de coton, même lainés, ourlés et combinés avec d'autres matières textiles et quelques fils textiles teints (ex 433, 436 et 437) Couvertures de lit en coton, pesant 80 grammes ou plus par mètre carré, contenant dans un carré de 5 millimètres de côté en chaîne et en trame cumulativement 35 fils ou moins, même découpées, lainées, ourlées ou tissées à franges :	7 50	120 et 50
ex 435	écrues	50	50
ex 436	apprêtées, blanchies	60	70
ex 437	teintes, imprimées ou en fils teints (en 472/4) Fils de lin (fils de lin ou d'étoffe de lin) même mélangés de jute, mais sans mélange d'autres matières textiles .	80	100
472	simples, écrus :		
	jusqu'au n° 8 anglais.	5 50	6
	au-dessus du n° jusqu'au n° 14 anglais	6	7
	au-dessus du n° 14 jusqu'au n° 20 anglais.	6 50	7 50
	au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 35 anglais	9 50	10
	au-dessus du n° 35 jusqu'au n° 75 anglais	12	15
	au-dessus du n° 75 anglais	libres.	libres.
ex 473	simples, blanchis :		
	jusqu'au n° 20 anglais	12	15
474	à deux ou plusieurs bouts (retors), écrus, blanchis, teints, imprimés.	56	56

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

N ^o du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droits par 100 kilogrammes.	Droits du nouveau tarif général
		Mars.	Mars
ex 481	Fils de jute, sans mélange d'autres matières textiles, simples ou à plusieurs bouts, écrus :		
	jusqu'au n° 8 anglais	4 »	5 »
	au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais.	5 »	6 »
ex 485	Fils de matières textiles de la section 5 D du tarif général, sans mélange de coton ou de matières textiles animales, conditionnés pour la vente en détail, à deux ou plusieurs bouts (retors).	60 »	70 »
484	Câbles, cordages, cordes, ficelles (ouvrages de cordier non tressés, formés uniquement par la torsion de fil de caret [gros fil simple servant à faire les cordages]) de matières textiles de la section 5 D du tarif général sans mélange de coton ou de matières textiles animales :		
	d'un diamètre de 5 millimètres ou plus	10 »	10 »
	d'un diamètre de plus d'un millimètre, mais de moins de 5 millimètres, même conditionnés pour la vente en détail	22 »	24 »
ex 487	Tapis de pied, importés en pièces à débiter au mètre ou ajustés (sans travail à l'aiguille), de fibres non réunies, tordues ou filées de jute ou de coco, même mélangés d'autres matières textiles ou fils textiles végétaux ou de poils de bêtes bovines ou de fils de ces poils, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 427 du tarif général, tissés :		
	teints, imprimés, en fils teints, façonnés	24 »	30 »
	autres; et couvertures de cordages goudronnés, tapis de pied (ex 492/3) Tissus de lin ou d'étoupe de lin, même mélangés d'autres matières textiles de la section 5 D du tarif général ou mélangés de crins, mais sans mélange d'autres matières textile animales ou de coton, ne rentrant pas dans les n° 486 à 491 du tarif général, unis, serrés :		
ex 492	écrus :		
	ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté :		
	jusqu'à 40 fils	12 »	12 »
	de 41 à 80 fils	24 »	28 »
	de 81 à 120 fils.	36 »	40 »
	plus de 120 fils	60 »	65 »
ex 493	blanchis, teints, imprimés, en fils teints :		
	ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté :		
	jusqu'à 120 fils.	60 »	65 »
	plus de 120 fils	120 »	120 »
ex 498	Toile d'emballage de jute, sans mélange d'autres matières textiles de la section 5 D du tarif général, écru, ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté jusqu'à 40 fils	10 »	12 »
ex 504	Toile cirée grossière, à surface lisse ou imprimée ou gaufrée; lissus cuir, toile d'emballage collée sur du papier; toile cirée autre que grossière, à l'exception de la mousseline cirée et du taffetas ciré.	30 »	30 »
ex 519	Corsets en tissus de coton même mélangé d'autres matières textiles végétales	300 »	350 »
ex 520	Corsets en tissus de lin ou d'étoupe de lin	300 »	350 »
	<i>Remarque aux n°s 519 et 520. — Les corsets des espèces sus-mentionnés ne sont soumis à aucune surtaxe, s'ils sont ornés de dentelles ou de broderies, y compris les dentelles et les broderies entièrement ou partiellement en soie.</i>		
ex 527	Chaussures grossières en tissus serrés en jute, même mélangé de lin et de quelques fils textiles en coton, avec semelles cousues et composées de tresses d'étoupe de chanvre ou de jute rattachées entre elles par la couture, sans doublure, même combinées avec du cuir non laqué (dite espadrilles)	25 »	70 »

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

N ^o du tarif général allemand	Désignation des marchandises.	Droit par	Droits du nouveau
		100 kilogrammes — Marcs.	tarif général — Marcs
* ex 545	Cuir, y compris les croupons, la pièce pesant plus de 3 kilogrammes, poids net, pour la fabrication de courroies de transmission contre permis sous contrôle de l'emploi	22 »	30 » et 36 »
ex 556	Chaussures en cuir de tous genres, même en peaux avec leurs poils ou en peaux de poisson ou de reptile, avec semelles autres qu'en bois		
*	la paire pesant plus de 1,200 grammes	60 »	85 »
*	la paire pesant plus de 600 grammes jusqu'à 1,200 grammes	80 »	120 »
*	la paire pesant 600 grammes ou moins	90 »	180 »
557	Courroies de transmission et bandes pour courroies de transmission en cuir de tous genres, ainsi qu'en peaux brutes dépouillées de leurs poils, même avec doublures ou couches intermédiaires d'ouvrages grossiers composés de fils textiles ou de feutre	50 »	60 »
ex 560	Articles en cuir pour la filature et le tissage, pourvu que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés		
*	lanières de couture, lanières pour fouets de chasse, lanières pour cordes en cuir.	50 »	80 »
	dos à cardes, rubans à cardes, plaques à volants, bandes et plaques pour taquets, manchons pour continues ou bobinoires		
	la pièce pesant, poids net, 2 kilogrammes ou plus	50 »	65 »
	la pièce pesant, poids net, moins de 2 kilogrammes	60 »	80 »
ex 574	Tuyaux en caoutchouc souple		
	pour bandages de roues de véhicules.	60 »	60 »
	autres en caoutchouc, à l'exception des tuyaux pour tiges de fleurs artificielles, en caoutchouc avec doublures de matières textiles végétales, en matières textiles végétales imprégnées ou enduites de caoutchouc ou réunies par des couches intermédiaires en caoutchouc, en caoutchouc surtressé ou surfilé de fils textiles, tous ces tuyaux même combinés avec des métaux communs ou des alliages de métaux communs	40 »	40 »
575	Courroies de transmission en ouvrages composés de fils textiles et imprégnées ou enduites de caoutchouc ou avec doublures ou couches intermédiaires de caoutchouc, en caoutchouc avec doublures ou couches intermédiaires d'ouvrages composés de fils textiles	40 »	50 »
578	Bandages en caoutchouc pour roues de véhicules, mêmes chapes pour les tuyaux destinés aux roues de véhicules, en ouvrages composés de fils textiles, et imprégnés ou enduits de caoutchouc ou réunies par des couches intermédiaires de caoutchouc.	60 »	60 »
ex 579	Ouvrages non autrement dénommés au tarif général, en caoutchouc souple (même vulcanisé) ou qui en sont recouverts en tout ou en partie, pourvu que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés		
	non laques, non teints, non imprimés, plaques de caoutchouc avec ouvrages composés de fils textiles ou avec feutre insérés ou appliqués par laminage, garnitures de piston, garnitures de boîtes à cloupe et cordes de bourrage en fils textiles, en ouvrages grossiers composés de fils textiles ou en feutre combinés avec du caoutchouc ou de l'acide stéarique, du talc, du suif, ou de l'amiante, ainsi que d'autres garnitures de piston et cordes de bourrage analogues	40 »	40 »
	(ex 625/6) Meubles et parties de meubles, communs (non remboursés) non plaqués		
625	en bois tendre		
	bruts	6 »	8 »
	travaillés	10 »	12 »

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

ex. 356	Chaussures en cuir de tous genres, etc. :	
	Empeignes de toute sorte	80
	Pantoufles et chaussures d'intérieur quel qu'en soit le poids	60

628	En bois tendre :	
	bruts	4 50

N° du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droit par 100 kilogrammes.	Droits du nouveau tarif général.
		— Marcs.	— Marcs.
ex 626	en bois dur, à l'exception des meubles et des parties de meubles en bois massif courbé :		
	bruts	12 »	12 »
	travaillés	14 »	15 »
ex 628	Sabots en bois bruts, même avec brides en cuir non teint ou simplement noirci	3 »	3 »
* ex 629	Sabots en bois noircis ou brunis à la fumée ou à l'acide pyrolique, même avec brides en cuir non teint ou simplement noirci	3 »	12 »
ex 633	Meubles rembourrés, même avec montures autres qu'en bois, pourvu que leurs combinaisons ne les soumettent pas à des droits plus élevés, recouverts :		
	d'ouvrages composés de fils en tout ou en partie en soie, de dentelles, de broderies, d'ouvrages composés de fils textiles avec applications cousues, de velours ou de peluche, de tissus veloutés ou pelucheux ; de cuir	50 »	60 »
* 634	Papier d'emballage, coloré dans la masse, même lissé sur une face	5 »	4 »
* 635	Papier ne rentrant pas dans d'autres numéros du tarif général, y compris le papier-carton, même ligné, parcheminé ou grainé	6 »	10 »
	<i>Remarque aux n° 634 et 635. — Le papier d'emballage sera tarifé suivant qualité d'après les n° 634 ou 635, même lorsqu'il est revêtu d'un texte qui en explique l'usage, d'annonces-réclames, de dessins ou d'autres impressions de ce genre.</i>		
636	Papier coloré, y compris le papier enduit de craie, de céruse ou d'autres substances analogues ou revêtu d'impressions métalliques ; papier verni ; papier recouvert de paillettes de mica ou de verre, de métaux en poudre ou de bourse tontisse ; papier recouvert d'une couche métallique appliquée à l'enduit, par superposition ou par la galvanoplastie, ainsi que papier doré ou argenté sur tranches	8 »	10 »
* ex 660	Papier de tenture et bordures en papier de tenture de tous genres, ni dorés, ni argentés, ni bronzés, ni gaufrés, ni veloutés	12 »	24 »
663	Cornets, poches, sacs pliants (sacs à soufflet), boîtes pliantes et autres récipients de ce genre, et enveloppes de lettres, imprimés ou non :		
*	non combinés avec d'autres matières	12 »	18 »
*	combinés avec des ouvrages composés de fils textiles, de la gélatine, des feuilles d'étain, du papier recouvert d'une couche métallique ou avec d'autres substances analogues	20 »	30 »
* ex 680	Pierre calcaire polissable, sciée sur plus de trois côtés et brute sur les côtés non sciés ou n'ayant subi de ces côtés qu'un simple dégrossissage	0 23	0 50
	<i>Remarque. — Ne seront pas considérés comme sciés mais comme bruts les côtés des dites pierres taillés au fil hélicoïdal, en tant que les traits du fil hélicoïdal y pourront être reconnus ou que l'emploi de cet appareil sera prouvé par l'importateur.</i>		
* 681	Pavés	0 20	0 40
* ex 682	Plaques de marbre, sciées (taillées) ou refendues, ni égristées, ni rabotées, ni polies, ni émaillées	2 50	3 50
	<i>Remarque au n° 682. — Les plaques de plus de 16 centimètres d'épaisseur sont à tarifier, selon l'espèce, d'après le n° 680.</i>		
ex 685	Ouvrages de tailleur de pierres en pierre calcaire polissable, non égristés, non rabotés, mêmes combinés avec du bois ou du fer non laqués ni polis, d'un travail uni et simple, non moulurés, non tournés, non ornementés :		
*	uniquement épincés ou roctés	0 50	1 25
	autres	1 »	1 25
	<i>Remarque. — Seront considérés comme non ornementés les ouvrages de tailleur de pierres de l'espèce, même en tout ou en partie charrués (ciselés) ou bouchardés avec une simple bordure charruée (ciselée). Dans les deux cas, le charruage (ciselure) pourra être fait en lignes régulières ne formant pas de dessin.</i>		

Désignation des marchandises.		Droits plus réduits accordés à d'autres pays.
ex. 026	En bois dur :	
	bruts	10
	travaillés } en bois courbé	10
	} autres	12

Désignation des marchandises.		Droits plus réduits accordés à d'autres pays	
ex 714	Briques en terre à briques se colorant par la cuisson, non cuites ou cuites, non vernissées, ne rentrant pas dans le n° 713 du tarif général :		
	rugueuses (briques de maçonnerie)	0 05	0 10
	lisses (briques de revêtement)	0 05	0 10
ex 716	Dalles de pavage d'une épaisseur de 3 centimètres ou plus, en argile ou en grès commun, unicolores, non vernissées ou vernissées. .	0 50	0 50
	Remarque. — Dalles de pavage d'une épaisseur de 3 centimètres ou plus, en argile ou en grès commun, si elles sont multicolores, sont à tarifier comme dalles de carrelage multicolores (n° 728).		
725	Creusets, cornues, mouffes, cazettes, tuyaux, cylindres, plaques, buses et autres produits réfractaires moulés en argile ou en masse argileuse, ne rentrant pas dans la catégorie des briques, vernissés ou non; et creusets en ciment de magnésie ou en lardite . . .	1 50	2 »
ex 728	Dalles de carrelage en argile ou en pâte argileuses frittée, y compris les dalles de pavage en argile ou en grès commun d'une épaisseur de moins de 3 centimètres, non vernissées ou vernissées, unies ou ornementées :		
	unicolores.	2 »	2 »
	multicolores	4 »	4 »
ex 755	Isolateurs en porcelaine blanche, servant à l'électricité	10 »	14 »
	(ex 737/40) Gobeletterie (verre creux) :		
ex 757	non moulée, ni égrisée, ni polie, ni adoucie, ni taillée, ni gravée au mordant, ni ornée de dessins : blanche (même mi-blanche) transparente, même avec quelques anneaux en verre blanc (même mi-blanc) massif	8 » par 100 kilogr. poids brut.	8 »
758	uniquement avec fonds moulés ou avec bouchons façonnés ou ornementés par l'égrisage, le moulage, etc. :		
	colorée ou blanche opaque, même doublée de verre coloré ou de verre blanc opaque.	15 » par 100 kilogr.	24 »
	autre	12 »	20 »
759	autrement moulée, égrisée, polie, adoucie, taillée, gravée au mordant ou ornée de dessins :		
	colorée ou blanche opaque, même doublée de verre coloré ou de verre blanc opaque	15 »	30 »
	autre	12 »	24 »
710	peinte, dorée ou argentée, même ornée de dessins en couleurs fixées à froid ou par la cuisson	20 »	56 »
	(ex 741/3) Glaces et verre en tables (à vitre), non autrement dénommés au tarif général :		
741	ni dressés, ni polis, ni taillés, ni ornés de dessins, ni cannelés, ni écaillés, ni bombés, ni matés, ni gravés au mordant, ni doublés, ni facettés, ni élamés : non colorés, non opaques :		
	Glaces coulées ou soufflées.	4 »	4 »
	Glace brute (plaques coulées brutes) d'une épaisseur de plus de 5 millimètres, même cannelée	5 »	4 »
	Verre en tables, y compris la glace brute d'une épaisseur de 5 millimètres ou moins, cette dernière même cannelée, lorsque la hauteur simple et la largeur simple atteignent ensemble :		
	120 centimètres ou moins.	6 » par 100 kilogr. poids brut.	8 »
	plus de 120 et jusqu'à 200 centimètres.	8 »	10 »
	plus de 200 centimètres	10 »	12 »
ex 745	Glaces polies et plaques coulées, polies	24 »	24 »

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

ex. 741 Glaces coulées ou soufflées. 5

Désignation des marchandises.		Droits plus réduits accordés à d'autres pays	
(ex)778(829) Fer et alliages de fer :			
ex 778	Tuyaux, y compris les tuyaux façonnés, en fonte non malléable, de plus de 7 millimètres d'épaisseur, bruts	2 50	5
	<i>Remarques.</i> — 1 ^o Par tuyaux façonnés, on entend les tuyaux courbes, les tuyaux coudés, les tuyaux en T, en croix ou autres formes analogues.		
	2 ^o Seront traités comme bruts les tuyaux, y compris les tuyaux façonnés, en fonte non malléable, même recouverts de goudron par peinture ou par immersion et simplement ébarbés sur quelques points.		
782	Fonte non malléable, non autrement dénommée au tarif général, brute :		
	la pièce pesant poids net :		
	plus de 100 kilogrammes	2 50	2 50
	plus de 40 jusqu'à 100 kilogrammes	5 »	5 50
†	40 kilogrammes ou moins	5 50	5 »
ex 794	Tuyaux laminés ou étirés, ne rentrant pas dans n° 795 du tarif général, bruts, d'une épaisseur de 2 millimètres ou plus . . .	5 »	6 »
ex 796	Rails pour changements de voie, cœurs de croisement en fer malléable, même troués et avec encoches au patin, traverses pour chemins de fer; échisses et plaques d'about pour chemins de fer.	2 50	2 50
797	Essieux pour chemins de fer, fers pour roues de chemins de fer (moyeux, bandages de roues, centres de roues, couronnes de roues), roues pour chemins de fer, trains de roues pour chemins de fer	2 50	3 »
† ex 798	Fonte malléable, pièces forgées et autres ouvrages en fer malléable, non autrement dénommés au tarif général, bruts, la pièce pesant, poids net, 3 kilogrammes ou moins	6 »	8 »
* 800	Pièces de construction en fer malléable, même revêtues d'une couche de peinture	4 50	6 »
† ex 806	Enclumes, bigornes, ancres, leviers; marteaux et étaux, la pièce pesant, poids net, plus de 10 kilogrammes	5 »	5 »
† ex 807	Crics et autres appareils de levage transportables	5 »	7 »
	<i>Remarque.</i> — Les chaînes et cordes séparables des appareils de levage de ce genre sont à tarifer séparément.		
ex 820	Boulons d'échisses pour chemins de fer, tirefonds, tringles d'écartement, plaques de serrage, crampons pour rails; supports d'isolateurs :		
*	bruts.	5 »	5 »
	Vis et rivets, la tige ayant un diamètre de plus de 15 millimètres; écrous et rondelles pour écrous; fers à cheval, crampons à vis et crampons pointus :		
	bruts.	5 »	5 »
† ex 821	Ferrures de wagons, pièces pour changement de voie et pour signaux bruts	6 »	10 »
*	Tampons pour chemins de fer, bruts	5 »	10 »
* ex 824	Ressorts pour voitures de chemins de fer, bruts adoucis uniquement aux bouts des lames et aux bords; ressorts à tampons. . . .	5 »	4 »
† ex 828	Ustensiles de ménage ou de cuisine entôle, émaillés, mêmes parties de ces ustensiles	7 50	10 »
ex 829	Chaînes (à l'exception des chaînes pour vélocipèdes) et parties de chaînes, brutes :		
†	de touage	1 50	3 »
	autres	5 »	6 »
855	Zinc brut (en blocs, planches, masses, disques, lames). . . .	libres.	libres.

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

Nom et du tarif
général allemand

Désignation des marchandises.

Droit par
100 kilogrammes.
—
Marcs

Droits du nouveau
tarif général.
—
Marcs

856	Zinc, étire, laminé (tôle), brut :		
	d'une épaisseur de plus de 0,25 millimètre	3 »	5 »
	d'une épaisseur de 0,25 millimètre ou moins	4 »	4 50
875	Toiles métalliques en tous genres pour usages industriels, notamment pour la fabrication du papier, sans fin ou en rouleaux ou pièces, de fils de cuivre ou d'alliages de cuivre, même avec intérieur de fils textiles; rouleaux égoutteurs de cuivre ou d'alliages de cuivre, unis ou cannelés, avec ou sans filigrane	50 »	50 »
876	Ustensiles de ménage ou de cuisine en cuivre, non nickelés, même combinés avec d'autres matières, pourvu que cette combinaison ne les soumette pas à des droits plus élevés :		
	non laqués, non polis	18 »	18 »
	laqués, polis	50 »	50 »
877	Ouvrages grossiers en cuivre et ouvrages grossiers en laiton coulé, non autrement dénommés au tarif général; tuyaux coulés, soudés, laminés ou étirés, y compris les tuyaux à manchons ou à brides, ainsi que les raccords pour tuyaux et les tuyaux façonnés, même courbés, en cuivre ou laiton; tous ces objets ni laqués, ni polis, ni nickelés, même combinés avec d'autres matières, pourvu qu'ils ne rentrent pas dans le n° 874 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés; ressorts à boudin en fils de cuivre ou de laiton, non polis, non laqués.	18 »	18 »
878	Ouvrages autres que grossiers en cuivre ou en laiton coulé, non autrement dénommés au tarif général; tous les ouvrages laqués ou polis en cuivre (à l'exception des ustensiles de ménage ou de cuisine) ou en laiton coulé; ouvrages en tôle de laiton (hormis les tuyaux); ouvrages en fils de cuivre ou de laiton, non autrement dénommés au tarif général; ouvrages en tombac; tous ces ouvrages, pourvu qu'ils ne rentrent pas dans les n°s 874, 879 ou 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés; cuivre en feuilles et laiton en feuilles.	50 »	50 »
879	Ouvrages en cuivre, tombac ou laiton, vernis, peints ou nickelés, pourvu qu'ils n'appartiennent pas à la catégorie des objets de parure finement travaillés, etc., du n° 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés	60 »	60 »
880	Ouvrages en alliages de cuivre autres que le laiton et le tombac, pourvu qu'ils n'appartiennent pas à la catégorie des objets de parure finement travaillés, etc., du n° 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés :		
	fins, notamment tous les ouvrages polis, nickelés, peints, laqués ou vernis	60 »	60 »
	autres que fins, ni polis, ni nickelés, ni peints, ni laqués, ni vernis; feuilles.	50 »	50 »
ex 894	Machines à vapeur, moteurs hydrauliques (à turbines, à roues ou à piston), moteurs à combustion ou à explosion, moteurs à air chaud ou à air comprimé et autres machines motrices non dénommées au tarif général (hormis les électro-moteurs), même combinés avec des machines dynamo-électriques, pompes, marteaux, machines soufflantes, machines frigorifiques, machines d'extraction; en outre dragues, sonnettes et grues, fixes, roulantes ou flottantes :		
	la machine pesant, poids net :		
	40 kilogrammes ou moins :		
	moteurs à combustion ou à explosion pour vélocipèdes à moteur	75 »	100 »
	plus de 1,000 kilogrammes et jusqu'à 2,500 kilogrammes :		
	machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	8 »	15 »

	Désignation des marchandises.	Droits plus réduits accordés à d'autres payés.
ex 856	Zinc, étiré, laminé (tôle), brut : d'une épaisseur de 0,25 millimètre ou moins	5
85	Toiles métalliques en tous genres pour usages industriels, notamment pour la fabrication du papier, sans fin ou en rouleaux ou pièces, de fils métalliques, même avec intérieur de fils textiles, rouleaux égoutteurs, unis ou cannelés, avec ou sans filigrane	18
870	Ouvrages en cuivre, tombac ou laiton, vernis, peints, etc. (même texte que ci-contre).	50
ex 891	Machines à vapeur, etc (même texte que ci-contre) la machine pesant poids net . plus de 1,000 kilogr. et jusqu'à 2,500 kilogr. . Machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	7 0
	plus de 2,500 kilogr. et jusqu'à 5,000 kilogr. . Machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	6

Numéro du tarif
général allemand.

Désignation des marchandises.

Droit par
100 kilogrammes.
Droits du nouveau
tarif général.

Mars.

Mars.

	autres machines dénommées ci-dessus.	10 »	13 »
	plus de 2,500 kilogrammes et jusqu'à 5,000 kilogrammes :		
*	machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	6 50	10 »
	autres machines dénommées ci-dessus.	8 »	10 »
	plus de 5,000 kilogrammes et jusqu'à 50,000 kilogrammes :		
*	machines à vapeur combinées avec des pompes, marteaux, machines soufflantes, machines frigorifiques ou machines d'extractions; grues	5 »	7 »
	autres machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à gaz de hauts fourneaux.	5 50	7 »
	autres machines dénommées ci-dessus.	6 »	7 »
	plus de 50,000 kilogrammes et jusqu'à 100,000 kilogrammes :		
	machines à vapeur combinées avec des pompes, marteaux, ma- chines soufflantes, machines frigorifiques ou machines d'extraction; grues	4 50	5 50
	autres machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, mo- teurs à gaz de hauts fourneaux	5 »	5 50
	autres machines dénommées ci-dessus	5 »	5 50
	<i>Remarque.</i> — Seront assimilées aux machines à vapeur combinées avec des pompes, les machines à vapeur combinées avec des machines d'exhaure, et aux machines à vapeur combinées avec des machines soufflantes, les machines à vapeur combinées avec des machines de ventilation.		
* ex 899	Machines, non autrement dénommées au tarif général, pour la préparation de l'ouvroison de la laine ou d'autres poils d'animaux; machines pour le filage ou le tordage de la laine ou d'autres poils d'animaux, y compris les machines pour le dévidage, bobinage ou pelotage des fils de ces matières textiles, ainsi que machines à préparer lesdits fils pour le tissage	4 50	6 »
	<i>Remarque.</i> — Les machines servant au cardage des matières textiles, mais ne faisant pas corps avec les garnitures de cardes, sont reprises au n° 899.		
ex 900	Métiers à tisser, pour le tissage de fils de laine ou d'autres poils d'animaux.	4 50	5 »
* ex 902	Machines à apprêter les fils ou les ouvrages en fils de laine ou d'autres poils d'animaux, pourvu qu'elles ne rentrent pas dans le n° 874 du tarif général.	4 50	6 »
904	Machines à travailler les métaux, les bois ou les pierres; presses de forge à vapeur ou hydrauliques; machines à river et marteaux mécaniques (marteaux-pilons, marteaux à air comprimé, marteaux à ressort et autres marteaux actionnés par transmission de force) :		
	la machine pesant, poids net :		
*	250 kilogrammes ou moins.	12 »	20 »
*	plus de 250 et jusqu'à 1,000 kilogrammes	8 »	12 »
*	plus de 1,000 et jusqu'à 3,000 kilogrammes	6 »	8 »
	plus de 3,000 et jusqu'à 10,000 kilogrammes	5 »	6 »
	plus de 10,000 kilogrammes	4 »	4 »
905	Charrues à moteur, même avec leurs machines motrices; faucheuses.	4 »	4 »
ex 906	Machines soufflantes, machines de ventilation, pompes, machines d'exhaure, machines d'extraction, machine pour le triage, le lavage et le broyage du charbon et des minerais, machines à mouler les briguettes, broyeurs à mortier, machines de levage, machines frigorifiques, machines à polir les glaces, machines à fabriquer et à travailler les cloches en feutre de polis pour chapeaux; toutes ces machines pourvu qu'elles ne rentrent pas dans un autre numéro du tarif général :		

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

Désignation des marchandises.

ex 899 Machines pour tous les textiles 4

ex 900 Tous les métiers à tisser indistinctement. 4

Numéro du tarif
général allemand.

Désignation des marchandises.

Droit par
100 kilogrammes.
—
Marcs.
Droits du nouveau
tarif général.
—
Marcs.

la machine pesant, poids net :

* plus de 100 et jusqu'à 200 kilogrammes	7 »	10 »
* plus de 200 et jusqu'à 400 kilogrammes	6 »	9 »
plus de 400 et jusqu'à 1,000 kilogrammes	5 50	7 »
plus de 1,000 et jusqu'à 5,000 kilogrammes	5 »	5 50
plus de 5,000 et jusqu'à 10,000 kilogrammes	4 50	4 50
plus de 10,000 kilogrammes	3 »	3 »

Remarque aux n°s 894, 899, 900, 902, 904, 905, 906. — Les machines peuvent être introduites aux taux conventionnels, même à l'état démonté, aux conditions mentionnées ci-dessous, soit que les parties de la machine entrent en même temps ou successivement en divers convois.

Tous les envois partiels des parties de la machine doivent être présentés en douane au même bureau et dans un délai déterminé, à indiquer par l'importateur au moment de la présentation du premier envoi et ne dépassant pas deux mois.

En introduisant une machine à l'état démonté ou quelques parties détachées de la machine, l'importateur doit présenter, en même temps que la déclaration, les plans et dessins de la machine complète, ainsi qu'une liste des pièces importantes, d'après leur nature, le numéro et le poids de chaque pièce, en indiquant approximativement le poids total des petites pièces accessoires.

Si, après l'expédition de quelques parties détachées de la machine, les autres parties ne sont pas présentées en douane dans le délai fixé, on devra, pour les parties déjà importées, payer ou bien les droits établis pour les parties détachées de machines ou bien, si le tarif ne prévoit pas des droits spéciaux pour ces dernières, les droits établis d'après la matière dont sont fabriquées les parties détachées. Toutefois, l'absence de quelques pièces accessoires de peu d'importance n'empêchera pas l'application du droit établi pour la machine entière.

Jusqu'à l'expédition définitive de toutes les parties de l'envoi, la douane a la faculté d'exiger une garantie pour les taux plus élevés à payer le cas échéant, et de munir d'une marque d'identité les pièces introduites par parties; elle a aussi la faculté de vérifier aux frais du contribuable, après le montage de la machine, que toutes les pièces composant les envois partiels appartiennent à la machine en question.

Les pièces de rechange ou de réserve payeront toujours les droits d'entrée séparément.

ex 914 Véhicules pour voies ferrées, sans combinaison avec des machines motrices :

* voitures de marchandises, non couvertes ou couvertes . . .	3 »	5
--	-----	---

Remarque. — Les caisses de voitures, les châssis pour voitures avec trains de roues, ainsi que les caisses de voitures faisant corps avec des châssis sans trains de roues, seront soumis, selon leur nature, aux droits des véhicules terminés. Lesdites parties seront traitées comme voitures de marchandises, si la catégorie spéciale des véhicules dans la construction desquelles elles doivent entrer ne peut pas être reconnue.

ex 915 Vélocipèdes à moteur :

la pièce pesant, poids net :

* 50 kilogrammes ou moins	100 »	150 »
* plus de 50 kilogrammes et jusqu'à 100 kilogrammes . . .	75 »	120 »
plus de 100 kilogrammes et jusqu'à 250 kilogrammes . . .	70 »	90 »

(47)

[N 151.]

Désignation des marchandises.

Droits plus réduits
accordés à
d'autres pays.

DISCUSSION EN SECTION CENTRALE.

La section centrale a consacré quatre séances à la discussion du projet de loi. Diverses réclamations présentées par les sections relativement à la situation des fabricants de chocolat, des tissus de soie mélangés de fils de coton, des ardoisiers ont été rencontrées dans le rapport et n'ont plus donné lieu à de nouvelles demandes. La section centrale a été saisie des protestations :

1^{re} de l'Union des fabricants belges de papiers de tentures, auxquels il a été répondu que leur réclamation a été examinée par la Commission chargée de la négociation des traités additionnels et qu'actuellement il est impossible d'y revenir après la signature du traité, qui forme un bloc ; mais qu'au surplus, une concession a été faite par l'Allemagne par un abaissement de 18 à 12 marks sur les qualités les plus courantes, considérée par les intéressés comme répondant encore à un droit prohibitif à l'industrie en Allemagne ;

2^o des fabricants de chapeaux de toute espèce, (en paille, en feutre et en laine), qui réclament une réduction sur les droits à l'entrée en Belgique portés à 13 et 10 p. c. *ad valorem* ; ce qui fera l'objet d'un examen spécial ;

3^o Par les Chambres de commerce d'Anvers, de Gand et l'Association des maîtres de force de Charleroi, relativement aux stipulations de l'article 4, autorisant le Gouvernement de convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques équivalents.

Ces réclamations seront examinées.

Des questions ont été posées au Gouvernement. Nous les indiquons ci-après avec les réponses.

QUESTION.

N'est-il pas possible de faire résumer et traduire pour la section les documents parlementaires et les débats du Reichstag relatifs au traité ?

RÉPONSE.

La section centrale a été mise en possession des documents parlementaires et du compte rendu des discussions au Reichstag concernant les nouveaux traités conclus par l'Allemagne, lesquels ont été soumis simultanément au Parlement Impérial et ont fait l'objet, de la part de celui-ci, d'un examen d'ensemble, d'une portée générale. Une analyse de ces documents entraînerait un travail considérable et qui, — la section centrale pourra s'en convaincre — ne serait pas en rapport avec l'utilité pratique qu'elle pourrait présenter au point de vue spécial de la Belgique.

La section centrale a fait traduire les passages relatifs à la discussion générale des divers traités de l'Allemagne avec l'Italie, la Belgique, la Russie, la Roumanie et la Suisse. Séances du Reichstag des 9, 10, 11, 13 et 14 février, 1902.)

Discussion au Reichstag concernant le traité de commerce
conclu avec la Belgique.

Documents parlementaires.

P. 4440. — Avec la Belgique, nous avons déterminé plus en détail les principes, d'après lesquels on pourra établir des droits *ad valorem*, et le Gouvernement belge nous a donné l'assurance qu'il ne consentira les droits *ad valorem* en droits spécifiques qu'en se mettant en rapport avec nous à ce sujet.

P. 4444. — Vis-à-vis de la Belgique, il y a une petite majoration pour les vêtements en laine pour hommes, et une petite diminution pour les vêtements avec ornements, pour femmes, et la lingerie. Les deux font à peu près compensation.

P. 4494. — Déjà pendant ces négociations avec la Belgique, on a abandonné le droit sur le ciment, en concédant l'exemption à la Belgique. Le Gouvernement belge, par contre, a également lié l'exemption belge actuelle pour ce produit.

P. 4630. — Député Dr POTTJANST. — Messieurs, la gauche est à peu près unanimement de l'avis que la plupart des traités sont mauvais, mais je ne voudrais pas juger de même le traité conclu avec la Belgique. Pour autant qu'on puisse juger de ses effets — chose assez difficile, parce que le temps nous a manqué et que les avis des intéressés ne nous sont pas encore parvenus — je penche à croire que le présent traité conclu avec la Belgique est au moins aussi bon que l'ancien, il me semble même qu'il est meilleur.

A la vérité, notre nouveau tarif ne s'est pas montré non plus dans ce cas « l'instrument merveilleux » pour l'obtention des traités de commerce qu'on avait annoncé. La Belgique est, en comparaison de nous, un territoire commercial excessivement restreint. Elle ne s'est point « armée » de nouveaux droits, et en Allemagne on n'avait point à défendre contre la Belgique d'importants intérêts agricoles. On devait donc croire que, grâce à notre armure merveilleusement pesante et trempée, nous devions obtenir un traité très brillant.

Cela n'a pas été le cas. Le projet, dans les lignes essentielles, paraît concorder avec l'ancien traité. M. le commissaire pour l'Alsace-Lorraine nous a expliqué qu'il était impossible d'augmenter les droits dans les traités. Cela est pourtant arrivé dans le traité belge. Car, si le procès-verbal de ce traité stipule que, même dans la suite le droit des cols et des manchettes ne pourra pas dépasser 15 p. c. *ad valorem*, et que le droit pour les vêtements de laine ne pourra pas dépasser 13 p. c., je vois dans cette fixation moins une concession belge qu'une concession accordée par nous.

L'Allemagne a renoncé à lier les taxes du tarif général belge ; on s'est déclaré d'accord sur un changement du tarif belge qui semble très prochain.

Précisément ce droit sur les cols et les manchettes sera très gênant pour l'industrie de la lingerie allemande, notamment pour la lingerie de Berlin.

Toutefois, je reconnais que les dispositions générales nous accordent une série de concessions. Je voudrais dire encore un mot à propos d'une ajoute au protocole final qui autorise le Gouvernement belge à changer en droits spécifiques les droits *ad valorem* qui, à peu d'exceptions près, sont la règle dans le tarif belge.

Par le canal de la *Norddeutsche A. Z.*, le Gouvernement explique avec raison que cette conversion est dans l'intérêt de notre commerce d'exportation, mais il faudra absolument veiller à ce que les droits spécifiques à fixer soient vraiment « correspondants ». On sait que nous avons eu, dans les derniers temps, de nombreuses contestations avec l'Amérique, au sujet de la base de la valeur.

Si, à bon droit, nous avons insisté sur ce point que les prix d'exportation doivent être admis comme valeur des marchandises exportées, l'Amérique a introduit l'usage de taxer les marchandises d'après le prix le plus élevé payé en Allemagne, c'est-à-dire, d'après le prix du marché allemand, prix qu'en Amérique on fixe aussi haut que possible.

En Belgique, on pourrait appliquer, et au moins dans la même mesure, la différence entre ces deux prix, et j'insiste pour que, lors d'un changement, on n'admette comme base que la valeur résultant de la moyenne des prix d'exportation déclarés.

Je n'ai aucune raison pour me montrer hostile au traité belge, et pour le rejeter, comme j'ai fait pour les autres. Le tarif belge, tout comme le tarif italien, ne donne pas lieu à de grandes craintes pour le commerce allemand, car il n'implique pas d'augmentation sensible de droits sur les produits agricoles en Allemagne.

Je dois cependant dire qu'en approuvant le tarif belge, je n'approuve pas par là tout notre nouveau tarif. Le Gouvernement et certains partis politiques ont souvent prétendu que le nouveau tarif n'était possible que joint aux nouveaux traités. Or, il n'est pas encore rendu possible, uniquement par les traités belge et italien. J'ai donc pu voter pour ces deux traités, et rester hostile au nouveau tarif allemand.

P. 4709. — Le député KOEMPF... Avec mes amis, je voterai les traités avec l'Italie et la Belgique, alors que pour les autres traités notre groupe est divisé.

P. 4713. — Le traité avec la Belgique est adopté en bloc, à une grande majorité.

QUESTION.

Tableau des quantités et valeurs des principaux articles du commerce d'exportation de la Belgique avec l'Allemagne dans les cinq dernières années.

RÉPONSE.

« La Section centrale a été mise en possession d'une statistique dressée en vue des négociations commerciales avec l'Allemagne et comprenant deux volumes donnant :

» L'un, les importations de Belgique en Allemagne d'après les publications de la statistique allemande ;

» L'autre, les importations d'Allemagne en Belgique d'après les publications de la statistique belge.

» Les chiffres contenus dans ces volumes s'appliquent à chacune des années 1890 à 1902 inclusivement.

Nous avons inséré ces tableaux à la page xi du Rapport. Les renseignements de détail sont à la disposition des membres qui les demanderaient.

QUESTION.

Tableau comparatif des droits frappant actuellement ces articles et du produit de ces droits, des droits dérivant du tarif général allemand et de ceux qu'établit la Convention soumise à la ratification des Chambres.

RÉPONSE.

Chacun des membres de la Section centrale a reçu un document indiquant, en regard des tarifications à l'entrée en Allemagne résultant du traité additionnel du 22 juin 1904, les droits plus réduits accordés par l'Allemagne à d'autres pays pour certaines marchandises, ainsi que les taux prévus au nouveau tarif général allemand.

La Section centrale possède, d'autre part, le tarif actuellement en vigueur en Allemagne, document qui lui permettra d'établir les rapprochements utiles. Mais il ne serait guère possible, à raison des modifications considérables que le nouveau tarif a apportées à la classification des marchandises, de dresser avec précision, pour les nombreux articles composant les exportations belges vers l'Allemagne un tableau comparatif des tarifications applicables en vertu du tarif actuel et de celles prévues au nouveau tarif général.

Le tableau demandé figure dans le Rapport, pages 48 à 47.

QUESTION.

Tableau des articles actuellement frappés de droits *ad valorem*, du taux et du produit des droits, et de l'importance des importations correspondantes dans les derniers exercices.

RÉPONSE.

Les seuls articles qui, d'après le tarif allemand actuel, sont passibles de droits *ad valorem* sont les wagons de chemins de fer, soumis au régime suivant :

Wagons de chemins de fer :

a) sans cuir ni rembourrage, 6 p. c. *ad valorem*.

b) autres, 10 p. c. *ad valorem*.

Les chiffres de l'importation de ces articles figurent aux pages 186-187 du volume contenant la statistique des importations de Belgique en Allemagne.

Nous tenons les tableaux de détail à la disposition des membres de la Chambre.

Le nouveau régime pour la tarification des houblons semble avoir préoccupé de nombreux membres et la chose se comprend après la crise traversée par cette culture importante dans une grande partie du pays.

Des efforts considérables ont été faits, des sacrifices d'argent ont suivi, en vue d'améliorer la culture, la préparation, la qualité du houblon. Une commission spéciale a été chargée par le Gouvernement de diriger ce mouvement et de provoquer les améliorations. Des enquêtes ont eu lieu, qui ont mis la Chambre au courant par un rapport spécial. On demande donc d'être bien fixé sur la portée de la stipulation du traité additionnel, et c'est dans ce but que la question suivante a été posée au Gouvernement :

QUESTION.

Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas compris dans le traité allemand la tarification des houblons à l'entrée en Belgique et à l'entrée en Allemagne ?

RÉPONSE.

Le traité du 6 décembre 1891 entre la Belgique et l'Allemagne assurait au houblon allemand à l'entrée en Belgique le régime de la franchise, tandis que le houblon belge était soumis à l'entrée en Allemagne au droit de 14 marcs les 100 kilogs.

L'élévation du droit inscrit dans le nouveau tarif général allemand, lequel est de 70 marcs, et l'intérêt que l'Allemagne attachait à pouvoir réserver la tarification de cet article en vue de ses négociations avec d'autres pays, ne laissaient pas l'espoir d'obtenir, en faveur du houblon belge à l'entrée en Allemagne, l'inscription dans le nouveau traité d'un droit assez réduit pour justifier, de notre part, la garantie conventionnelle de la franchise au profit du houblon allemand importé en Belgique. Dès lors, les négociateurs belges ont cru devoir chercher à faire prévaloir la solution qui est intervenue et qui consistait à laisser le houblon, de part et d'autre, en dehors du traité.

Il est à remarquer que par les traités conclus par l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie et la Russie le droit sur le houblon à l'entrée en Allemagne a été réduit à 20 marcs. Le houblon belge est appelé à bénéficier de ce droit réduit, en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

La question relative à la protection que doivent rencontrer en Allemagne les ouvriers belges qui vont chercher du travail dans ce pays, l'assimilation que l'on est en droit de réclamer en leur faveur, a fait l'objet d'une longue enquête de la part du Gouvernement.

QUESTION.

Le Traité de Commerce conclu entre l'Italie et la Suisse le 13 juillet 1904, — les traités de commerce conclus respectivement entre l'Allemagne et l'Italie le 3 décembre 1904, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie le 19 janvier 1905, renferment la clause suivante, en termes à peu près identiques :

« Les Parties contractantes s'engagent
 » à examiner d'un accord (commun et)
 » amical le traitement des ouvriers de
 » l'une des Parties travaillant dans le
 » territoire de l'autre à l'égard de la protection des travailleurs et des assurances ouvrières, dans le but d'assurer
 » réciproquement à ces ouvriers, par des
 » arrangements opportuns, un traitement
 » qui leur accorde des avantages autant
 » que possible équivalents. Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent
 » traité, par un acte séparé. »

Cette clause ne figure pas dans le traité germano-belge, non plus d'ailleurs que dans les traités récents de l'Allemagne avec la Russie, la Suisse, la Roumanie, la Serbie. A-t-il été question de l'y introduire, et, dans l'affirmative, pour quelles raisons n'a-t-elle pas été introduite et comment le but poursuivi par cette stipulation sera-t-il atteint dans la mesure du possible ?

RÉPONSE.

Antérieurement déjà aux négociations qui ont abouti à la conclusion du traité additionnel du 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne, le Gouvernement du Roi s'était préoccupé d'assurer aux ouvriers belges en Allemagne le bénéfice de la législation allemande relative à la réparation des accidents du travail.

Le Gouvernement Impérial se trouve actuellement saisi d'un projet de convention concernant cet objet, et il est permis d'espérer qu'un accord interviendra avant la mise en vigueur de la loi belge du 24 décembre 1903.

Ainsi que le constate une des réponses faites à la section centrale, chargée de l'examen du budget du Ministère des Affaires Étrangères pour 1905, il a été pris pour règle de ne plus insérer dans les traités de commerce des dispositions visant des objets d'une nature spéciale ne rentrant pas dans le cadre habituel de ces arrangements internationaux. C'est ce qui explique l'absence de stipulations concernant la matière envisagée ci-dessus dans l'acte du 22 juin 1904.

Cette façon de procéder n'offre pas la même garantie; le Gouvernement ne pourrait-il pas répondre d'une façon plus catégorique et satisfaisante ? Il ne s'agit pas seulement de la loi sur les accidents du travail, mais de tous les avantages que procure l'application des lois sociales aux sujets allemands.

Deux questions très importantes ont été posées au Gouvernement en vue de faciliter et d'augmenter nos relations économiques avec l'Allemagne par une entente complète et sincère entre les parties contractantes; ces questions,

que nous copions ci-après, ont fait l'objet de nombreuses discussions au Parlement et dans les milieux commerciaux. Toutes les associations commerciales du pays se sont adressées fréquemment au Gouvernement pour présenter leurs vœux et leurs espérances. Jamais il n'y a eu, relativement à ces desiderata, aucune réponse qui pût être considérée comme satisfaisante.

La section croit de son devoir d'insister auprès du Gouvernement en transmettant les questions suivantes :

QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il engagé des négociations avec l'Allemagne en vue de faire disparaître les obstacles qui empêchent nos industriels d'être déclarés adjudicataires de travaux publics dans les pays allemands ?

Ne compte-t-il pas en engager ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement n'a cessé de donner son attention à la question de l'admission des industriels belges aux adjudications qui se font à l'étranger et notamment en Allemagne. Déjà lors de la négociation du traité du 6 décembre 1891 avec ce dernier pays, on s'était préoccupé d'insérer une clause créant, en cette matière, des obligations réciproques aux deux Etats signataires. Il a fallu renoncer au projet vu, d'une part, l'impossibilité de se lier à cet égard par des engagements absolus et, d'autre part, la difficulté de permettre des exceptions qui aurait enlevé tout effet utile à la stipulation puisqu'elles auraient dû être abandonnées à l'appréciation du Gouvernement intéressé.

Il est des cas où les administrations publiques doivent pouvoir se réserver la faculté de limiter pour certains travaux ou certaines fournitures, l'appel à la concurrence à des firmes déterminées, en situation de fournir toutes les garanties jugées désirables. Parfois aussi, on se trouve dans le cas de prescrire pour certains matériaux une origine déterminée, ce qui écarte, en fait, la participation de certains entrepreneurs.

Au surplus, on pourrait difficilement s'engager à donner en toutes circonstances la préférence au plus bas soumissionnaire ; même lorsque des nationaux sont seuls en présence, le fait de remettre la soumission la plus avantageuse ne crée pas un titre absolu, d'autres considérations que celle du prix pouvant entrer en ligne de compte.

Comme nous venons de le faire remarquer, la liberté d'appréciation qui serait

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas devoir engager des négociations avec l'Allemagne pour éviter que les industries protégées et parfois coalisées qui s'exercent dans ce pays, ne déversent leurs excédents de production, à vil prix, en Belgique?

RÉPONSE.

laissée à cet égard *au Gouvernement intéressé annihilerait, en fait, la portée de la stipulation conventionnelle.

Il a été reconnu, de part et d'autre, et noté au cours des négociations pour le récent traité, que l'application de droits compensateurs à raison de primes d'exportation ou de production découlant du système fiscal ne constituerait pas une dérogation à la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

Quant à la question telle qu'elle est envisagée par la Section centrale, elle ne pourrait être résolue que par une entente comprenant les principaux pays intéressés, comme cela a été le cas pour la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902, qui a limité, quant aux sucres, le taux de la protection douanière. On n'entrevoit pas, en ce moment, la possibilité d'une entente d'un caractère plus général.

Il peut être utile de rappeler ici que l'article 3 de la loi douanière belge du 19 mai 1902, autorise le Gouvernement « à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient dans leur pays de provenance ou d'origine d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime ».

Enfin, une question également importante a été posée relativement aux échéances respectives des traités de commerce. Elle est libellée comme suit :

QUESTION.

Les divers traités de commerce conclus par l'Empire d'Allemagne ont-ils la même échéance que le traité germano-belge? Cette concordance favoriserait éventuellement l'établissement d'une union douanière.

RÉPONSE.

Les traités conclus par l'Allemagne avec la Belgique, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie et la Suisse ont tous pour échéance la date du 31 décembre 1917.

En ce qui concerne le traité avec l'Autriche-Hongrie, les deux Parties contractantes se sont réservé le droit d'en faire cesser les effets dès le 31 décembre 1915, moyennant préavis d'un an; mais si la dénonciation n'a pas été faite douze mois avant cette date, le traité

devra rester en vigueur comme ceux indiqués plus haut, jusqu'au 31 décembre 1917.

Le Gouvernement ne pouvait-il pas faire connaître la raison pour laquelle on n'a pas stipulé des actes identiques pour tous les États avec lesquels on a traité?

Des propositions de disjonction ayant été introduites ensuite de réclamations faites par diverses chambres de commerce, et le mouvement étant, d'après nos renseignements, de nature à s'étendre, la Section, sur la proposition de M. le Président, passa au vote des deux articles constituant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le 22 février 1904 entre la Belgique et l'Allemagne. Il est adopté par 5 voix et 2 abstentions.

ARTICLES 3 ET 4.

Le vote des articles 1 et 2 du projet de loi, portant pour titre : **Projet de loi approuvant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne**, se justifie complètement. Il n'est que la suite et le développement d'une discussion qui a été traitée amplement en 1891. Le rapport remarquable, présenté à la Législature par l'honorable M. L. Mélot, en est le prologue. A ce moment, de nombreuses revendications ont été soulevées et le rapporteur en a tenu compte dans son travail.

Deux questions ont été posées au Gouvernement pour nous permettre d'apprécier la portée des concessions sollicitées.

Les réponses se trouvent dans les deux tableaux suivants.

QUESTION.

Prière au Gouvernement belge de vouloir bien indiquer les articles actuellement imposés à la valeur à l'entrée en Belgique et dont le traité avec l'Allemagne autorise la tarification *spécifique*.

Indiquer la valeur et l'importance du commerce auquel ces articles donnent lieu, ainsi que le produit des droits perçus sur les dits articles.

RÉPONSE.

Les renseignements demandés sont consignés dans le tableau qui se trouve ci-joint.

Les indications relatives à la valeur et à l'importance du commerce auquel les articles envisagés donnent lieu ainsi qu'au produit des droits perçus se rapportent à l'année 1903, les chiffres définitifs de 1904 n'étant pas encore établis.

Les rubriques qui figurent au dit tableau dans la colonne « désignation des marchandises » sont celles qui sont employées dans la statistique du commerce extérieur; certaines d'entre elles diffèrent quelque peu des rubriques correspondantes du tarif A annexé au traité de commerce du 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne. Un renvoi à la colonne « observations » est inscrit en regard des rubriques qui se trouvent dans ce cas.

**Relevé des produits imposés à LA VALEUR et dont
le traité avec l'Allemagne autorise la tarification
SPÉCIFIQUE.**

Relevé des produits imposés à la valeur et dont le traité

Numéro du tarif belge.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	Taux des droits d'entrée actuels.
Ex. 6	Bols ouvrés : Autres ouvrages (1)	10 p. c.
Ex. 40	Caoutchouc ouvré	10 p. c.
Ex. 27	Habilllements, lingerie et confections de toute espèce :	
	Lingerie de toute espèce :	
	Simplement cousue, sans ornement ni broderie	15 p. c.
	Cols et manchettes en tissu de lin (2)	10 p. c.
	Toute autre (3)	20 p. c.
	Vêtements pour femmes :	
	Simplement cousus, sans ornement ni broderie	15 p. c.
	Tous autres (4)	20 p. c.
	Vêtements pour hommes :	
	En laine pure ou mélangée etc., chapeaux de toute espèce pour hommes (5)	10 p. c.
	Non spécialement dénommés	15 p. c.
	Bonneterie	15 p. c.
	Objets confectionnés en tout ou en partie non compris parmi ceux désignés ci-dessus et non spécialement tarifés.	15 p. c.
30	Instruments de musique	10 p. c.

avec l'Allemagne autorise la tarification spécifique.

Importations totales en Belgique en 1903. (Commerce spécial.)		Montant des droits perçus en 1903. — Francs.	OBSERVATIONS.
Quantités. — Kilogrammes.	Valeurs. — Francs.		
11.138,660	4,969,704	196,967	(1) Non compris les futailles.
427,458	2,435,311	213,547	
225,246	1,309,397	196,437	
20,391	248,727	24,880	(2) Les cols et manchettes en tissus de lin forment au- jourd'hui une catégorie distincte de la classe des « habillements, lingerie et confections de toute es- pèce; » ils seront rangés dans la « Lingerie » lors de la mise en vigueur du nouveau traité.
62,768	687,423	137,485	(3) Droit d'entrée prévu au traité : 18 p. c.
37,390	452,343	67,851	
136,629	2,624,437	324,902	(4) Droit d'entrée prévu au traité : 18 p. c.
347,609	2,742,651	271,265	(5) Droit maximum prévu au traité : 13 p. c.
37,045	429,476	64,421	
437,511	3,260,764	489,447	
504,406	3,615,891	542,387	
628,008	1,896,005	489,595	
	A reporter	0,000,000	

Numéro du tarif belge.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	Taux des droits d'entrée actuels.
Ex. 33	Machines, mécaniques et outils : En bois.	10 p. c.
34	Maroquinerie	15 p. c.
38	Mercerie et quincaillerie (1)	10 p. c.
		15 p. c.
39	Cuivre et nickel ouvrés.	10 p. c.
	Etain, plomb et zinc, ouvrés	10 p. c.
	Or, argent et platine : Orfèvrerie.	5 p. c.
40	Meubles (2).	10 p. c.
Ex. 48	Peaux ouvrées : Ouvrages de cordonnerie	10 p. c.
	Id. Gants.	10 p. c.
Ex. 51	Faïences et porcelaines non dénommées	10 p. c.
54	Produits divers pour l'industrie (3)	5 p. c.
Ex. 64	Tissus de coton : Tous autres tissus (4)	15 p. c.
	Tissus de laine pesant moins de 200 grammes par mètre carré	15 p. c.
	Tissus de laine : Tous autres tissus (5)	10 p. c.
	Tissus de lin, de chanvre et de jute : Tous autres tissus (6)	10 p. c.
	Toiles cirées de toute espèce (7)	15 p. c.
Ex. 66	Verrerie autre, excepté les glaces et les verres de vitrage (8)	10 p. c.
Ex. 70	Vélocipèdes et parties de vélocipèdes	12 p. c.

Importations totales en Belgique en 1903. (Commerce spécial.)		Montant des droits perçus en 1903. — Francs.	OBSERVATIONS.
Quantités. — Kilogrammes.	Valeurs. — Francs.		
	Report .		
1,312,537	964,410	96,410	
111,909	1,079,169	161,876	
1,884,457	3,027,183	302,725	(1) Le traité prévoit un droit uniforme de 13 p. c.
6,747,706	14,402,917	2,160,642	
870,425	1,504,732	150,473	
990,658	726,881	72,685	
24,961	1,094,851	54,739	
4,181,228	5,377,017	537,694	(2) Le traité excepte les meubles en bois massif courbé.
258,700	1,569,264	156,924	
25,460	766,277	76,627	
6,912,942	3,671,867	367,181	
4,270,621	4,302,911	215,212	(3) Le traité ne comprend qu'un certain nombre d'articles rentrant dans la catégorie des « Produits divers pour l'industrie ».
1,332,813	7,504,481	1,127,884	(4) Le traité excepte les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.
929,750	7,428,715	1,114,478	
2,127,532	14,094,332	1,109,497	(5) Le traité excepte les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.
474,527	1,551,735	155,479	(6) Non compris les mouchoirs simplement ourlés. Le traité ne vise que les « Tissus de lin : Tous autres tissus ».
1,802,544	1,586,099	237,924	(7) Le traité ne vise que le « linoléum », compris dans la catégorie des « Toiles cirées de toute espèce ».
6,694,801	2,388,311	238,864	(8) Le traité excepte aussi les dalles, les pavés et les tuiles.
260,241	1,210,376	145,248	
	Total .	11,399,112	

**TABLÉAU des marchandises comprises dans l'article 3 du traité additionnel
du 19 mai 1902.**

Numéro d'ordre du Tarif.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS D'ENTRÉE proposés par le traité additionnel.		DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.	TARIF actuellement en vigueur depuis 1891.
		BASE.	QUOTITÉ.		
Ex 24	Fils de soie préparés pour la vente au détail.	100 francs.	Fr. c. 8 »		Libres.
Ex 27	Colis et manchettes en tissu de lin	Simplement cousus, sans ornements ni broderie	100 francs.	45 »	10 »
		Tous autres	100 francs.	48 »	40 »
	Vêtements pour hommes, en laine pure ou mélangée d'autres ma- tières textiles, la laine dominant en poids	100 francs.	13 »		40 »
	Chapeaux de toute espèce pour hommes	100 francs.	13 »		40 »
Ex 39	Barres en fer ou en acier, polies, de 10 centimètres de diamètre ou moins, quels qu'en soient la forme et le mode de fabrica- tion (a)	100 kilogr.	2 »	(a) Les barres ou arbres de toute espèce en fer ou en acier, polis, d'un diamètre de plus de 10 centi- mètres, suivent le régime du Fer ou- vré ou de l'Acier ouvré, passibles du droit de 4 fr. les 100 kilogram- mes.	4 »
	Fils ou verges en fer ou en acier, quelle qu'en soit la section, de moins de 5 millimètres de dia- mètre ou d'épaisseur, mais non cuivrés, nickelés, étamés, plom- bés ou zingués (galvanisés). . .	100 kilogr.	2 »		4 »
	Fils ou verges en fer ou en acier, quelle qu'en soit la section, de tout diamètre et de toute épais- seur, cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés).	100 kilogr.	3 »		4 »
	Fils creux en acier ou paragon, dé- coupés ou non à dimension pour la confection de montures de parapluies ou de parasols et fils autres en acier, découpés à dimension pour le même usage.	Libres.			100 p. 5 » 100 k. 4 »

Numéro d'ordre du Tarif.	DESIGNATION DES MARCHANDISES.	DROITS D'ENTRÉE proposés par le traité additionnel.		DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.	TARIF actuellement en vigueur depuis 1891.
		BASE.	QUOTITÉ.		
Ex 39 (suite.)	Fils d'acier de moins de 5/10 de millimètre de diamètre, pour la fabrication de garnitures de cardes		Fr. c Libres.		100 k. 1
	Poutrelles en fer ou en acier, cintrées, même percées de trous.	100 kilogr.	2 »		1 »
	Tôles en bi-métal composées de feuilles superposées de fer ou d'acier et d'aluminium, obtenues par le laminage direct	100 kilogr.	2 »		1 »
	Tubes et tuyaux, y compris les raccords, en fer ou en acier, même ondulés, sans autre main-d'œuvre, qu'ils soient ou non goudronnés ou enduits de minium :				
	A bords simplement rapprochés ou soudés (b)	100 kilogr.	2 »	(b) Comprenant également les tubes coniques à collet, système Galloway ou autres, et les tubes coniques pour mâts ou pour poteaux.	1 »
	Étirés { d'un diamètre extérieur de plus de 25 millimètres	100 kilogr.	2 »		1 »
	{ d'un diamètre extérieur de 25 millimètres ou moins	100 kilogr.	4 »		1 »
	Tôles ou feuilles en aluminium découpées en rond ou suivant croquis	100 kilogr.	5 »		100 f. 10
	Plomb et étain battus, étirés au laminés (c)	100 kilogr.	1 50	(c) Comprenant notamment le plomb et l'étain en feuilles, les tuyaux en plomb ou en étain, le plomb ou l'étain filé, le tain (étain de glace) et les baguettes pour vitraux.	Libres
Ex 54	Baguettes de bois dorées, argentées ou bronzées	100 francs.	10 »		5 »
Ex 62	Cirages autres qu'à l'alcool . . .	100 francs.	13 »		Libres
Ex 64	Couvertures en tissu ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.	100 francs.	15 »		40 » 45 »

Dans la discussion du traité additionnel soumis au Parlement, les réclamations sont peu importantes. Le traité, qui a donné lieu à un examen minutieux, a tenu compte, dans la mesure du possible, dans l'enquête préliminaire, des vœux exprimés. Le mode d'information ayant été plus complet et la publicité qui en a été faite ont réduit notablement les réclamations.

Nous avons analysé le débat de ce rapport et les tableaux produits dans le cours de l'examen sont confirmés par des chiffres comparatifs. Des satisfactions ont été obtenues par l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Si l'on n'a pas réalisé tous les desiderata, c'est que la nature de l'acte important constitue une négociation entre parties qui ne peut pas se traduire en une satisfaction générale. Ce n'est pas une œuvre parfaite, tout le monde ne peut pas être satisfait, mais c'est pour le Gouvernement une satisfaction que les intéressés n'ont pas lieu d'être mécontents du résultat de l'ensemble de la transaction dont on nous demande l'approbation. L'acte additionnel établira une consolidation du traité de 1891. Sous ce régime, malgré les sacrifices qui nous ont été imposés, nous avons vu les chiffres de nos affaires conserver un mouvement régulièrement ascendant, ainsi que le constatent les tableaux de notre commerce avec l'Allemagne.

Ce résultat n'a été obtenu que grâce à l'activité et au travail persévérant de nos agriculteurs, industriels et négociants, qui se sont imposés les sacrifices nécessaires pour maintenir et développer le mouvement d'échange avec notre puissante voisine.

Mais un fait important que nous constatons en relisant le rapport du 19 janvier 1892, c'est l'intention de la presque unanimité des desiderata émis par les travaux des sections, se faisant l'écho des réclamations des intéressés et des institutions représentant le commerce et l'industrie de notre pays, en faveur de la modification des droits *ad valorem* en droits spécifiques.

Le rapport susdit constate à chaque page les entraves et les abus des bases des droits existant à l'entrée des produits étrangers en Belgique.

L'honorable M. de Smet de Naeyer, dans son discours à la Chambre des Représentants du 28 janvier 1892, exprimait son opinion défavorable au maintien de la perception des droits à la valeur. On comprend donc que l'honorable membre, aujourd'hui Ministre des Finances, ait repris la défense des opinions manifestées lors de la discussion du traité de 1891 et se soit évertué à obtenir de l'Allemagne, au moment de la prolongation du traité, une clause accordant la réalisation d'un vœu nettement exprimé et que partageait avec lui la grande majorité des intéressés. C'est sur sa proposition que les articles 3 et 4 ont été insérés dans le projet de loi actuel. Au moment où l'on prit connaissance de ces articles, une levée de boucliers se produisit en faveur du maintien des droits à la valeur et la minorité de 1892 conçut l'espoir de reprendre le dessus.

Une opposition se manifesta au sein de la section centrale, non seulement sur les principes, mais sur la façon d'engager le pays dans ces réformes dont l'exécution est confiée au Gouvernement sans l'intervention de la Chambre des Représentants.

On invoquait l'inconstitutionnalité de ce pouvoir absolu du Gouvernement, alors qu'aucun impôt ne peut être établi qu'avec l'approbation de la législature.

Le système que le Gouvernement paraît vouloir introduire, celui de se passer du contrôle des Chambres et l'intention d'étendre le côté fiscal de ces modifications, semblent un retour vers le protectionnisme, alors que le pays est essentiellement libre-échangiste.

On paraissait craindre une vive opposition relativement à l'adoption de ces deux articles 3 et 4, qui auraient au besoin pu être disjoints du projet de loi sans compromettre le vote du traité additionnel.

La proposition de disjonction des articles 3 et 4 fut rejetée, pour l'article 3, par 4 voix et adoptée, pour l'article 4, par 2 voix contre 1 voix et deux abstentions.

Ce vote n'engage pas définitivement la section; des membres ont fait des réserves avant le vote pour marquer le caractère provisoire de cette consultation et manifester le désir d'entendre dans leurs explications Messieurs les Ministres des Finances et des Affaires Étrangères avant de passer au second vote. La prochaine réunion fut fixée au vendredi 7 avril pour entendre Messieurs les Ministres et prendre connaissance du projet de rapport.

A la suite de cette décision, la lettre ci-après fut envoyée à Messieurs les Ministres signataires du projet de loi.

*A Messieurs les Ministres des Finances et des Travaux publics
et des Affaires étrangères.*

Bruxelles, 31 mars 1905.

MESSIEURS LES MINISTRES,

La Section centrale pour l'examen du projet de loi approuvant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne, a terminé ses travaux en votant les articles 1 et 2 constituant l'arrangement définitif avec l'Allemagne.

La Section se réunira vendredi prochain pour entendre la lecture du Rapport.

Sur une proposition de disjonction des articles 3 et 4, la Section a accepté l'article 3, sous les réserves que le Gouvernement sera entendu avant de rendre le vote définitif. La disjonction de l'article 4 est acceptée par 2 voix contre 2 abstentions et 1 vote négatif.

Nous avons l'honneur de vous prier, Messieurs les Ministres, de bien vouloir assister à la nouvelle et dernière séance de la Section, vendredi prochain, à 10 1/2 heures.

Comptant sur votre présence, nous vous présentons, Messieurs les Ministres, l'assurance de notre haute considération.

Le Rapporteur,

LÉON DE BRUYN.

Le Président,

SCHOLLAERT.

Dans la séance du 7 avril, M. le Ministre des Finances et des Travaux publics communique la note suivante, en réponse à la lettre du 31 mars de la Section centrale.

A différentes reprises, ainsi qu'on le rappellera plus loin, des mesures ont été projetées par le Gouvernement en vue d'améliorer le système de perception des droits sur les marchandises imposées *ad valorem*.

En principe, il n'est pas de base de perception plus équitable que la valeur, attendu que dans tous les cas, nonobstant la grande variété des produits et leurs particularités respectives, la relativité du droit reste constante.

Mais ce régime donne lieu à des difficultés d'application souvent insurmontables. La valeur, en effet, est une donnée imprécise, échappant à l'observation directe et sujette à de fréquentes fluctuations : de ce fait, elle prête facilement à de fausses indications et, partant, à des fraudes.

Les importateurs se préoccupent de payer le moins possible ; en général, ils sont tentés de réduire autant qu'ils le peuvent les valeurs qui doivent servir de base à la liquidation des droits, de sorte que, très fréquemment, les marchandises sont sous-évaluées.

L'expérience le démontre tous les jours.

Cette situation présente de graves inconvénients : d'une part, elle compromet les intérêts du Trésor, d'autre part, elle prive nos industriels de la protection que la loi a voulu leur accorder, et place les commerçants honnêtes dans des conditions manifestes d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents moins scrupuleux qui réalisent un gain illicite en spéculant sur les droits.

*
* *

Pour combattre les fraudes par sous-évaluation, la douane dispose du droit de préemption. Mais ce moyen, déjà fort imparfait au point de vue de la répression, nécessite des cessions et des ventes de marchandises au sujet desquelles se sont élevées de nombreuses critiques.

Le moyen est imparfait parce que la douane, malgré toutes ses recherches et les renseignements dont elle s'entoure, ne peut — cela se conçoit — évaluer qu'approximativement la valeur de beaucoup d'articles ; il est, d'autre part, matériellement impossible que cette évaluation soit identique dans les nombreux bureaux des douanes du pays.

On sait qu'il existe un double système de préemption. Si le déclarant renonce à l'expertise, la douane lui paie la valeur déclarée, augmentée de 10 p. c., et restitue les droits perçus ; si le déclarant réclame l'expertise et que celle-ci lui est défavorable, l'indemnité n'est plus que de 5 p. c.

Cette indemnité, laquelle apparaît comme le complément nécessaire de toute expropriation, est sans doute équitable ; mais elle n'en énerve pas moins l'action de la douane, en ce sens que les déclarations faites sur le pied de 90 p. c. et même de 85 p. c. de la valeur doivent nécessairement être tenues comme suffisantes : on aboutit ainsi à la sous-évaluation systématique.

Ce n'est pas tout de préempter. Il faut aussi que l'opération ne soit pas onéreuse. c'est-à-dire que, lorsque le préempté ne demande pas à entrer en arrangement, l'on puisse trouver acquéreur à des prix raisonnables pour les marchandises retenues.

En cette matière, la douane se trouve aux prises avec de multiples difficultés.

Tout d'abord, on n'achète en douane que pour faire « des occasions ». La sous-évaluation des marchandises dans les déclarations d'entrée doit donc être notable pour que, lors de la vente, l'État récupère les sommes déboursées lors de la préemption, à titre de restitution de la valeur, d'indemnité et de remboursement des droits.

Beaucoup de marchandises sont d'un placement difficile pour des causes diverses : objets d'un usage restreint, objets incomplets ou inachevés, objets portant la marque des destinataires, etc., etc. D'autres articles, tels que les nouveautés de tissus, les effets d'habillement, les garnitures de modes, etc., tirent souvent leur valeur d'une vogue momentanée. Dès lors si, en cas de préemption, ces marchandises ne peuvent être recédées immédiatement, la vente ultérieure en sera onéreuse sans compter que, par suite de leur séjour prolongé dans les entrepôts, certains articles courent le risque de se défraîchir.

Ces ventes, qui donnent à la douane tant de mal, sont l'objet de critiques qui ne sont pas sans fondement. C'est un monde spécial, composé surtout de soldeurs et d'exploitants de bazars, qui achète en douane et qui jette sur le marché, au grand dam du commerce régulier, des lots entiers de marchandises acquises souvent beaucoup en-dessous des cours (1).

*
* *

Que dire du droit d'expertise réservé au déclarant quand la douane juge utile de recourir à la préemption?

Encore une fois, c'est là une garantie qui séduit par son allure de justice : elle met, dit-on, l'importateur à l'abri des prétentions excessives de la part du fisc ; elle est un frein, un régulateur à l'omnipotence de la douane, etc.

Tout cela est fort beau, mais ce qui l'est beaucoup moins, c'est la réalité des choses.

Les experts sont choisis, l'un par la douane, l'autre par le déclarant. Une entière liberté d'action est laissée à l'expert de la douane ; il n'en est pas de même de l'expert désigné par le déclarant, certains commissionnaires allant jusqu'à déléguer leurs propres employés, voire les commis des destinataires. L'intervention d'un tiers-arbitre est donc la règle et, de ce côté, les intérêts du Trésor ne sont pas non plus sauvegardés comme ils devraient l'être.

Aussi voit-on beaucoup de commissionnaires-expéditeurs conclure des forfaits pour le dédouanement des marchandises et prendre à leur charge

(1) Pendant l'année 1904, il a été vendu, rien qu'à l'entrepôt public de Bruxelles, pour 265,580 francs de marchandises préemptées.

tous les frais de transport, de douane et de remise à domicile, moyennant des rétributions notablement inférieures aux droits d'entrée qui, régulièrement, devraient être payés. C'est ainsi que pour les marchandises acquittant un droit de 15 p. c. *ad valorem*, des forfaits sont établis à raison de 13, de 12 et même de 11 p. c. du montant des factures; pour les marchandises imposées à raison de 10 p. c. *ad valorem*, ces forfaits ne s'élèvent souvent qu'à 8 et même à 7 p. c. des factures.

Un grand nombre de maisons d'importation du pays sont complices de ces combinaisons : il existe ainsi de véritables marchés entre les fabricants étrangers et les commissionnaires en douane, agissant de concert et de connivence avec les destinataires.

* * *

Toutes les tentatives faites jusqu'ici pour améliorer le système de perception sont restées sans résultats.

En 1881, à la suite de la conclusion du traité de commerce franco-belge du 31 octobre de cette année, on avait essayé de supprimer l'expertise : la Chambre des Représentants n'y consentit point, et l'importateur conserve le droit d'opter entre la préemption sans expertise et la préemption avec expertise.

En 1892, M. Beernaert déposa un projet de loi en vue de réduire le droit de fanal et de modifier des droits d'entrée ; ce projet comprenait aussi des mesures pour permettre aux agents de l'Administration de réprimer d'une manière plus efficace la déclaration inexacte de la valeur des marchandises.

Ce projet, qui fut vivement combattu par les associations commerciales et par les commissionnaires-expéditeurs, vint à tomber une première fois à la suite de la dissolution des Chambres. Représenté dans la séance du 20 juillet 1892, il fut retiré par l'arrêté royal du 6 avril 1894 et remplacé par un nouveau projet déposé à la séance du 29 mai 1894; celui-ci devint caduc à son tour à la suite de la nouvelle dissolution en septembre 1894.

Dans le projet de loi déposé à la séance du 8 mars 1895 et qui aboutit au vote de la loi économique du 12 juillet 1895, la modification du système de préemption fut réservée, parce que les questions que cette revision soulève sont fort complexes et que l'on craignait que le temps ne fit défaut pour les examiner d'une manière approfondie. Le Gouvernement annonçait en même temps qu'il en ferait l'objet d'un projet de loi spécial.

Ledit projet de loi fut déposé en 1898 ; mais bien que le Gouvernement eût tenu compte des critiques formulées précédemment et des vœux exprimés par les associations commerciales, le projet fut à nouveau combattu. Il resta dans les dossiers de la Chambre et ne fut même pas examiné.

Il n'a pas dépendu du Gouvernement, on le voit, que le système de perception des droits sur les marchandises tarifées *ad valorem* ne fût amendé.

* * *

Le problème de l'amélioration du système en vigueur est quasi insoluble parce que l'imposition *ad valorem* manque de base fixe et certaine. La valeur,

comme on l'a dit plus haut, n'est pas directement tangible : de là des flottements et des écarts considérables d'évaluations.

L'imposition des marchandises d'après le poids ne prête pas aux mêmes manœuvres : la base étant stable, la perception régulière des droits est absolument garantie.

Dans de nombreuses demandes adressées à l'Administration, des fabricants, des commerçants et des associations — parmi lesquelles l'Union syndicale de Bruxelles — ont préconisé la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques. En 1891, le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce notamment a exprimé le vœu de voir assurer la perception rigoureuse et aussi exacte que possible des droits et établir à cet effet la *tarification au poids autant que faire se peut*.

On a insinué que la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques pourrait bien cacher une manœuvre protectionniste.

Ceux-là seuls qui ne sont pas au courant de la question peuvent avancer de pareilles assertions.

Dans le traité additionnel du 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne figure la clause ci-après :

« Le Gouvernement belge se réserve la faculté de convertir les droits *ad valorem* figurant au Tarif A en droits spécifiques équivalents. A cet effet, le Gouvernement belge se mettra en rapport avec le Gouvernement allemand sur les conversions projetées. Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne serait pas établi dans un délai de trois mois à dater du jour de la notification faite au Gouvernement allemand, il sera fait appel au tribunal arbitral dans les conditions prévues à l'article 12^A, et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce tribunal. »

Pour tous les articles imposés *ad valorem* et figurant au Tarif A du susdit traité, il faut donc, avant de pouvoir réaliser éventuellement la conversion des droits, obtenir l'assentiment de l'Allemagne. Or, il tombe sous le sens que nous n'obtiendrons pas cet assentiment si les droits spécifiques proposés devaient entraîner une imposition plus forte que la taxe *ad valorem*.

En 1903, le total des droits acquittés pour les marchandises tarifées *ad valorem* s'est élevé à fr. 15,043,274

Dans ce total, les droits afférents aux articles compris dans le traité de commerce avec l'Allemagne correspondent à . . . 11,399,112

Il ne reste donc qu'une différence de fr. 1,644,162 se rapportant aux marchandises pour lesquelles nous pourrions faire la conversion sans accord préalable, soit 15 p. c. seulement des marchandises tarifées *ad valorem* et à peine 3 p. c. de la totalité des marchandises soumises à des droits d'entrée.

Ces chiffres démontrent péremptoirement que le commerce belge est dans l'espèce à l'abri de toute surprise.

* * *

Le Gouvernement n'usera évidemment des pouvoirs qu'il sollicite de la Législature qu'avec la plus grande circonspection, en s'inspirant de tous les

intérêts en jeu et en n'appliquant la mesure qu'aux marchandises pour lesquelles la transformation peut se faire équitablement.

Est-ce la délégation en elle-même qui pourrait soulever des scrupules?

On ne le pense pas, attendu que le Gouvernement a reçu du Parlement, à maintes reprises, des pouvoirs analogues, sans qu'ultérieurement, dans la pratique, aucune observation n'ait été élevée à ce propos, ni au sein des Chambres, ni parmi les associations industrielles ou commerciales.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement ne s'oppose point à soumettre aux Chambres les arrêtés royaux relatifs à la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques, à l'instar de ce qui est prescrit par l'article 4 de la loi du 19 mai 1902. La disposition ci-après serait ajoutée à l'article 4 du projet de loi :

« Les mesures prises en vertu du présent article seront soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

» Les droits spécifiques ne seront applicables que six mois après la publication des arrêtés royaux y relatifs. »

La lecture de la note du Gouvernement a été longuement commentée par l'honorable Ministre des Finances, qui a cité de nombreux exemples pour confirmer le bien fondé des affirmations qu'elle renferme et en même temps tranquilliser les intéressés sur l'usage que le Gouvernement pourra faire de la délégation qu'on lui accorde. Les applications sont, en effet, contrôlées par les principaux intéressés et l'administration de l'Empire allemand a un trop grand intérêt à ne pas consentir à des majorations de droits qui frapperaient leurs exportations vers la Belgique. Et si des contestations venaient à se produire entre notre gouvernement et l'administration allemande, l'arbitrage les réglerait.

Enfin, en règle générale, on peut affirmer que dans l'établissement de l'équivalence des droits spécifiques, remplaçant les droits à la valeur, il y a lieu de craindre que le résultat de cette transformation restera plutôt inférieur au droit à la valeur que de constituer une aggravation de taxes à l'entrée en Belgique.

La crainte de mesures protectionnistes disparaîtra, ce qui est de nature à tranquilliser notre commerce.

L'inconstitutionnalité est combattue par les nombreux précédents invoqués par l'honorable Ministre; en tous cas, elle est considérablement atténuée par les garanties de publicité que nous offre le Gouvernement, et le contrôle exercé par les intéressés et les Chambres, toujours en éveil lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de notre commerce; leur intervention ne se ferait pas attendre.

Il y a lieu, au surplus, de remarquer que le pétitionnement est très faible contre l'application de ces mesures demandées avec insistance, depuis de longues années, par l'industrie du pays et réclamées comme un acte de véritable protection de ses intérêts, puisqu'elles atténueront et, il faut l'es-

pérer, supprimeront la fraude qui nuit au commerce honnête du pays en accumulant sur nos marchés des quantités de marchandises importées en préemption et se vendant à vil prix.

C'est un des points de la concurrence déloyale dont on a parlé dans le rapport et qui a fait l'objet d'une question adressée au Gouvernement, lui demandant en même temps quels sont les moyens qu'il compte proposer pour mettre un terme à ces abus.

Nous disions que les réclamations sont peu importantes. Incitées à présenter leurs doléances, les associations n'ont guère répondu à cet appel et c'est à peine si deux ou trois pétitions nous ont été envoyées par les chambres de commerce d'Anvers et de Gand et par les associations des maîtres de forges de Charleroi, encore que dans deux de ces pétitions on affirme que le système des droits spécifiques est préférable, en principe au régime des droits *ad valorem*.

Il semble donc que rien n'infirme le principe du droit spécifique qui a les préférences manifestes des intéressés, marquées avec unanimité lors de la discussion du traité de 1891 et confirmées par la persistance qu'ils continuent à mettre dans leurs efforts.

L'amendement proposé par M. le Ministre des Finances exigeant la publication préalable des arrêtés royaux et reportant l'exécution à six mois plus tard, sera peut-être de nature à modifier où tout au moins à atténuer les scrupules constitutionnels qui ont été émis.

M. le Ministre des Finances, appelé à s'expliquer sur les augmentations de tarif de certains produits à l'entrée, a justifié les modifications proposées pour chaque article formant l'objet des demandes d'explication des membres de la section centrale. D'après l'honorable ministre, ce ne sont que des régularisations se justifiant par des considérations économiques et qui sont loin d'avoir la portée d'une aggravation fiscale ou d'une mesure protectionniste.

Après ces explications, M. le Président met définitivement aux voix les articles 3 et 4, sur lesquels la section s'était prononcée en formulant des réserves. Ils sont adoptés, la disjonction est rejetée et le projet de loi, dans son ensemble, adopté par 5 voix contre 2.

Le Rapporteur,

LÉON DE BRUYN.

Le Président,

SCHOLLAERT.



(24)

A N N E X E.

ou

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. LÉON DE BRUYN

SUR LE

Traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le
22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne

NOTE DE MINORITÉ

Dans un mémoire présenté à l'Institut international de statistique, M. de Vargha, directeur de l'Office central de statistique de la Hongrie, a mis en relief les difficultés auxquelles on se heurte dans l'étude comparative du développement commercial des peuples et dans l'étude plus spéciale des effets des traités de commerce. « Il est vrai, dit-il, qu'à l'occasion de la conclusion des traités de commerce, on se guide, dans chaque pays, en premier lieu, sur sa propre statistique commerciale, mais on ne peut non plus négliger la statistique commerciale du pays avec lequel on désire faire un traité, et quand on veut apprécier les conséquences économiques des divers traités, il faut même porter son attention sur le développement que prend, dans tous ses éléments, le mouvement commercial dans les autres pays. Or, celui qui s'est jamais voué à un travail comparatif de ce genre doit s'être heurté, à chaque pas, contre l'obstacle formé par l'organisation et les données divergentes ou contradictoires de la statistique du commerce extérieur des différents pays (1) ».

Rien ne peut mieux peindre la situation devant laquelle nous a placés l'examen comparatif des statistiques belges et allemandes sur le commerce extérieur et les suites du traité de commerce de 1891.

Les difficultés naissent en général de la classification des produits, de la détermination du trafic suivant les pays d'origine et de destination, du mode d'évaluation adopté.

(1) *Considérations générales sur la statistique du commerce extérieur*, par J. DE VARGHA. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, XII, 1^{re} livraison, p. 477.

Cette Note fait suite au n° 151,
distribué dimanche. Elle est ac-
compagnée de cinq diagrammes.

Le grave problème de l'uniformité des méthodes statistiques et la comparabilité des données recueillies chez les peuples engagés dans les échanges internationaux, a éveillé depuis dix ans l'attention des statisticiens. En 1894, au Congrès international de la législation douanière et de la réglementation du travail, MM. Kiaer et Pistorius, dans d'excellents rapports, ont voulu faire faire à la statistique comparative un progrès sérieux en proposant aux divers gouvernements de publier comme *supplément des tableaux des importations et exportations*, un tableau à part, comprenant autant que possible les articles les plus importants pour le commerce en général, d'après une liste dressée de commun accord. Nous sommes revenu sur la même idée en 1898 (1), en rappelant que l'Institut international avait, sur les conclusions du savant statisticien anglais Bateman, pris la résolution suivante : « L'Institut international de statistique, considérant qu'il est désirable que les vœux énoncés dans ses séances précédentes au sujet de la comparabilité des chiffres des importations et des exportations des divers pays commencent à être mis en pratique.

» Ne se dissimulant pas les difficultés qui s'opposent à la comparaison en question et qui résultent surtout des différences entre les tarifs douaniers, et entre les systèmes suivis dans les divers pays par la statistique commerciale, mais jugeant qu'il convient d'essayer de surmonter ces difficultés autant que les circonstances le permettent,

» Émet le vœu que les gouvernements soient invités à publier, soit séparément, soit comme supplément des tableaux ordinaires des importations et des exportations, un tableau à part comprenant, autant que possible, les articles les plus importants pour le commerce en général, d'après une liste à dresser de commun accord (2). » Dans une note jointe à ce vœu, MM. Kiaer et Pistorius proposaient une liste de marchandises (3).

L'étude comparative, d'après les statistiques des nations contractantes, des effets du traité de commerce germano-belge de 1891, se heurte à des difficultés considérables résultant des diversités indiquées plus haut et dont on peut mesurer l'importance par le seul examen de quelques-uns des diagrammes que nous joignons à cette note. Que l'on considère les chiffres qui expriment la valeur totale des exportations de Belgique en Allemagne, d'après la statistique belge et la statistique allemande, et on sera frappé des différences.

(1) Congrès international de la législation douanière et de la réglementation du travail, 1898.

(2) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. IX, 2^e livraison, 1896, p. 175.

(3) *Ibid*, p. 172.

EXPORTATIONS DE BELGIQUE EN ALLEMAGNE EN MILLIONS DE FRANCS.

	Statistique belge.		Statistique allemande.
	Zollverein.	Allemagne.	
1890. . .	»	»	592,015
1891. . .	512,775	»	514,756
1892. . .	512,972	»	260,276
1893. . .	500,971	»	257,536
1894. . .	294,904	»	214,555
1895. . .	510,789	»	225,992
1896. . .	527,258	»	219,627
1897. . .	565,254	»	253,657
1898. . .	451,252	»	251,695
1899. . .	485,429	424,572,000	507,006
1900. . .	426,564	561,526,000	275,655
1901. . .	415,549	567,510,000	255,112
1902. . .	428,559	581,698,000	245,875
1903. . .	459,514	404,749,000	»

Les courbes sont sensiblement parallèles, mais quels écarts ne présentent-elles pas? Que si l'on suppose que la statistique allemande, exprimée en francs, d'après les tableaux rétrospectifs du commerce spécial de l'Allemagne avec la Belgique, devait l'être réellement en marks, et que l'on opère la conversion dans cette hypothèse, les écarts subsistent encore profonds. L'influence du traité de commerce de 1891 sur le mouvement de nos exportations reste difficile à interpréter, quelles que puissent être les causes de ces discordances, et c'est là ce qui est vraiment important pour l'économiste et l'homme d'État.

D'après les données de nos *Tableaux du commerce extérieur de la Belgique*, l'ensemble des importations d'Allemagne en Belgique (Zollverein), augmente de 165 millions, soit de 97 p. c., de 1892 à 1902,

L'ensemble des exportations de Belgique en Allemagne s'accroît de 115 millions, soit de 57 p. c.

Dans le même intervalle, le commerce spécial de la Belgique dans son ensemble présente une augmentation de 844 millions pour les importations, soit de 55 p. c., et de 556 millions pour les exportations, soit de 40 p. c.

D'après les *Tableaux rétrospectifs* empruntés à la statistique allemande, les importations de Belgique en Allemagne auraient *diminué* de 12 millions de 1892 à 1902, soit d'environ 4 p. c. On juge par le contraste entre ces chiffres et ceux qui précèdent, de la difficulté d'apprécier les effets des traités de commerce, et il semble légitime de consigner dans cette note le regret d'une aussi imparfaite organisation de la statistique dans les relations d'Etat à Etat.

Les classifications des produits ne sont pas les mêmes en Belgique et en Allemagne. Les tableaux rétrospectifs nous permettent cependant de suivre

le mouvement des différentes grandes classes de produits. Sans doute, les groupes de marchandises adoptés en Allemagne ont pu être formés à l'aide des statistiques belges, mais pourquoi cette classification ne joue-t-elle aucun rôle dans le tableau du commerce extérieur de la Belgique?

En examinant l'allure des courbes qui correspondent aux classes adoptées en Allemagne :

- 1° Les animaux vivants;
- 2° Les boissons et objets d'alimentation;
- 3° Les matières brutes pour l'industrie;
- 4° Les matériaux de construction;
- 5° Les matières demi-fabriquées pour l'industrie;
- 6° Les produits fabriqués,

on constate ce qui suit :

A. A l'égard des exportations de Belgique en Allemagne : en général, le point culminant est atteint en 1899-1900; outre cela :

- 1° Les animaux vivants présentent une marche ascendante;
- 2° Les boissons et objets d'alimentation une allure décroissante;
- 3° Les matières brutes pour l'industrie une allure progressive;
- 4° Les matériaux de construction une allure progressive;
- 5° Les matières demi-fabriquées une allure rapidement progressive d'abord, puis une chute;
- 6° Les produits fabriqués ont la même allure.

L'importance relative de ces classes s'exprime en pour cent pour 1902 ainsi :

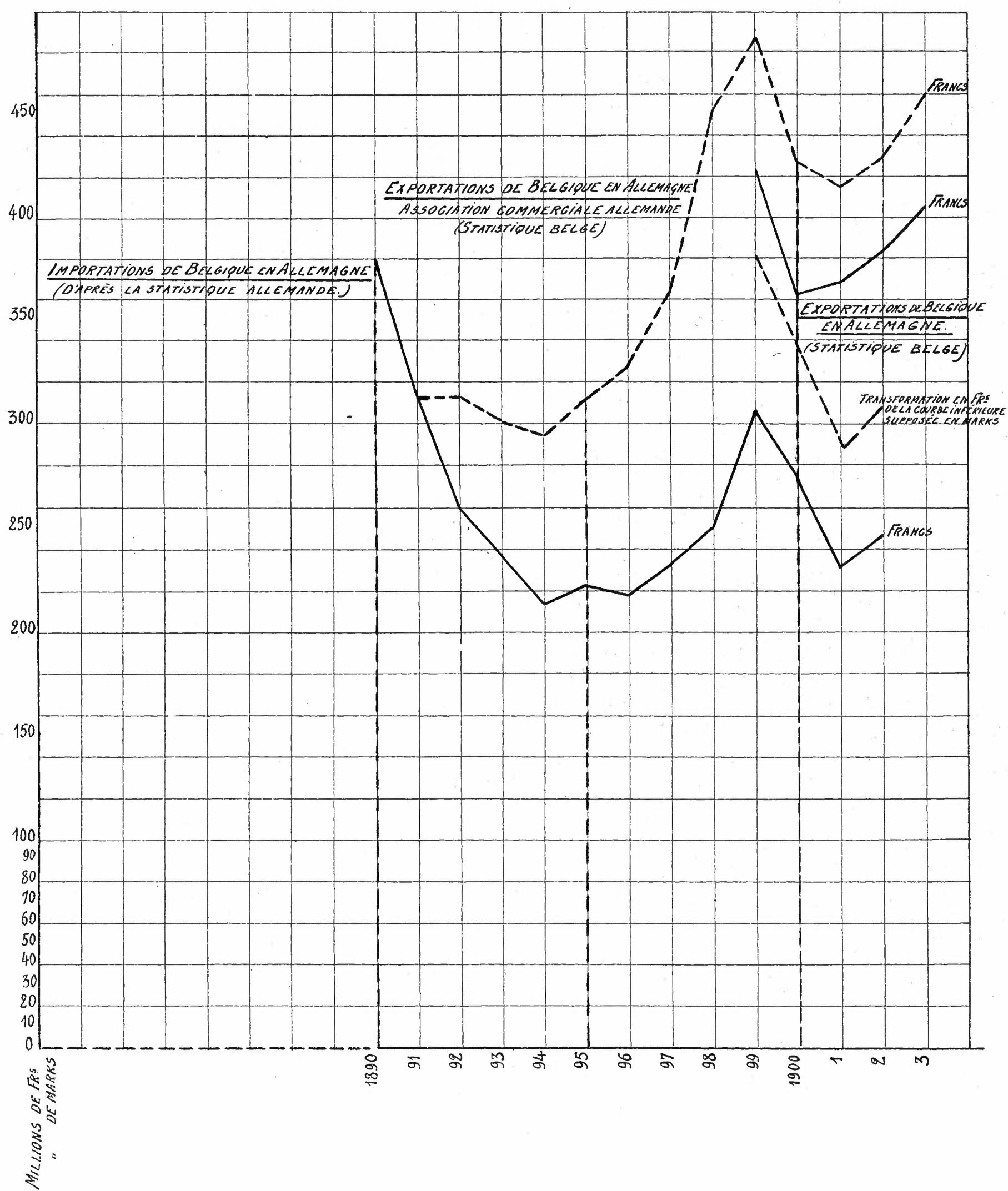
1. Animaux vivants	15 p. c.
2. Boissons, etc.	5.4 —
3. Matières brutes	53.4 —
4. Matériaux de construction.	1.7 —
5. Matières demi-fabriquées	14.9 —
6. Produits fabriqués	9.6 —
Total.	100

Les matières brutes prennent de beaucoup la première place, puis viennent les animaux vivants, les courbes demi-fabriquées; les fabricats ne viennent qu'ensuite.

Si l'on considère les importations d'Allemagne en Belgique, on constate : (là encore le point culminant est de 1899-1900) :

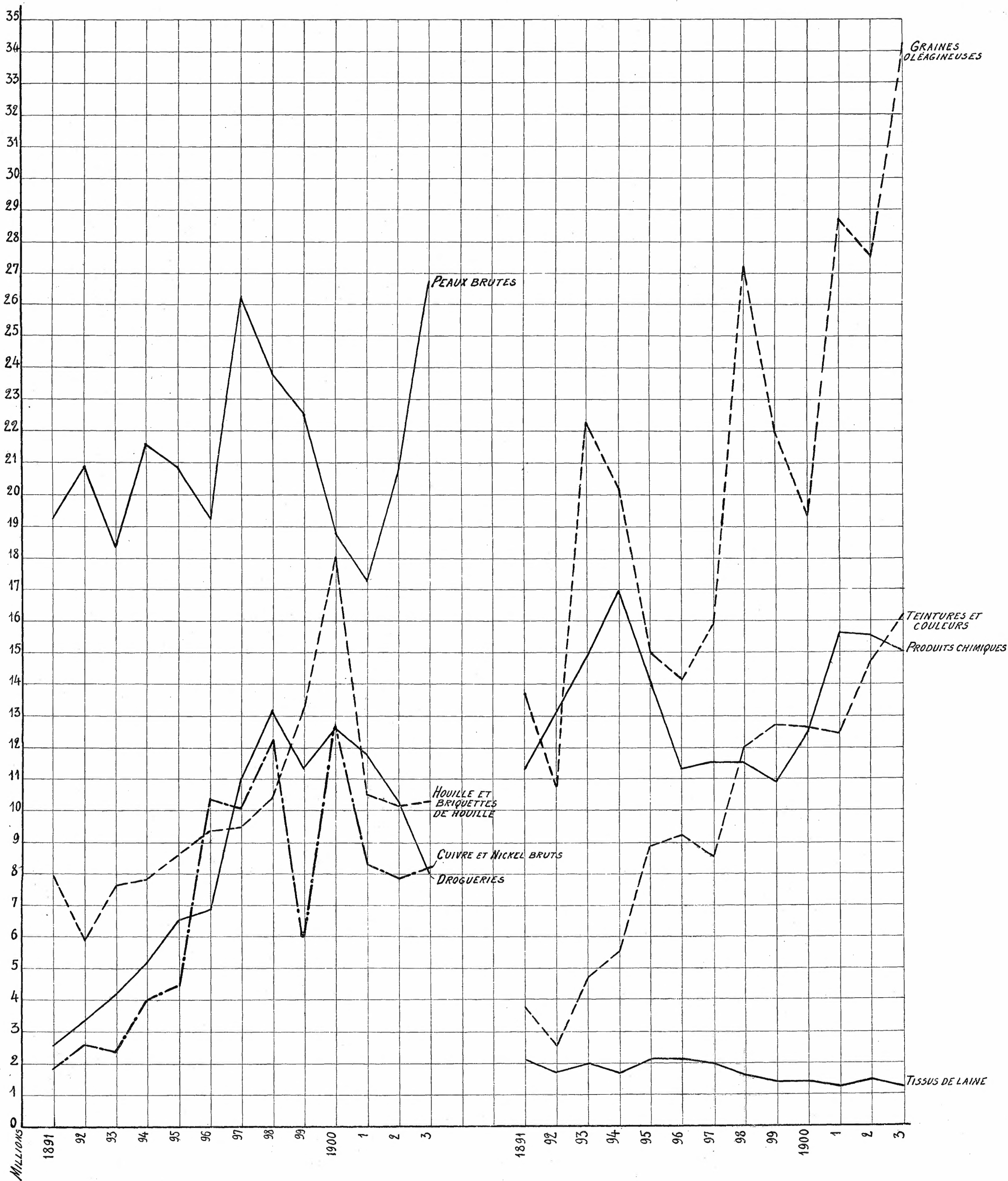
- 1. Les animaux vivants ont un léger relèvement après une lente décroissance;
- 2. Les boissons et objets d'alimentation, une allure progressive;
- 3. Les matières brutes, une allure rapidement progressive;
- 4. Les matériaux de construction, une lente régression;

COMMERCE DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE.



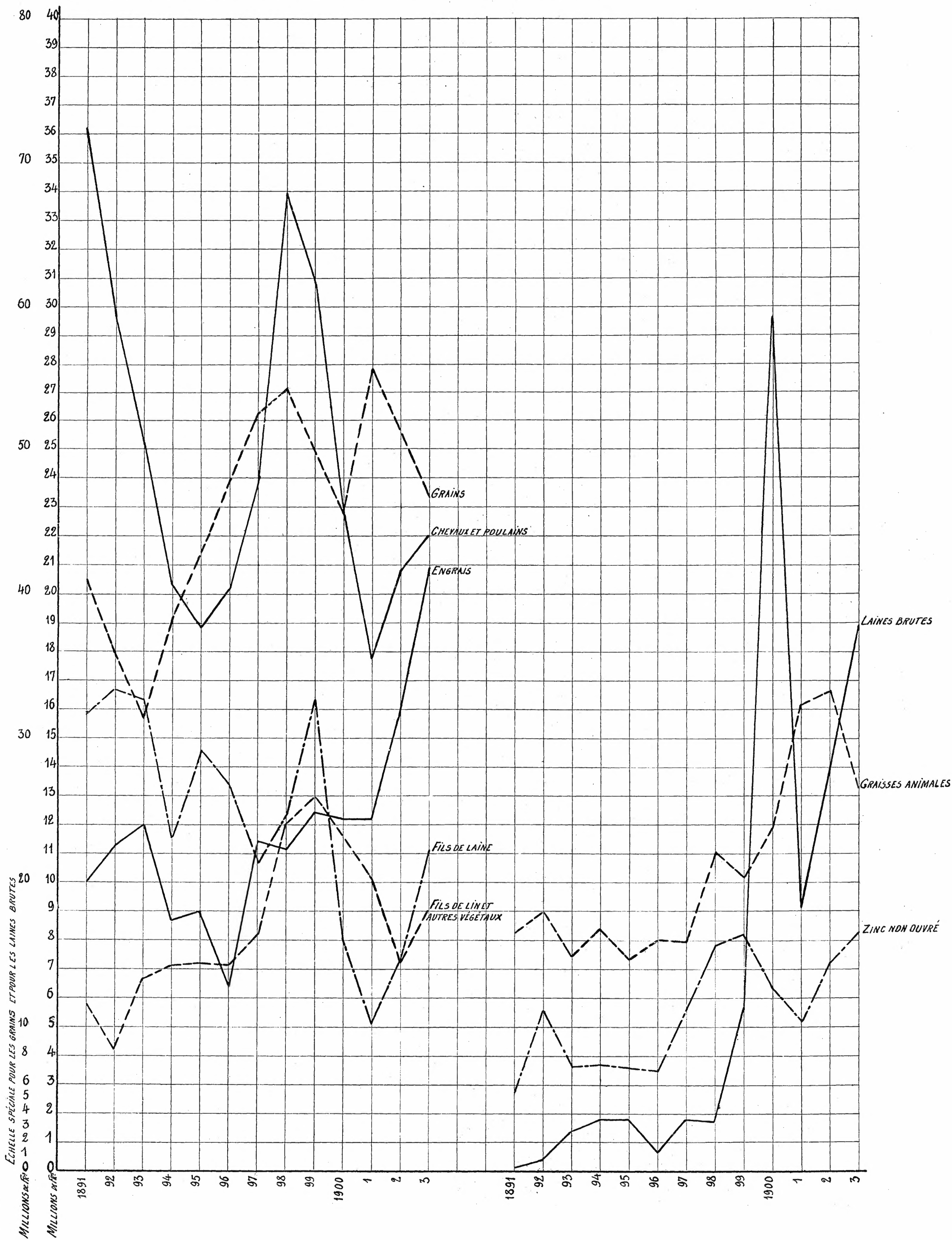
EXPORTATIONS DE LA BELGIQUE EN ALLEMAGNE.

(ASSOCIATION COMMERCIALE ALLEMANDE.)

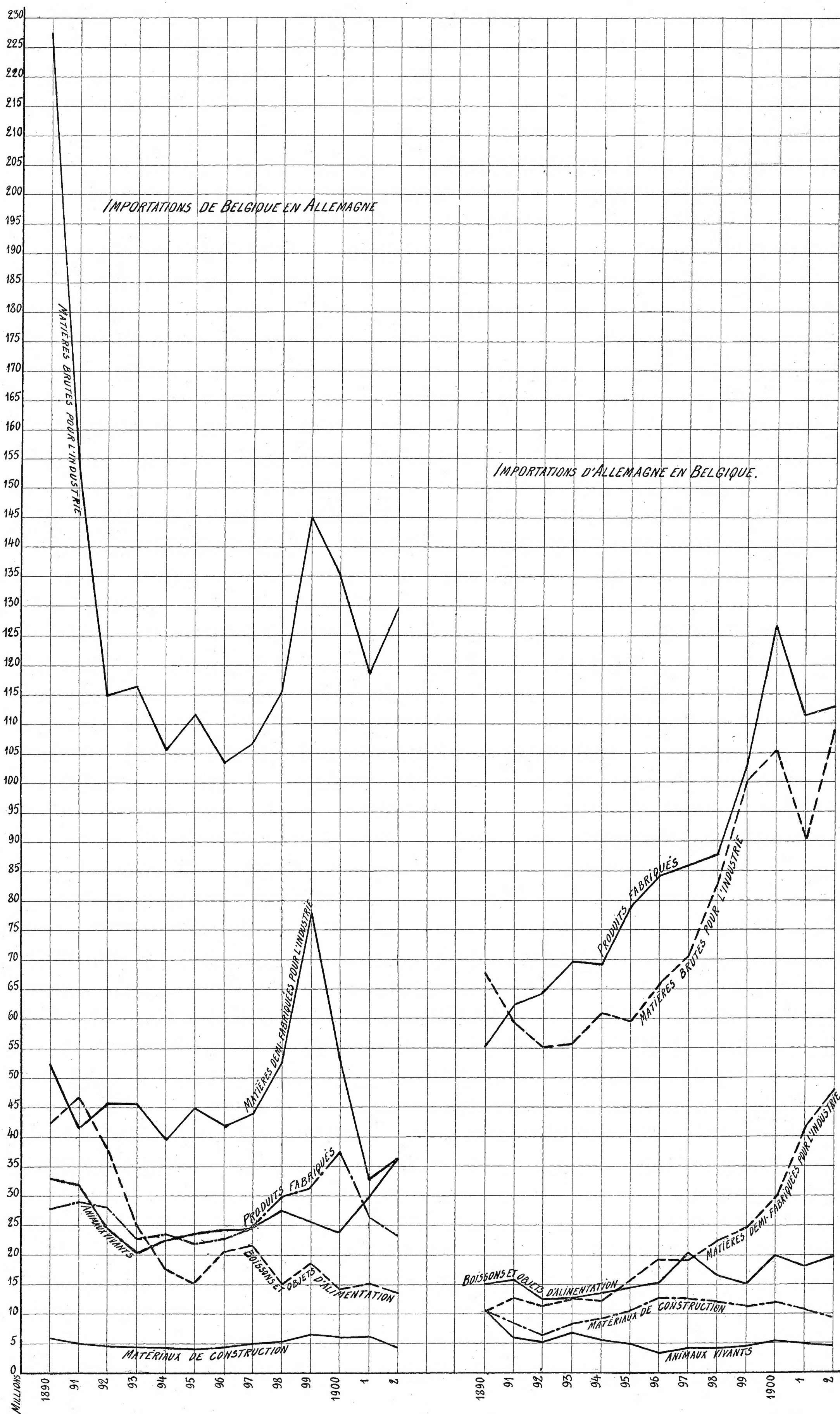


COMMERCE SPÉCIAL DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE.

EXPORTATIONS DE LA BELGIQUE EN ALLEMAGNE. (ASSOCIATION COMMERCIALE ALLEMANDE).

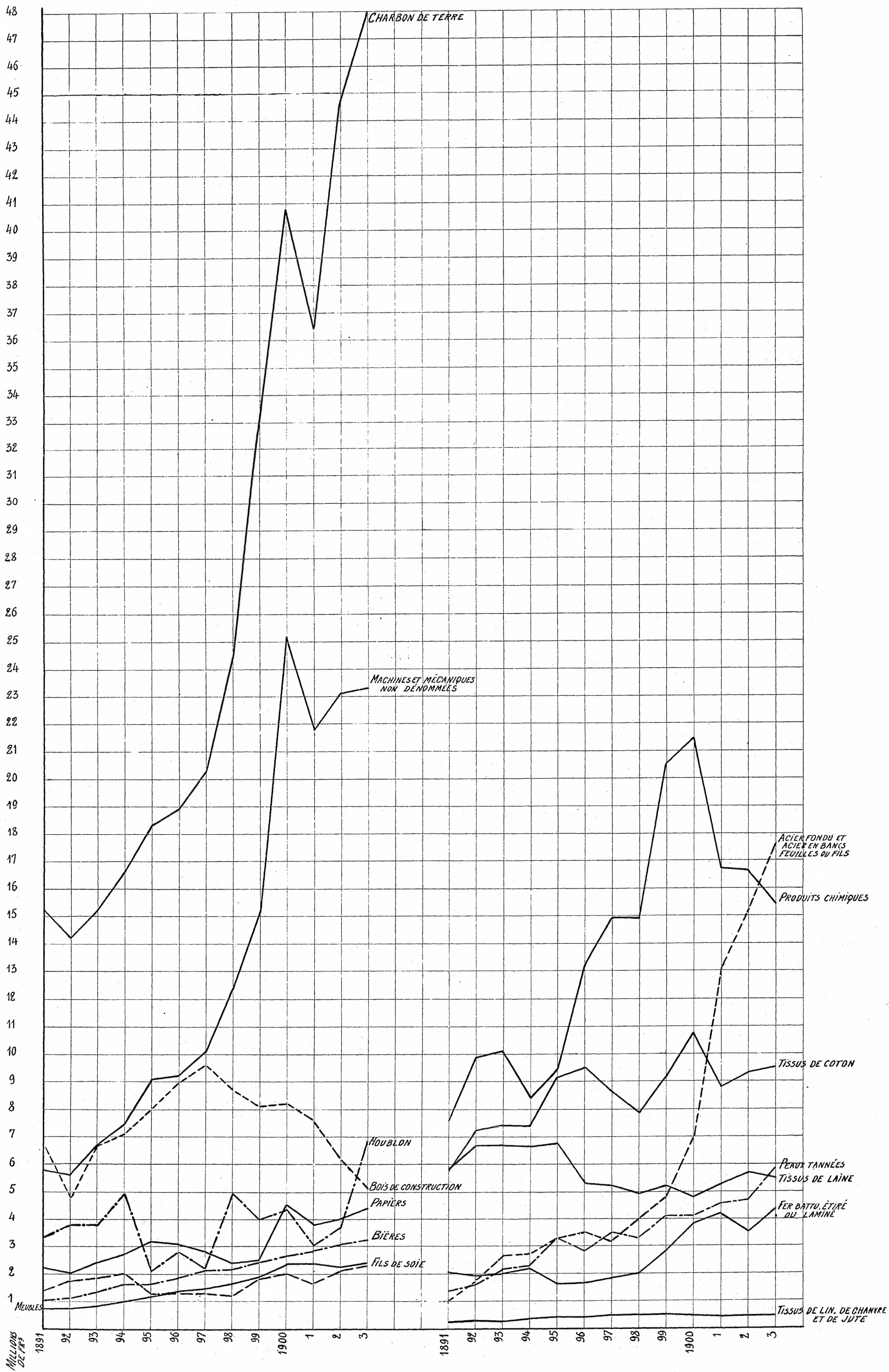


COMMERCE DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE.



COMMERCE DE LA BELGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE.

IMPORTATIONS DE L'ASSOCIATION COMMERCIALE ALLEMANDE EN BELGIQUE.



5. Les matières demi-fabriquées, une progression continue;
6. Les produits fabriqués, de même, sauf l'abaissement de 1902

Quant à l'importance relative en 1902 :

1. Les animaux vivants représentent 1.5 p. c. de l'ensemble;
2. Les boissons, etc. 6.5 — —
3. Les matières brutes 35.8 — —
4. Les matériaux, etc. 3.0 — —
5. Les matières demi-fabriquées. . 15.7 — —
6. Les produits fabriqués 27.5 — —

Les produits fabriqués sont ainsi au premier rang, puis viennent les matières brutes, les demi-fabrics.

Tel est l'enseignement qu'il est possible de dégager d'un examen comparatif des diverses statistiques mises en œuvre.

En rapprochant les données relatives à l'année qui précède l'application du traité de 1891 de celles qui se rapportent à l'année 1902, on obtient les rapports proportionnels suivants :

Importations d'Allemagne en Belgique.

	1891	1902
Animaux vivants	5.7 p. c.	1.5 p. c.
Boissons et objets alimentaires	9.7	6.5
Matières brutes	36	35.8
Matériaux de construction	5	3
Matières demi-fabriquées.	7.6	15.7
Produits fabriqués	38	37.5
	100.0	100.0

Le changement relatif le plus profond s'est accompli à l'égard des demi-fabrics; les matières brutes et les fabricats sont dans un rapport fixe.

Exportations de Belgique en Allemagne.

	1891	1902
Animaux vivants.	10.4 p. c.	15 p. c.
Boissons et objets d'alimentation	15.2	5.4
Matières brutes	50	53.4
Matériaux de constructions.	1.7	1.7
Matières demi-fabriquées	13.4	14.9
Produits fabriqués	9.5	9.6
	100	100

Les déplacements les plus importants se sont opérés à l'égard des animaux et des objets alimentaires, mais en sens inverse.

Les autres constructions graphiques n'ont pas besoin de commentaire. Elle se rapportent aux principaux articles d'exportation de Belgique en Allemagne ou d'importation d'Allemagne en Belgique, d'après les données du tableau du commerce extérieur de la Belgique.

MM. Féron et Denis, au nom de la minorité, se sont prononcés contre les articles 3 et 4 du projet; ils persisteront à demander préalablement la disjonction de l'article 4 par lequel le Gouvernement réclame une délégation de pouvoir qui l'autorise à convertir les droits *ad-valorem*, figurant au tarif des douanes, en droits spécifiques. La minorité développera ses motifs devant la Chambre; elle considère comme contraire à l'esprit de l'article 110 de la Constitution une délégation du pouvoir législatif, même dans ces limites. Si le contrôle du Gouvernement étranger est, pour 85 p. c. de ces droits, une garantie, l'intervention directe du pouvoir législatif éclairé par un débat public où les intéressés auront leurs organes, apparaît comme une garantie générale nécessaire. Les amendements admis par le Gouvernement n'y suppléent que d'une manière imparfaite, et la minorité ne voit pas pourquoi il ne serait pas procédé, en respectant la lettre et l'esprit de la Constitution, à l'égard de la conversion de l'assiette des droits comme il a été procédé à l'égard du traité de commerce même.

La précipitation avec laquelle la minorité doit déposer ces courtes observations l'empêche de toucher même ici à d'autres grands objets, tels que les dispositions des traités par lesquelles les Gouvernements s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers, de manière à leur assurer des avantages équivalents.

H. DENIS.

Annexe à la note de la minorité.

L'équité nous commande d'insérer ici une note de l'administration en réponse aux observations critiques qui précèdent; cette note, précieuse d'ailleurs, ne fait que mieux établir l'imperfection des statistiques qui servent de guide aux pouvoirs publics dans la négociation des traités de commerce, et auxquelles ils demandent l'interprétation de leurs effets; elle ne fait que confirmer le vœux de l'*Institut international de statistique* et la nécessité d'une entente entre les services de statistique des nations contractantes pour conjurer de la manière la plus complète possible les erreurs d'interprétation.

H. D.

« Lorsqu'on compare les importations en Allemagne (Zollverein) de la Belgique — d'après la *Statistique allemande* — avec les exportations de la Belgique vers l'Allemagne — d'après la *Statistique belge* — on constate que ces dernières dépassent assez considérablement les premières.

» Cette discordance est due à des causes diverses dont il serait difficile d'apprécier exactement l'influence.

» L'une des causes principales réside dans ce fait que la Belgique étant un pays de grand transit vers l'Allemagne, beaucoup de marchandises, libres de droits d'entrée, sont déclarées pour la consommation en Belgique lors de leur importation et déclarées ultérieurement à l'exportation pour l'Allemagne.

Il en résulte que ces marchandises, qui n'auraient dû figurer que dans le mouvement du transit — bien entendu lorsqu'elles n'ont pas fait en Belgique l'objet d'une transaction commerciale — sont reprises dans la statistique belge au compte de l'Allemagne, en ce qui concerne le commerce spécial d'exportation.

» C'est ainsi que, pour l'année 1903, on remarque que, parmi les produits exportés de la Belgique vers l'Allemagne, dont le poids total et la valeur totale s'élèvent, d'après la statistique belge, respectivement à 2,797.813 t. et à 459,000,000 de francs, les principaux articles exportés constituent des marchandises libres. Il en est ainsi notamment des marchandises indiquées ci-après :

	Tonnes.	Millions de francs
Caoutchouc	1,970	14
Engrais	144,392	21
Fils de lins, etc.	2,610	9
Grains	309,614	47
Huiles végétales.	11,236	7
Matières animales brutes	26,686	20
— minérales	741,803	18
— textiles	13,903	43
Peaux brutes	19,086	27
Produits chimiques	91,911	13
Résines et bitumes.	77,890	19
Teintures et couleurs	40,015	16
Végétaux et substances végétales (y compris les graines oléagineuses)	175,030	43
Totaux.	1,658,160	303

« Comme on le voit, ces quelques produits présentent à eux seuls environ 59 p. c. du poids et 66 p. c. de la valeur des exportations totales de la Belgique vers l'Allemagne.

» Une deuxième cause est que beaucoup de marchandises qui sont exportées de Belgique vers la Russie, l'Autriche et d'autres pays, en transit par l'Allemagne, sont déclarées pour ce dernier et inscrites à son compte. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1905.

Toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891, op 22 Juni 1904
gesloten tusschen België en Duitschland (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BRUYN.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van toelichting, van het ontwerp van wet, dat aan de beraadslagingen der Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt onderworpen, vraagt om goedkeuring van het toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891, op 22 Juni 1904 gesloten tusschen België en Duitschland.

Die zoo gewichtige akte, voor de handhaving en uitbreiding van onze handelsbetrekkingen met een groot naburig land, werd aandachtig onderzocht.

Niet zonder zekere bezorgdheid verbeidde men de uitslagen der aangeknoopte onderhandelingen, gezien de sterk afgeteekende neiging tot bescherming, die zich, inzonderheid in zake van landbouw, sedert eenigen tijd in Duitschland lucht geeft.

Die vrees werd overigens reeds gerechtvaardigd nadat het Duitsch algemeen tarief was goedgekeurd. Niet alleen werden door dat tarief de reeds zeer hoge vroegere rechten bevestigd, doch werden daarenboven de bestaande rechten merkkelijk verhoogd.

(1) Wetsontwerp, n^o 70.

(2) De Middenafdeeling, voorgezet door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Denis, De Sadeleer, De Meester, Feron, Dallemagne en De Bruyn.

Overzicht van de
voorbereidende
handelsonderhan-
delingen met
Duitschland.

Reeds bij den aanvang van het jaar 1901, ging de Regeering over tot de voorbereidende studiën voor de latere handelsonderhandelingen met Duitschland.

Op verzoek der Regeering, vergaderde de hogere Raad van handel en nijverheid, ten einde ze in te lichten over de wenschen der onderscheidene klassen van Belgische voortbrengers. Eene commissie, in den schoot van den Raad benoemd, stelde eene vragenlijst op, die werd overgemaakt aan de kamers van koophandel en aan de nijverheids- en handelsvereenigingen des lands; daarenboven werd door de Regeering zelve rechtstreeks onderzoek ingesteld bij de belanghebbenden.

Zijnerzijds raadpleegde de hogere Raad van landbouw de landbouwvereenigingen en met name de centrale Landbouwmaatschappij; ook de voortbrengers werden gepolst.

Toen de Regeering in 't bezit was van de talrijke inlichtingen, haar ten gevolge van dat onderzoek bezorgd, trachtte zij door rechtstreeksche raadpleging der belanghebbenden alle nuttige nadere inlichtingen te verwerven. Haar onderzoek gold vooral de bepaling der koopwaren die, in elke klasse van voortbrengselen, specialiteiten van de Belgische nijverheid zijn; de onderhandelaars moesten hunne aandacht vooral wijden aan voorwerpen die van bijzonder belang zijn voor 's lands voortbrenging, ten einde voor deze zulke uitgestrekte verlaging van rechten te verwerven als mogelijk was.

Men kan nagaan hoe gewichtig de akte van 22 Juni 1904 is voor onzen uitvoer naar Duitschland, wanneer men de rechten, volgens dat verdrag, vergelijkt met die welke voor dezelfde voorwerpen in het Duitsch algemeen tarief staan.

In de eerste plaats, hebben de Belgische onderhandelaars aanzienlijke toegevingen verworven voor de verschillende landbouwvoortbrengselen, die aan 't hoofd van het verdrag voorkomen. Zoo werd het recht op aardappelen, dat 2 mark 50 bedraagt in het algemeen tarief van Duitschland, verlaagd tot 1 mark. Gedroogde suikerij, eene Belgische specialiteit, blijft 80 pfennig betalen, ofschoon het algemeen tarief een recht van 2 mark voorzag. In zake van verse groenten, behoudt het nieuw tarief vrijstelling voor asperges, bloemkool en witloof; het recht bedraagt, volgens het algemeen tarief, 20 mark voor asperges en 4 mark voor bloemkool en witloof.

Men weet dat de tuinbouw in België groote uitbreiding kreeg en in de vreemde landen de beste faam geniet. De rechten, opgenomen in het Duitsch algemeen tarief, zijn verbodsrechten, en, waren zij toegepast geworden, de bloei dezer nijverheid ware erg in gevaar gebracht. Het stelsel, dat het nieuw tarief ons in dat opzicht verzekert, laat ons hopen dat onzen tuinbouwers de Deutsche markt niet zal ontgaan. Doch naast de rechten volgens het algemeen tarief, die verschillen van 15 tot 40 mark, loopen de conventionneele rechten van 15 tot 12 mark, volgens den aard der voortbrengselen. Daarenboven zijn palmboomen, laurierboomen en azaléas, die voor een aanzienlijk deel bijdragen in den plantenhandel tusschen België en Duitschland, vrij van rechten.

In zake van fruit, verwierven wij vrijstelling van rechten voor versche tafeldruiven, ingevoerd als postpakketten van ten hoogste 5 kilogram; het recht bedraagt 20 mark, volgens het algemeen tarief. Appelen en peren, waarin veel handel wordt gedreven tusschen de streken van het oosten van België en Duitschland, zijn vrij van rechten, voor verzendingen die oningepakt geschieden van 1 September tot 30 November, en ingepakte appelen en peren betalen een recht van 5 mark, in plaats van 10.

Runschors blijft vrij van rechten; in het algemeen tarief is zij belast tegen 1 m. 50.

Een van de gewichtigste vraagstukken bij de onderhandelingen over het nieuw verdrag was het stelsel, dat op de paarden zou worden toegepast. Men weet dat door het Duitsch algemeen tarief de invoerrechten op paarden aanzienlijk werden verhoogd; die rechten verschillen van 90 tot 360 mark. De Belgische onderhandelaars, vooral het oog houdende op onze inlandsche voortbrengselen, verwierven ernstige verlagingen : de rechten van 90 tot 180 mark werden bij overeenkomst verlaagd tot 50 en 75 mark.

De rechten van 50 mark voor gedood gevogelte en van 6 mark voor eieren, werden, ten gevolge der onderhandelingen, wederzijds tot 20 en 3 mark verlaagd. Er dient te worden aangemerkt, dat het recht van 3 mark, krachtens ons verdrag van toepassing op eieren van gevogelte, feitelijk is verlaagd tot 2 mark; trouwens, laatstgemeld recht komt voor in de verdragen van Duitschland met Oostenrijk-Hongarije, Rusland, Rumenië en Servië, en dat voordeel wordt uitgestrekt tot België, krachtens de bepaling van behandeling als de meest begunstigde natie.

Ook voor sommige voortbrengselen der zeevisscherij werd verlaging toegestaan, en wel voor hommers en zeesprinkhanen, waarop de rechten van 100 tot 65 mark werden verminderd.

Alvorens over te gaan tot andere soorten van Belgische voortbrengselen, dienen te worden vermeld de verlagingen die werden verworven voor sommige nijverheidsproducten, afhangende van den landbouw, en wel geglansde rijst, vette oliën op vaten, niet afzonderlijk genoemd, en oleïne. Volgens het nieuw tarief, zijn die voortbrengselen wederzijds aangeslagen tegen 4, 9 en 3 mark, in plaats van 6, 10 en 4 mark, door het algemeen tarief voorzien.

In de groep der minerale stoffen, vinden wij de schaliën, een voorwerp dat van bijzonder belang is voor de provincie Luxemburg. Wij verwierven vrijstelling voor ruwe schalieblokken, die, volgens het algemeen tarief, 25 pfennig per 100 kilo betalen; voor dakschaliën werd het recht van 1 m. 25 verlaagd tot 75 pfennig. Er valt op te merken dat het stelsel, toegepast op dakschaliën, feitelijk nog is verbeterd, doordien dat recht is verlaagd tot 65 pfennig in het verdrag tusschen Duitschland en Oostenrijk-Hongarije; België geniet het voordeel van deze toegeving, omdat het in Duitschland wordt behandeld op den voet der meest begunstigde natie.

Onder de scheikundige voortbrengselen en kleurstoffen, van bijzonder belang voor onzen uitvoerhandel naar Duitschland, komen voor : zwavelzuur natron, loodwit en zinkoxyde; die voorwerpen zullen vrij van rechten

zijn, terwijl zij, volgens het algemeen tarief, wederzijds 25 pfennig, 2, 1 en 2 mark per 100 kilo betaalden.

Anderzijds werden de rechten van 40 pfennig op uitgewasschen krijt en van 5 mark op lijm, verlaagd tot 30 pfennig en 3 mark.

Onder de weefstoffen treffen wij de volgende verminderingen op het algemeen tarief aan :

Kaardgaren, ruw, enkel : 8 mark in plaats van 9. Daardoor wordt het bestaande stelsel gehandhaafd ;

Viltdoek van wol, zonder eind geweven, ruw : 80 mark, in plaats van 100 ;

Wollen weefsels, wegende van 200 tot 700 gram per vierkanten meter : 150 mark, in plaats van 175 ;

Katoenen beddedekens, toebeleid, gebleekt : 60 mark, in plaats van 70 ;

Linnengaren, ook gemengd met jute, een voorwerp van het hoogste belang voor de Belgische nijverheid : rechten verschillend van 5 m. 50 tot 12 m., in plaats van 6 tot 13 mark ;

Jutegaren : 4 en 5 mark, in plaats van 5 en 6 ;

Garen voor den kleinhandel gemaakt : 60 mark, in plaats van 70 ;

Kabels, touwwerk en bindgaren van zekere dikte : 22 mark, in plaats van 24 ;

Vloerkleeden, geverfd, bedrukt : 24 mark, in plaats van 30 ;

Vlasweefsels, ruwe : 12, 24, 36 en 60 mark, in plaats van 14, 28, 40 en 68 ;

Vlasweefsels, gebleekt, geverfd en bedrukt : 60 mark, in plaats van 65 ;

Paklinnen van jute : 10 mark, in plaats van 12 ;

Korsetten : 300 mark, in plaats van 350.

Grove schoenen van dichte weefsels van jute : 25 mark, in plaats van 70.

Voor leder en lederwaren worden insgelijks merkelijke verlagingen op het algemeen tarief toegestaan. Zoo zijn leder en ruggestukken, tot het vervaardigen van drijfriemen, aangeslagen tegen 22 mark, in stede van 30 en 36 mark. Allerhande lederen schoenen zullen nog slechts 60, 80 en 90 mark betalen, naar gelang van hun gewicht, in plaats van 85, 120 en 180 mark. Allerhande lederen drijfriemen zijn aangeslagen tegen 30 mark, in plaats van 60, en riemen van weefgaren en caoutchouc betalen 40 mark, in plaats van 50.

België verwierf daarenboven aanzienlijke verminderingen, die in sommige gevallen meer dan 15 mark bedragen, op onderscheidene voorwerpen voor spinnerij of weverij.

Voor houtwerk, dienen wij te vermelden de verlagingen, toegestaan op meubelen en meubeldeelen uit zacht hout : 6 mark, in plaats van 8, als het ruwe meubelen zijn ; 10 mark, in plaats van 12, zoo de meubelen zijn bewerkt, en 14, in plaats van 15, zoo zij uit ruw hout bestaan en bewerkt zijn.

Hier dient te worden gewezen op het gunsttarief, toegestaan aan de holsblokmakerij, op welker belangen de bijzondere aandacht der onderhandelars was gevestigd. Het bestaande recht van 5 mark werd gehandhaafd voor holsblokken in ruw hout; en blokken door middel van rook of brandig houtzuur gezwart of bruin gemaakt, zullen nog voortaan 5 mark betalen, in plaats van 12 mark, zooals in het algemeen tarief staat.

Eindelijk, het recht van 60 mark, door het algemeen tarief voorzien voor sommige opgevulde meubelen, werd verlaagd tot 50 mark.

De rechten volgens het algemeen tarief, van 4 mark voor pakpapier in het deeg geveerd, van 10 mark voor niet afzonderlijk vermeld papier, van 10 mark voor gekleurd papier, van 24 mark voor niet verguld noch verzilverd behangselpapier zijn bepaald op 3, 6, 8 en 12 mark. Peperhuisjes, zakjes, zakken en andere voorwerpen van denzelfden aard zullen 12 en 20 mark betalen, in plaats van 18 en 30 mark.

Verschillende voorwerpen der steennijverheid verwierven vanwege de Duitse regering aanzienlijke verminderingen, als daar zijn :

Polijstbare kalksteen : 25 pfennig, in plaats van 50;

Kasseien : 20 pfennig, in plaats van 40;

Steenhouwerswerk in kalksteen : 50 pfennig en 1 mark, in plaats van 1 m. 25;

Marmerplaten : 2 m. 50, in plaats van 3 m. 50.

Het recht van 10 pfennig, volgens het algemeen tarief van toepassing op baksteen, werd met 50 t. h. verlaagd, 't is te zeggen op 4 pfennig gebracht. De verlaging des rechts van 2 mark tot 1 m. 50 en van 14 mark tot 10 mark werd ons toegestaan voor vuurvaste producten en isolatoren in wit porselein.

Zooals was te verwachten, hielden de Belgische onderhandelaars zich vooral bezig met het stelsel dat zou toegepast worden op de voortbrengselen der glasnijverheid, eene van de voornaamste des lands. Voor holglas bedragen de rechten volgens het algemeen tarief : niet geperst, gekleurd of ondoorschijnend wit, 24 mark; ander ongeperst holglas, 20 mark; geperst, gekleurd of ondoorschijnend wit holglas, 30 mark; ander holwerk, 24 mark; geschilderd, verguld of verzilverd holglas, 36 mark. Die rechten worden door het verdrag wederzijds verlaagd tot 15, 12, 15, 12 en 20 mark. Voor spiegelglas wordt het recht van 4 mark, dat in het algemeen tarief staat voor ruw spiegelglas, vervangen door 3 mark; het glas in bladen, met inbegrip van ruw glas, ten minste 5 millimeter dik, wordt belast tegen 6, 8 en 10 mark, volgens de grootte, in plaats van 8, 10 en 12 mark.

De talrijke voortbrengselen der ijzernijverheid, waarvoor tarieven zijn besproken, moeten inzonderheid de aandacht vestigen. De ons toegestane verlagingen betreffen eene reeks voorwerpen, waarvan de opsomming volgt :

Ruwe buizen, meer dan 7 millimeter dik, 2 m. 50, in plaats van 3 mark;

Ruw gegoten ijzer, 3 mark en 3 m. 50, in plaats van 3 m. 50 en 5 mark;

Geplette of getrokken buizen, 2 millimeter of meer dik, 5 mark, in plaats van 6;

Spoorwegassen, wielen en wielstellen, enz., 2 m. 50, in plaats van 3 mark;

Ruw hamerbaar gegoten ijzer, per stuk van minstens 3 kilo, 6 mark in plaats van 8;

Bouwstukken van hamerbaar ijzer, 4 m. 50, in plaats van 6;

Aambeelden, speerhamers, 3 mark, in plaats van 5;

Winden en andere hijschtoestellen, 3 mark, in plaats van 7;

Bouten, haaknagels, enz., ruw, voor spoorwegen, 3 mark, in plaats van 5;

Spoorwagenbeslagen, enz., ruw, 6 mark, in plaats van 10;

Spoorwegbuffers, ruwe, 3 mark, in plaats van 10;

Spoorwagenveeren, ruwe, 3 mark, in plaats van 4;

Keukengereedschap in gebrandverfd plaatijzer, 7 m. 50, in plaats van 10;

Sleepkettingen, 1 m. 50, in plaats van 3;

Andere kettingen, 5 mark, in plaats van 6.

Het Duitsch algemeen tarief voorzag een recht van 4 m. 50 voor geplet zink, minstens 0,25 millimeter dik; dat recht werd verlaagd tot 4 mark.

Het verdrag van 22 Juni 1904 verzekert aan België talrijke en aanzienlijke ontlastingen in zake van machines. Daar eene omstandige opgave van de verworven verminderingen bezwaar oplevert, zal het, dunkt ons, volstaan te doen uitschijnen dat de machines, waarvoor ons bijzondere tarieven werden toegestaan, volgens het algemeen tarief des Rijks onderhevig zijn aan rechten van 5 m. 50 tot 100 mark per 100 kilo. Die rechten zijn verlaagd tot een bedrag van 4 m. 50 à 75 mark.

Het recht van 5 mark, voorzien in het algemeen tarief voor spoorwegrijtuigen, werd verlaagd tot 3 mark.

Voor motor-rijwielen, werden de rechten van 150, 120 en 90 mark, volgens het gewicht, gesteld op 100, 75 en 70 mark per 100 kilo. Voor deelen van rijwielen, werd ons verlaging toegestaan op het recht van 150 tot 100, en werd het recht van 40 mark verminderd tot 25.

De laatste artikelen die in het bij het verdrag gevoegd tarief voorkomen, zijn vuurwapens en wapenstukken, van bijzonder belang voor de Luiksche nijverheid.

Onder de draagbare wapens, is het recht van 90 mark, volgens het algemeen tarief, verminderd tot 60 mark; dit van 24 mark, van toepassing op geweerloopen, werd verlaagd tot 10 mark; eindelijk, de rechten van 90 en van 40 mark, voor sloten en sluitstukken van vuurwapens, werden vervangen door 60 en 24 mark.

Uit de opgave van die cijfers blijkt reeds welke voordeelen onze bedreven onderhandelaars verwierven, en wij brengen hun eene billijke hulde, door hen geluk te wenschen met die uitslagen welke door 's lands akkerbouw, nijverheid en koophandel hooggeschat zullen worden.

Wij mogen hopen het cijfer onzes handels met Duitschland te handhaven, dat in 1902 nagenoeg 246 millioen frank bedroeg.

Dank zij het vernuft onzer nijveraars en kooplieden, gesteund door eene ijverige en volhardende arbeidersbevolking, zullen zij ongetwijfeld den strijd kunnen volhouden tegen hunne mededingers, ondanks de machtige toerusting waarover zij beschikken en de voordeelen, aan deze laatste ver-schaft door hunne uitgestrekte inlandsche markt.

Deze bijzondere toestand van ons land wordt beoordeeld door het aanzienlijke blad *The Times*, van 28 Februari 1905, waaruit wij een voor ons belangrijk uittreksel mededeelen.

DUITSCH-BELGISCH HANDELSVERDRAG.

Het nieuw handelsverdrag tusschen Duitschland en België, den 17^{de} dezer onderteekend, is een schatbaar bewijs van de zorg waarmede eerstgemeld land zijne handels- en zelfs zijne politieke betrekkingen met het aanpalend land aanmoedigt. Volmondig mag men bevestigen, dat België nagenoeg alles wat het verlangde heeft verworven, en dat elke volksvertegenwoordiger, in wiens arrondissement er eene eenigszins aanzienlijke nijverheid bestond, zijne eischen kon doen gelden en aannemen uit naam van zijne kiezers onder nijveraars of landbouwers. België heeft, wellicht meer dan enig ander land in de nabijheid van Duitschland, geleden door de gevolgen van het overslaan tot handelsbescherming, aangevangen door Bismarck. Het handelsverdrag van 6 December had betere betrekkingen tusschen beide landen doen ontstaan, en stellig nam dezer handel gestadig toe, zoo als blijkt uit de navolgende tabel (opgemaakt in ronde cijfers, zonder rekening te houden met den doorvoerhandel, *die te Antwerpen schier uitsluitend in de handen van Duitschers berust*):

	Invoer in België, Van Duitsche herkomst, in millioenen frank.	Uitvoer van Belgische herkomst naar Duitschland in millioenen frank.
1890	182	247
1898	245	451
1899	285	485
1900	323	426

Gedurende het tijdstip waarmede wij ons inlaten, bleef België's handel met Nederland schier onveranderd; ook de toeneming met Frankrijk en de Vereenigde-Staten vorderde zeer traag. Met Groot-Brittanië bedroeg de vermeerdering nagenoeg 25 t. h., terwijl de Duitsche handel schier verdubbelde. De cijfers zijn ontleend aan het parlementair verslag over de Begroo-ting van Buitenlandsche Zaken voor 1902.

In de twee volgende jaren, schijnt de Belgische handel met Duitschland te zijn achteruitgegaan, ongetwijfeld ten gevolge van algemeene verslapping des handels; doch er dient rekening te worden gehouden met bovenstaande cijfers, om goed te vatten welke uitbreiding volgde op het verdrag van 1891.

Het verdrag blijft geldig tot 31 December 1917. De behandeling als de meest begunstigde natie verschaft aan België het voordeel der verdragen, door Duitschland gesloten met Oostenrijk, Italië, Rumenië, Rusland, Servië en Zwitserland. Er is een nieuw stelsel toegepast op verschillende goederen, vermeld in het Duitsch algemeen tarief. Vooral de landbouwvoortbrengselen gaven aanleiding tot bezwaren, doch op dat gebied verwerven de Belgen voordeelige voorwaarden. Hop is van het verdrag uitgesloten en ieder land behoudt zijne vrijheid voor het stelsel, op dat voortbrengsel toe te passen. De Belgische handschoenmakerij, bedreigd door een Duitsch prefe-

rentieel tarief, wordt gevrijwaard door eene verlaging van rechten; stalen mogen vrij van rechten worden verzonden; België mag de rechten *ad valorem* veranderen in soortelijke rechten; de voortbrengselen der Gentsche tuinbouwnijverheid verwerven aanzienlijke toegevingen. Duitschland waarborgt dat de goederen, langs Deutsche havens ingevoerd, nooit begunstigd zullen worden ten nadeele van goederen langs Belgische havens in transit naar Duitschland verzonden of die in Duitschland moeten worden doorgevoerd.

Het is niet van belang ontbloot, op deze oordeelvelling te laten volgen de cijfers der statistiek, volgens Deutsche en Belgische opgaven. Wij ontleenen ze aan de tabellen, die, voor de verschillende soorten van goederen, de opsomming bevatten van den bijzonderen handel van Duitschland met België en van België met Duitschland, voor het tijdvak van 1890 tot 1902.

TABELLEN

van België's bijzonderen in- en uitvoerhandel met Duitschland,
gedurende het tijdvak 1890 tot 1902.

OPSOMMENDE TABEL VAN BELGIË'S

INVOER UIT DUITSCH

Waarde per klasse

GOEDEREN.	1890	1891	1892	1893	1894	1895
	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.
Levende dieren	10,463,898	6,072,733	5,167,043	6,727,522	5,403,601	4,889,262
Dranken en voedingswaren	15,137,944	15,832,733	12,501,817	12,779,281	13,518,817	14,478,282
Ruwe stoffen voor de nijverheid (1)	67,418,384	58,987,325	55,126,661	55,747,480	60,950,566	59,597,089
Bouwmaterialen	10,752,806	8,336,380	6,338,759	8,464,729	9,102,494	10,502,846
Halfbewerkte stoffen voor de nijverheid (1).	10,291,592	12,566,763	11,331,150	12,667,040	12,152,533	15,501,229
Bewerkte voortbrengselen (1)	55,529,976	62,368,521	64,639,554	69,309,101	69,118,006	79,027,594
Totalen (kostbare metalen niet inbegrepen).	169,594,600	164,164,455	155,104,984	165,695,153	170,246,017	183,996,302
Kostbare metalen	2,785,614	1,056,818	2,127,636	1,741,044	1,672,318	5,035,306
TOTALE INVOER	172,380,214	165,221,273	157,232,620	167,436,197	171,918,335	189,031,608

(1) Kostbare metalen niet inbegrepen.

BIJZONDEREN HANDEL MET DUITSCHLAND

LAND NAAR BELGIË

van goederen

1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
Frank.	Frank.	Frank.	Frank	Frank.	Frank	Frank.	Frank.	Frank
3,131,049	4,129,342	4,060,432	4,528,471	5,303,738	5,408,921	4,614,875		
15,272,249	20,439,868	16,284,312	15,134,421	19,924,298	18,035,615	19,600,003		
65,808,853	70,444,182	82,550,362	100,519,253	105,829,717	90,494,568	109,124,480		
12,727,610	12,883,522	12,245,258	11,419,533	11,988,317	10,780,929	9,347,675		
19,081,998	18,833,303	22,231,185	24,418,477	29,836,645	41,683,120	47,846,347		
84,111,341	86,118,007	87,847,040	103,866,649	126,415,337	111,609,293	113,158,268		
200,133,100	212,848,224	225,218,589	259,886,804	299,298,052	277,712,446	303,691,648		
2,725,658	2,785,034	1,377,408	4,247,220	3,634,825	1,793,348	2,231,291		
202,858,758	215,633,258	226,595,997	264,134,024	302,932,877	279,505,794	305,922,939		

OPSOMMENDE TABEL VAN DUITSCHLAND'S

INVOER VAN BELGIE

Waarde per klasse

GOEDEREN.	1890	1891	1892	1893	1894	1895
	Frank	Frank	Frank	Frank.	Frank.	Frank.
Levende dieren	33,017,190	32,095,000	24,211,250	20,577,500	22,370,000	23,778,750
Dranken en voedingswaren	42,161,880	46,807,500	37,905,000	24,837,500	17,416,250	14,943,750
Ruwe stoffen voor de nijverheid (1).	227,522,929	154,670,000	114,982,500	116,475,000	105,871,250	111,667,500
Bouwmaterialen	6,022,004	5,131,250	4,850,000	4,398,750	4,296,250	4,003,750
Halfbewerkte stoffen voor de nijverheid (1).	52,346,527	41,382,500	45,557,500	45,708,750	38,568,750	45,110,000
Bewerkte voortbrengselen (1)	27,969,251	28,807,500	27,928,750	22,690,000	23,455,000	21,796,250
TOTALEN (kostbare metalen niet inbegrepen).	389,039,781	308,893,750	255,435,000	234,687,500	211,977,500	221,300,000
Kostbare metalen.	2,974,059	5,842,500	4,841,250	2,648,750	2,557,500	2,692,500
TOTALE INVOER.	392,013,840	314,736,250	260,276,250	237,336,250	214,535,000	223,992,500

1 Kostbare metalen niet inbegrepen.

BIJZONDEREN HANDEL MET BELGIË

NAAR DUITSCHLAND

van goederen.

1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.	Frank.
24,272,500	24,478,750	27,450,000	25,488,750	24,098,750	29,675,000	36,345,000		
20,166,250	21,617,500	15,011,250	18,216,250	14,118,750	14,883,750	13,291,250		
103,481,250	107,272,500	115,673,750	145,067,500	134,707,500	118,761,250	129,655,000		
4,247,500	5,022,500	5,165,000	6,563,750	5,951,250	6,152,500	4,137,500		
41,705,000	44,106,250	53,180,000	77,585,000	53,085,000	32,636,250	36,201,250		
22,635,000	24,846,250	29,867,500	31,341,250	37,411,250	26,138,750	23,460,000		
216,507,500	227,343,750	246,347,500	304,262,500	269,372,500	228,247,500	243,090,000		
3,120,000	5,796,250	5,347,500	3,343,750	6,261,250	4,865,000	2,785,000		
219,627,500	233,140,000	251,695,000	307,606,250	275,633,750	233,112,500	245,875,000		

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

1^{ste} AFDEELING. — Een lid verlangt het inzicht der Regeering te kennen, nopens het instellen van een recht op hop. Hij is van oordeel dat men, bij gemis daarvan, eene verlaging van recht zou moeten verwerven op dit zoo gewichtig voortbrengsel van onze teelt, die er wezenlijke voordeelen zou uit trekken.

De bepalingen van het verdrag, ten opzichte der vellen voor het vervaardigen van handschoenen, zijn zeer voordeelig aan 's lands werkende klasse. Daarvoor betuigt dat lid aan de Regeering zijnen dank.

De afdeeling keurt het wetsontwerp *eenparig* goed.

2^{de} AFDEELING. — Gezien onzen aanzienlijken handel met Duitschland, doet een lid de groote belangrijkheid van het wetsontwerp uitschijnen. Hij acht het oogenblik gunstig tot onderhandelen of ten minste het voorbereiden van onderhandelingen voor een tolverbond met de voornaamste Europeesche landen.

Daarom zou hij willen weten wanneer de laatst gesloten tolovereenvakomsten eindigen, die thans aan de beraadslagingen der Parlementen zijn onderworpen. De vrijheid, die de Regeering zich voorbehoudt om de rechten op sommige voorwerpen te verhoogen, beschouwt hij als onaanneemlijk, alsmede de vrijheid om die rechten algemeen te maken en om rechten *ad valorem* te veranderen in soortelijke rechten.

Hij zal tegen het ontwerp stemmen, omdat het handelsbescherming medebrengt, zooals blijkt uit sommige hooge invoerrechten in België. Doch er is hem geantwoord dat men aan de Regeering het recht moet overlaten om de tarieven algemeen te maken, uit hoofde van het stelsel van behandeling zooals de meeste begunstigde natie, zooniet zou Duitschland eenen bevoordeelden toestand tegenover België hebben.

In de onderhandelingen voor de verdragen schijnt de Regeering zich niet genoeg te hebben bezig gehouden met den toestand van Belgische handelsreizigers en arbeiders in den vreemde.

Ten slotte stellen vele leden de weglating van artikel 4 voor, omdat het de rechten, voorzien bij de aan onze beraadslaging onderworpen aanvullende akte, onnauwkeurig toepast.

Bij de stemming, worden de twee eerste artikelen goedgekeurd met 7 stemmen en 8 onthoudingen; artikel 3 wordt insgelijks goedgekeurd met 7 stemmen tegen 3 en 5 onthoudingen; artikel 4 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 7; het ontwerp wordt ten slotte in zijn geheel goedgekeurd met 7 stemmen tegen 4 en 4 onthoudingen.

3^{de} AFDEELING. — Een lid vraagt welk stelsel wordt toegepast voor hop. Er wordt hem geantwoord dat dit voortbrengsel buiten het verdrag is gelaten. Partijen blijven bijgevolg vrij om invoerrechten te heffen. Doch krachtens de bepaling betreffende de meest bevoordeelde natie, zal het bedrag der rechten van 70 mark per 100 kilo, voorzien door het algemeen tarief,

worden verlaagd tot 20 mark, zooals voor Oostenrijk-Hongarije is bepaald.

Ondanks dat stellig antwoord, dringt het lid aan, opdat de vraag aan de Regeering zou worden gesteld. Hij betreurt dat er vóór de onderteekening van het verdrag geene gedachtenwisseling tusschen Regeering en Kamers werd gevoerd. Dat geschiedde nooit: onderhandelingen die overeenkomsten voorafgaan, werden nooit vooraf medegedeeld.

Een lid zegt dat de akte, toegevoegd aan het verdrag van 1901, door de belanghebbenden over 't algemeen gunstig wordt onthaald. Niettemin wijst hij op den bijzonderen toestand der chocolaafabrikanten, wier belangen worden geschaad door het voordeel dat de Duitschers genieten die zonder verhooging van rechten bordpapier en kaarten mogen invoeren, terwijl onze fabrikanten invoerrechten betalen op dezelfde voorwerpen, die moeten beschouwd worden als onafscheidelijk van de verzending hunner waren.

Een lid vraagt of er iets is veranderd voor zijdeweefsels doormengd met katoengaren. Er wordt geantwoord dat het tolwezen in den regel gemengde weefstoffen aanslaat volgens de daarin overheerschende stof.

Met leedwezen wordt aangemerkt dat er niets schijnt verkregen te zijn voor schaliën, waarin door ons land een aanzienlijke handel wordt gedreven; integendeel worden door de nieuwe overeenkomst de rechten verhoogd met 25 mark per 10 ton. Ieder verdrag verslecht den toestand der schaliëgroeven.

Er wordt aangemerkt dat dakschaliën, volgens het verdrag belast tegen fr. 1.25 per 100 kilo, niet meer betalen dan fr. 0.65, ten gevolge der uitbreiding van de gunst der best behandelde natie. Dus is er eene vermindering.

Na deze opmerkingen, onderzoekt de afdeeling de artikelen 3 en 4 der toegevoegde overeenkomst en behoudt hare eindbeslissing voor tot na het antwoord der Regeering.

Mits die voorbehoudingen, wordt het wetsontwerp goedgekeurd met 8 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

In de 4^e afdeeling wordt het wetsontwerp door de zeven aanwezige leden eenparig goedgekeurd.

5^e AFDEELING.— Een lid vraagt om mededeeling van de verdragen, gesloten tusschen Duitschland en andere landen, om te weten welke verminderingen wij kunnen genieten krachtens de bepaling betreffende de meest begunstigde natie. Insgelijks verlangt hij mededeeling van het Duitsch algemeen tarief. Op 't eerste zicht, schijnt het verdrag hem weinig voordeelig; voor sommige voorwerpen zijn de rechten nog hoog. Een lid doet opmerken dat de rechten in België niet gevoelig werden verhoogd. 't Levert, volgens hem, gevaar op dat Duitschland ten zijnent zeer duur verkoopt, om ten onzent goedkoop te komen verkoopen. De afdeeling gaat uiteen tot na mededeeling van de gevraagde stukken.

Ter tweede vergadering, doet een lid opmerken, dat uit het onderzoek der Duitsche stukken blijkt dat het toegevoegd verdrag al de hinderpalen vermeerdert.

Het algemeen tarief, waarmede wij worden bedreigd, zoo wij de overeenkomst verwerpen, is zoo overdreven dat onze medeverdragsluitenden het niet zouden kunnen toepassen. Doch men antwoordt, dat men zich bevindt tegenover een algemeen tarief, reeds door het Duitsch parlement goedgekeurd, en afstemming zou groote bezwaren kunnen verwekken, alsmede eenen voor 's lands handel onoverkomelijken toestand.

Buiten de bepalingen van het verdrag, doet een lid aanmerken, bestaan er daaraan verbonden verdragen, waarover de Kamer zou moeten ingelicht worden. Terwijl Deutsche nijveraars in België worden toegelaten voor aanbestedingen, worden in Duitschland de Belgische nijveraars stelselmatig uitgesloten bij aanbesteding voor leveringen en werken. Die handelwijze schijnt berispelijk en heeft onder onze nijveraars eene groote misnoegdheid verwekt, die nog vermeerderd door de wijze waarop de inschrijvingen worden gedaan.

Heeft de Regeering met Duitschland onderhandelingen aangeknoopt om die ongelijke behandeling te verhelpen ?

Dank zij de bescherming, heeft de Deutsche nijverheid zich versterkt; zij stort in België zeer goedkoope voorwerpen uit, als aanbeveling, en verpletterd zodoende de Belgische nijverheid van denzelfden aard.

Na deze beraadslaging werd er gestemd, artikel na artikel.

Het eerste artikel van het wetsontwerp wordt goedgekeurd met 4 stemmen en 7 onthoudingen.

Over artikel 2 doet een lid opmerken, dat men zich moest bepalen tot bekrachtiging van het verdrag, en zijne meening steunt hij op een grondwettelijk bezwaar.

Artikelen 2, 3 en 4 worden goedgekeurd met 7 stemmen tegen 5.

Het wetsontwerp wordt in zijn geheel aangenomen met 5 stemmen en 7 onthoudingen.

De afdeeling besloot de volgende vragen te stellen :

« Heeft de Regeering onderhandelingen aangeknoopt met Duitschland, om de hinderpalen weg te nemen, die beletten dat onze nijveraars aanemer worden verklaard van openbare werken in Deutsche streken ? Denkt zij niet er aan te knopen ?

» Denkt de Regeering geene onderhandelingen met Duitschland te moeten aanknoopen, om te vermijden dat beschermde en soms samenspannende bedrijven, in dat land uitgeoefend, stelselmatig hunnen overvloed van voortbrengselen tegen lagen prijs in België uitstorten ?

» Denkt zij niet dat het daaruit voortspruitend gevaar zal worden vergroot door de aanzienlijkere moeilijkheid om hunne voortbrengselen te verkoopen in Oostenrijk-Hongarije, wat voor de Deutsche nijveraars het gevolg schijnt te moeten zijn van het nieuw handelsverdrag, tusschen Duitschland en Oostenrijk-Hongarije gesloten ?

» Is de Regeering vanzins invoerrechten op hop voor te stellen ? »

§ 6^e AFDEELING. — Een lid doet opmerken, dat het alvorens het verdrag te sluiten, wenschelijk ware geweest de tarieven te laten onderzoeken door de

Kamer. Er werd geantwoord, dat dit in geen enkel land geschiedt, omdat de onderhandelingen tot het einde toe geheim moeten blijven. Het Parlement heeft andere middelen van invloed op de Regeering. Een ander lid komt op tegen artikel 4, dat de Regeering machtigt om de rechten *ad valorem* te vervangen door *evengroote* soortelijke rechten, wat overdreven schijnt.

De Antwerpsche Kamer van koophandel heeft daartegen verzet aange-teekend en doen opmerken dat dit artikel België voor onbepaalden tijd verbindt jegens Duitschland.

Er valt te bedenken dat het verdrag werd gesloten om beide landen te waarborgen dat de wederzijdsche verbintenissen zullen gehandhaafd worden. Men wil bedrog in de toepassing der rechten *ad valorem* vermijden.

De nieuwe toepassing kan maar geschieden in overeenstemming met Duitschland, en er is bepaald dat de soortelijke rechten van hetzelfde bedrag moeten zijn als de bestaande rechten naar de waarde. Deze bepaling is dus niet zoo gewichtig als wordt beweerd.

Een lid vraagt of er is voorzien dat de zwavelstekjes zullen belast worden *ad valorem*.

Er wordt geantwoord dat stekjes behooren tot de voorbehouden goederen, evenals de hop.

Ten slotte uit een lid den wensch om voor toezicht mededeeling te erlangen van de Duitsche tarieven en van al de stukken die tot grondslag voor de onderhandelingen dienden.

Bij de stemming, worden al de artikelen goedgekeurd met 10 stemmen en 7 onthoudingen, behalve artikel 4, dat eene wet is, onafhankelijk van het toegevoegd verdrag.

Onderstaande tabel vermeldt :

1° Het stelsel waaraan thans zijn onderworpen de voorwerpen wesaan-gaande er wijzigingen worden voorgesteld door artikel 3 van het wetsont-werp (zie blzz. 14 en 16);

2° Het stelsel waaraan thans zijn onderworpen de voorwerpen begrepen onder tarief A (*Rechten bij invoer in België*), wanneer dat stelsel niet verschilt met het door 't verdrag voorziene. Dat is enkel het geval met sommige voorwerpen, die voorkomen onder nummers 6, 27, 38, 39, 55, 64 en 66 van het Belgisch tarief.

Nummer van het
Belgisch tolla-
riëf van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld.

Maatstaf. Bedrag.
Fr. C.

Thans
bestaande
rechten
betrachtens
het tractant
van 1891

TARIEF A.

Rechten bij invoer in België.

uit 1	Stijfsel	vrij.		
uit 2	Levende dieren :			
	Schapenras :			
	Rammen, ooien en hamels	kop.	2	»
	Lammeren	kop.	1	»
	Gevogelte	vrij.		»
3	Wapens	vrij.		»
uit 5	Bier op fust	hectol.	5	»
uit 6	Staken en stukken hout in de schors of ongezaagd, van minder dan 75 centimeter omtrek aan het dik einde	Kub. meter	1	»
	Bewerkt hout :			
	- Vaatwerk, ineen- of niet ineengezet :			
	van eikenhout	100 kil.	5	»
	van ander hout	100 kil.	2	»
	Andere houtwerken	Waarde.	10 t. h.	»
uit 10	Bewerkte caoutchouc	Waarde.	10 t. h.	»
11	Drukletters.	vrij.		»
uit 15	Bindgarens van 2 tot 8 millimeter doorsnede	vrij.		»
uit 17	Gepelde rijst; ruw zout	vrij.		»
uit 19	Schrijnwerkerslijm	vrij.		»
	Allerhande mineraal water	vrij.		»
uit 24	Garens van wol :			
	gekaarde	100 kil.	5	»
	gekamde, enkele :			
	ongeverfde	100 kil.	15	»
	geverfde	100 kil.	20	»
	gekamde, getwijnde :			
	ongeverfde	100 kil.	20	»
	geverfde	100 kil.	25	»
	Garens van zijde, niet inbegrepen degene bereid voor den verkoop in 't klein	vrij.		»
uit 27	Kleedingstukken, linnengoed en allerlei vervaardigde voorwerpen :			
	Allerhande linnengoed :			
	Enkel genaaid, zonder versiersel noch borduurwerk	Waarde.	15 t. h.	»
	Alle ander.	Waarde.	18 t. h. 20 t. h.	»

Aanmerking. — Als enkel genaaid, zonder versiersel noch borduurwerk wordt behandeld : linnengoed met snoeren, die den aard van versiersels niet hebben. Hetzelfde geldt voor linnengoed dat enkel geplooid is of voorzien is van plooiën van dat zelfde weefsel waaruit het voorwerp is vervaardigd.

Nummer van het
Belgisch teltarief
van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld

Maatstaf. Bedrag.
Fr. C.

Thans
bestaande
rechten
krachtens
het tractaat
van 1891.

uit 27 Vrouwenkleederen, niet inbegrepen de kleederen van zuiver zijde of van met andere weefstoffen gemengde zijde de hoofdstof is volgens het gewicht :

Enkel gemaaid, zonder versiersel noch borduurwerk	Waarde	15 t. h.	»
Alle andere	Waarde	18 »	20 t. h.

Aanmerking. — Als vrouwenkleeren van zuiver of zijde worden enkel zulke kleeren aanzien, waarvan het bijzonderste buitendeel uit zuiver of gemengde zijde bestaat. Voering en versiering van zuiver of gemengde zijde blijven buiten rekening.

Manskleederen, niet afzonderlijk genoemd.	Waarde	15 »	»
---	--------	------	---

Breiwerk	Waarde	15 »	»
--------------------	--------	------	---

Voorwerpen, geheel of gedeeltelijk vervaardigd, niet begrepen onder de hooger aangefuide en niet afzonderlijk getarifeerd.	Waarde	15 »	»
--	--------	------	---

uit 28 Koolzaadolie, raapolie, palmkernolie (palmootolie, kopraolie).	vrij.	»
---	-------	---

29 Wetenschappelijke werktuigen en toestellen	vrij.	»
---	-------	---

Aanmerking. — Tot de wetenschappelijke werktuigen en toestellen behooren ook de photographische werktuigen en toestellen, die voor wetenschappelijke onderzoeken (sterrenkunde, weerkunde, micrographie, enz.) bijzonder vervaardigd zijn.

30 Muziekinstrumenten	waarde	10 t. h.	»
---------------------------------	--------	----------	---

uit 33 Machinen, mechanieken en gereedschappen :

Riemen voor machines :

van leder, van caoutchouc of van dergelijke stoffen	100 kil.	30 »	»
---	----------	------	---

van alle andere stof	100 kil.	20 »	»
--------------------------------	----------	------	---

Machines, mechanieken en gereedschappen, andere, met uitzondering van locomotieven, met of zonder tender; van locomobielen; van stoomturbines; van machines, motoren en andere electrische en electro-magnetische toestellen, en onder begrepen telephonische en telegraphische toestellen; van zuivelmachines en -toestellen, alsmede van kaardebeslagen :

van aluminium.	100 kil.	40 »	»
------------------------	----------	------	---

van gietijzer	100 kil.	2 »	»
-------------------------	----------	-----	---

van ijzer of van staal	100 kil.	4 »	»
----------------------------------	----------	-----	---

van hout.	Waarde	10 t. h.	»
-------------------	--------	----------	---

van koper of van alle andere stof.	100 kil.	12 »	»
--	----------	------	---

Aanmerkingen. — 1. Machinen en mechanieken in uiteengenomen toestand ingevoerd worden belast naar de hoofdstof volgens het gewicht van het ineengezet voorwerp, als de volgende regelen werden inachtgenomen.

De deelen van machines en van mechanieken mogen te gelijkertijd of achtereenvolgens bij verscheidene zendingen worden ingevoerd.

Al de gedeeltelijke zendingen moeten binnen een gestelden termijn, die door den invoerder bij de aanbieding van de eerste zending hoeft aangegeven en die twee maanden niet te boven mag gaan, op hetzelfde toekantoor tot vervulling van de tolformaliteiten aangeboden worden.

Bij invoer van eene machine of eene mechaniek in uiteengenomen toestand of wel van enkele losse deelen van zulk voorwerp, hoeft de invoerder, te zelfdertijd met de aangifte, plans en teekeningen van het geheele voorwerp voor te leggen, alsmede eene lijst der hoofdbestanddeelen, naar aard, nummer en gewicht van elk deel met benaderende opgave van het gezamenlijk gewicht der kleine bij bestanddeelen.

Nummer van het
Belgisch tolta-
rief van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld

Maatstaf. Bedrag.
Fr. C.

Thans
bestaande
rechten
krachtens
het tractaat
van 1891.

Worden, na de afzending van enkele losse deelen, de andere deelen niet binnen den vastgestellten termijn tot vervulling van de tolformaliteiten aangeboden, dan hoeven de reeds ingevoerde deelen verteld naar de op losse deelen van machines en van mechanieken toepasselijke rechten. Dat enkele bijstanddeelen van weinig belang ontbreken, zal echter de toepassing niet beletten van het recht vastgesteld voor het voorwerp in zijn geheel.

Tot na den invoer van de laatste gedeeltelijke zendingen, behoudt de toldienst zich de bevoegdheid voor, borgstelling te vergen voor de betaling van mogelijk hogere rechten en de deelsgewijze ingevoerde stukken van een herkenningmerk te voorzien, hij is eveneens bevoegd om zich, op de kosten van den toldplichtige, te verzekeren, nadat de machine of de mechaniek werd opgesteld, dat al de stukken, die de afzonderlijke zendingen uitmaakten, tot bedoelde machine of bedoelde mechaniek behooren. — Wisselstukken en Waarlooze stukken zullen steeds afzonderlijk de rechten betalen.

2. Onderzeesche en ondergrondsche elektrische kabels zijn begrepen onder de machines, mechanieken en gereedschappen, waarvan de rechten bevestigd zijn.

34	Marokijnwaren	waarde	15 t. h.	,
uit 36	Cement; thermiet (mengsel van aluminumpoeder en oxyden); smergel, ook gemalen of wel in doozen of dergelijke kleine recipiënten	vrij		,
38	Kramerij en ijzerkramerij (a)	waarde	13 t. h.	{ 10 en 15 t. h. (*)
	(a) Er onder begrepen papierlinnen met weefsel overtrokken.			
uit 30	Koperdraad	100 kil.	10	,
	Bewerkt koper en bewerkt nikkel.	Waarde	10 t. h.	,
	Ijzer, warm geslagen of geplet in staven en staal in staven, zonder onderscheid, welke ook hun vorm en hunne wijze van fabricatie zij (uitgenomen spoorstaven), mits zij geene andere bewerking hebben ondergaan dan warm hameren of pletten, hoe het ook zij, met inbegrip van met den valhamer enkel uit de ruwe gemaakte draaiboomen en van onder het warm pletten gegaufreerde, maar ongepolijste staven, alsmede van bladen en platen, ook wanneer deze met gaten voor bouten, moeren of klinknagels voorzien zijn	100 kil.	1	,
	Ijzer en staal in platte strooken, gezegd reepijzer en staal.	100 kil.	1	,
	Loggers, enkel geplet, ook met gaten voorzien, doch niet gebogen	100 kil.	1	,
	Wielbanden, ruw uit de smidse, het is te zeggen enkel warm geslagen of geplet, zelfs met de rondpletrollen verkregen.	100 kil.	1	,
	Wielgestellen, ruw uit de smidse of enkel op den slijpsteen afgeslepen	100 kil.	1	,
	Assen ruw uit de smidse, zelfs van wielhalzen voorzien	100 kil.	1	,
	Draden of roeden, welk ook hunne sneden zij van 5 millimeter of meer doorsnede of dikte, maar niet verkoperd, vernikkeld, vertind, verlood of verzinkt (gegalvaniseerd).	100 kil.	1	,

* Thans betalen de talrijke waren gerangschikt onder de hoofding « kramerij en ijzerkramerij » de eene 10 t. h., de andere 15 t. h., wanneer het verdrag zal van kracht worden, zullen zij al een gelijk recht betalen van 13 t. h.

Nummer van het
Belgisch tolla-
rief van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld.

Maatstaf.	Bedrag.	Thans bestaande rechten krachtens het tractaat van 1891.
	Fr. C.	

uit 39 (vervolg) Bewerkt ijzer en -staal :

Dwarsliggers voor spoorwegen	100 kil.	1 »	4
Draden of roeden, welk ook hune snede zij, van 5 milli- meter of meer doorsnede of dikte, voor bepaald gebruik tot gelijke lengten gesneden	100 kil.	1 »	4
Stalen vijlenvormen	100 kil.	2 »	4
Bogen, bestaande uit enkel gebogen roeden voor tuinom- randingen. ,	100 kil.	2 »	4
Draden of roeden, welk ook hunne snede zij van minder dan 5 millimeter doorsnede of dikte, voor bepaald gebruik tot gelijke lengten gesneden	100 kil.	2 »	4
Banden met gaten tot het beslagen van kisten	100 kil.	2 »	4
Zuilen, huisvormige, behalve voor meubilering of tuinver- siering	100 kil.	2 »	4
Bladen of platen, gedreven of wel rondvormig of volgens teekening gesneden	100 kil.	2 »	{ 1 4
Ketelbodems, met gewelfden vorm, af of niet met openingen voor het aanpassen van vuurkasten en vlampijpen en waarvan de randen onder het hameren of anderszins wer- den omgebogen, doch onafgewerkt en ongezoomd.	100 kil.	2 »	1
Bladen of platen, gevernist, verlakt of gebronsd	100 kil.	3 »	4
Draden, welk ook hunne snede zij, van alle doorsnede en dikte, verkoperd, veroikkeld, vertind, verlood of verzinkt (gegalvaniseerd), voor bepaald gebruik tot gelijke lengten gesneden	100 kil.	3 »	4
Met koper bekleede pijpen en buizen, door pletten verkregen, waarin ijzer of staal de hoofdstof is volgens het gewicht	100 kil.	3 »	4
Ander bewerkt ijzer en staal	100 kil.	4 »	»
<i>Aanmerking.</i> — Voormelde voorwerpen ondergaan geene verandering van tarifeering, door de omstandig- heid dat zij zouden geteerd of gemenied zijn.			
Tin, lood en zink, bewerkt	Waarde.	10 t. h.	»
Goud, zilver en platina :			
Juwelen, er onder begrepen de kettinkjes, van alle lengte, dienende tot het vervaardigen van juwelen en van goud- en zilverwerk		vrij.	»
Goud- en zilverwerk	Waarde.	5 t. h.	»

uit 40	Meubelen (er onder begrepen uurwerken en pendulen), uit- genomen meubelen van gebogen massief hout	Waarde	10 t. h.	»
uit 44	Schilderijen, met de hand geschilderd, niet ingelijst, en pho- tographiën, niet ingelijst		vrij.	»
uit 46	Meubelpapier, uitgenomen verguld, verzilverd, gebronsd, geperst of fluweelachtig meubelpapier	100 kil.	8 »	»
	Ander papier, uitgenomen karton	100 kil.	4 »	»
uit 48	Geverfde, geverniste, verlakte of als marokijn bereide huiden en opgemaakte pellerijen	100 kil.	30 »	»
	Schoenmakerswaren	Waarde	10 t. h.	»
	Handschoenen	Waarde	10 t. h.	»
uit 49	Steenen, ruw, behouwen of gezaagd, niet afzonderlijk genoemd		vrij.	

Aanmerking. — Worden onder de benaming van *steen-
nen, ruw, behouwen of gezaagd* begrepen, alle eigenlijke
steen en, uitgenomen gepolijste of gebeeldhouwde steenen.

Nummer van het
Belgisch tolla-
rief van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld.

Maatstaf.	Bedrag. Fr. C.	Thans bestaande rechten krachtens het tractaat van 1891.
-----------	-------------------	---

uit 49 (vervolg)	Slijpsteen en lithographiesteen, ruw of gepolijst	vrij.	»
uit 50	Zeevisch, versche	vrij.	»
uit 51	Gasdistilleerkolven en allerlei smeltkroezen	vrij.	»
	Gemeen aardewerk, niet genoemd	100 kil. 1 25	»
		of, ter keuze der invoerders, Waarde 10 t. h.	»
	Plateelwerk en porselein, niet genoemd	Waarde 10 t. h.	»
uit 53	Schelkundige voortbrengsels, hieronder opgegeven :		
	Sodazwavelzouten en sodazwavelachtige zouten (Glauber- zout, enz.), gekristalliseerd en verkalkt, zelfs gemengd met zwavelzuur of andere zuren; allerlei potaschzouten (kool- zure, chroomzure, salpeterzure, zuringzure, bijtende po- tasch, enz.); soda, verkalkte en gekristalliseerde; sodakie- zelzuurzout (waterglas); alizarine, aniline--olie, aniline- zout en andere strengolentestoffen; loodazijnzuurzout en loodonderazijnzuurzout (loodsuiker en loodazijn); chloor van potassium; chloor van magneesium (magnesia-zout); menie(rood loodoxyde); zwavelzuur, rookend zwavelzuur zwavelzure, chloorhyhydrine (chloorsulfonzuur), zwavel- zure, anhydride; zwavelzink (lithopone); aluin, ook chromaluin; zuringzure; wijnsteenzuur; kunstmatige aluinaarde, aluinaarde-hydraat, verkalkte aluinaarde; chro- miniumzure soda; bijtende soda; ammoniakzouten; chloorbarium; tinbereidingen zonder alcohol; looizuur; gezuiverde glycerine; jodiumbereidingen, zonder alco- hol; zilverzouten	vrij	
uit 54	Verschillende benodigheden voor de nijverheid, hierna aan- gegeven	Waarde 3 t. h.	»
	Metalen toebehooren, bestemd om vastgehecht te worden aan voorwerpen van mandenmakers- en zadelmakers- werk, aan reiskoffers, valiezen en ander gelijkaardig reis- goed.		
	Bestagwerk, versirringvoorwerpen of sloten van metaal, andere dan van goud of zilver, voor albums, tashjes, juweelkistjes, zakboekjes, boekomslagen, sigarenkokers, tashjes voor visitekaartjes, geldbeugels, enz.		
	Asbest (amiant) onder den vorm van karton, vilt, schijven en platen, alsmede gevlochten touwen en weefsels van amiant, al of niet verbonden met caoutchouc, katoen of metalen bestagwerk, gekeud onder den naam van machine- pakking.		
	Allerlei bobijnen tot het opwinden van naaigaren, voor den verkoop in 't klein.		
	Gespen, van koper, van chrysocal en van vertind of verlakt ijzer, alsmede dubbelknoopen en ander klein toebehooren van vertind of verlakt ijzer, bestemd tot het vervaardigen van ransels, ranselriemen, gordels, enz., voor krijgsmid- delingen.		
	Knoopen van papierdeeg, bestemd tot het vervaardigen van schoeisels.		
	In elkander vallende sluitknoopen bestemd tot het vervaar- digen van handschoenen, geldbeugels, enz.		
	Geraamten van ijzer- of geelkoperdraad voor hoeden, mut- sen, enz.		
	Aardpekachtig karton voor daken en met berghars door- trokken vilt.		
	Celluloid in bladen of staven.		
	Kettinkjes, hartjes en kruisen van staal, koper, nieuwzilver, hout of paarlemoer, alsmede paarlen van staal, paarlemoer of glas (er onder begrepen glasvloed) voor paternosters, halsnoeren of andere sieraden.		
	Samet gekneede kool, onder den vorm van rollen, staafjes, stukken, kaarsen, stiften, platen, bladen of blokken, enz., voor electrische toestellen, alsmede onder den vorm van rollen voor filters.		

Nummer van het
Belgisch tolla-
rief van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld

Maatstaf. Bedrag.
Fr. C.

Thans
bestaande
rechten
krachtens
het traactaat
van 1891.

uit 54 (vervolg) Snaren, van darmen of metaal, voor muziekinstrumenten.

Ontploffers en electrische zondkruitlonten met ontploffers,
dienende tot het opvlammen van het dynamiet in de mijnen
en steengroeven.

Gevilt rollaken voor het drukken.

Gesneden of toebereide walvischbaarden en kunstig nagemaakte
baleinen van hoorn.

Benoodigdheden voor uurwerken en pendulen.

Benoodigdheden voor regen- en zonnescermen.

Pianosamenstellingen, niet gansch volledig, en toetsen voor
pianos.

Loovertjes van geleistof of van metaal, alsmede paarlen van staal,
paarlemoer of glas, voor borduur- en passmentwerk, enz.

Samengekneet houtdeeg, al of niet geveulcaniseerd, onder den
vorm van staven, bladen, platen of buizen.

Platen van ivoor, schildpad, verhard hout, celluloid, enz., al of
niet versierd en geïncrusteerd, bestemd tot het vervaardigen
van boekomslagen.

Gevilt haar bestemd tot nijverheidsgebruiken.

Oogjes van knopen van alle soort.

Randen voor plakaten, voor plaatijzer, bloot of in eene enkele
kleur geschilderd.

Veeren voor dameskleeren of snoerlijven, niet overtrokken, be-
stemd om aan de lijven der kleeren eenige stijfheid te geven.

Rotting en peddig, gereten of niet gereten, geveul of geveulnist;
rotting, bewerkt en gerveulnigmaakt voor regen- en zonne-
schermstokken.

Koppen, van hout, porselein, was, karton, pleister, enz., bestemd
tot het vervaardigen van poppen.

Buizen en pijpen van caoutchouc, met of zonder toevoeging van
andere stoffen.

uit 55 Schilderijen in oliedruk vrij. ,

Drukwerken 100 kil. 18 » ,

Werken in steendruk, kleurensteendruk, photolithographie, kleu-
rendruk, phototypographie, lichtdruk, zincographie, of andere
nadrukken van teekeningen of gravuren op hout, metalen of
steenen, niet afzonderlijk genoemd :

In eene of twee kleuren :

Op kaart of karton 100 kil. 18 » ,

Op papier 100 kil. 35 » ,

In meer dan twee kleuren :

Op kaart of karton 100 kil. 30 » 40

Op papier 100 kil. 60 » 70

Prenten- of tekeningsalbums en- boekjes :

Gedrukt, gekleurd of niet met het penseel of met de plaat . . . 100 kil. 25 » 30

Alle andere 100 kil. 60 » 70

uit 57 Ceresine vrij. ,

uit 62 Verf- en kleurstoffen (a), uitgenomen blink, olieverniss en ultra-
marijn vrij. ,

(a) Met inbegrip van door chemische behandeling verkregen
kunstmatige verfstoffen, namelijk kunstmatig indigo.

Nummer van het
Belgisch tolta-
rief van kracht
ten tijde der
sluiting van het
verdrag.

Benaming der waren.

Invoerrechten
door den toegevoegden tekst
voorgesteld.

Maatstaf.	Bedrag.	Thans bestaande rechten krachtens het tractaat van 1891.
	Fr. C.	

uit 64	Weefsels van katoen, met zijde gemengd, waarin katoen de hoofdstof is volgens het gewicht, niet inbegrepen de dekkleeden die na het weven eene andere bewerking dan eenvoudig zoom- men hebben ondergaan.	100 kil.	400 »	500
		of, ter keuze des invoerders, waarde 15 t. h. 15 t. h.		
	Weefsels van katoen : Alle andere weefsels, niet inbegrepen de dekkleeden die na het weven eene andere bewerking dan eenvoudig zoomen hebben ondergaan.	waarde	15 t. h.	»
	Weefsels van wol, wegende minder dan 200 gram per vier- kanten meter.	waarde	15 t. h.	»
	Weefsels van wol : Alle andere weefsels, niet inbegrepen de dekkleeden die na het weven eene andere bewerking dan eenvoudig zoomen hebben ondergaan	waarde	10 t. h.	»
	Weefsels van vlas : Alle andere weefsels, met inbegrip van afge- sneden en enkel gezoomde zakdoeken.	waarde	10 t. h.	»
	Fluweel en pluis van zijde, gemengd met andere weefstoffen, waarin zijde de hoofdstof is volgens het gewicht doch niet 75 t. h. overtreft.	100 kil.	700 »	»
		of, ter keuze des invoerders, waarde 15 t. h. »		
	Linoleum	waarde	15 t. h.	»
<i>Aanmerking.</i> — De gemengde weefsels van alle soort beta- len de rechten der weefsels volgens de soort, op voet der hoofdstof naar het gewicht. Worden enkel als gemengd beschouwd de weefsels welke meer dan 5 t. h. andere weefbare stoffen bevatten dan die welke de hoofdstof ervan uitmaakt.				
uit 65	Zaden, de oliezaden niet inbegrepen ; houtdeeg.	vrij.		»
uit 66	Flesschen, fleschjes, groote flesschen, glazen ballons of vervoer- flesschen :			
	Van wit of halfwit glas	100 kil.	2 »	10 t. h.
	Andere	100 kil.	1.50 (1) 1 fr. of 10 t. h.	
	Groote flesschen, glazen ballons of vervoerflesschen, omvlochten of wel bevat in korven van teen of van andere dergelijke stof.	100 kil.	4 »	waarde 10 t. h.
	Gemeen glaswerk : Andere voorwerpen dan flesschen, fleschjes, groote flesschen, glazen ballons of vervoerflesschen	100 kil.	1 »	»
		of, ter keuze des invoerders, waarde 10 t. h. »		
	Glaswerk, ander, uitgenomen spiegel- en vensterglas, vloer- platen, tegels en dakpannen	waarde	10 t. h.	»
uit 67	Vetteleverpastei.	100 kil.	60 »	»
68	Wijn.			
<i>Aanmerkingen.</i> — 1. Voor Duitse witte wijnen zullen in zake tolbehandeling en accijnsrechten, al de begunsti- gingen gelden die mochten worden toegegeven voor andere vreemde wijnen, inzonderheid voor roode wijnen van om het even welken oorsprong.				
2. De tol- en accijnsrechten voor stille witte wijnen op flesschen zullen niet meer dan 40 frank per hectoliter het bedrag der tol- en accijnsrechten voor wijnen op vaten overtreffen.				
uit 70	Rijwielen en rijwieldeelen	Waarde	12 t. h.	»
		Nieuw tarief.	Huidig tarief.	
			Waarde 10 t. h. en 100 kil.	
	(1) Andere	100 k. 1.50	of, ter keuze des invoerders waarde 10 t. h.	

Navolgende tabel toont tegenover de aanslagen van tarief B (Rechten bij invoer in Duitschland), het nieuwe stelsel aan voorzien door het nieuw algemeen Duitsch tarief.

Het teeken (*) wijst de waren aan voor dewelke de bekomene toevermindering ten minste 25 t. h. bedraagt van het recht bepaald in het algemeen tarief.

Die tabel werd aangevuld met de aanduiding van de lagere rechten door Duitschland voor sommige waren toegestaan aan andere landen dan België.

TARIEF B.

Tolrechten bij invoer in het Duitsche tolgebied

Het in dit tarief bedoeld Duitsch algemeen tarief is het toltarief van 23 December 1902, zooals het door de wet van het Duitsche Rijk van dien zelfden dag werd vastgesteld.

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
* uit 23	Aardappelen, versche, van 15 Juni tot 31 Juli	1 »	2 50
* uit 26	Cichorei (cichoreiwortelen), ook in stukken, gedroogd	0 80	2 »
uit 33	Keukengroenten, versche :		
*	Asperges	vrij	20 »
*	Bloemkool, ajuin et witloof	vrij	4 »
38	Boomen, wijnstokken, heesters, struiken, scheuten ter verplanting, en andere levende gewassen, met of zonder aardklompen, ook in potten, tobben of kisten; enten :		
*	Cycasstammen, zonder wortelen of bladeren; palmboomen; lau- rierboomen; Indische azalea's; wondplanten.	vrij	{ en 15 »
*	Rozelaars	12 »	
	Niet afzonderlijk genoemd :		
*	Planten in potten	10 »	30 »
*	Planten zonder aardklompen	6 »	20 »
*	Andere	5 »	15 »
* uit 45	Tafeldruiven (trossen en beziën), versche, ingevoerd als postpak- ketten van ten hoogste 5 kilogr.	vrij	20 »
uit 47	Appelen en peren, versche :		
*	Onverpakt, van 1 September tot 30 November.	vrij	{ 2 50 en vrij
*	Verpakt	5 »	
* uit 62	Cichorei (cichoreiwortelen), gebrand (geroost), ook gemalen, zon- der bijvoeging van andere stoffen	4 »	10 »
* 92	Runschorsen, ook gemalen	vrij	1 50
uit 100	Paarden van zoogenaamd Vlaamsch, Brabantsch of Ardeensch ras (reines Kaltblut) :		
*	tot 1000 mark waard per kop	per kop, 50 »	90 »
*	meer dan 1000 tot 1500 mark waard per kop	75 »	180 »
	gespeende veulens, die tot den 31 December van hun geboorte- jaar worden ingevoerd	30 »	30 »
	zoogveulens, die de moeder volgen	vrij.	vrij.

Aanmerking. — De paarden, die tegen de verminderde rechten mogen ingevoerd worden, moeten zijn uitsluitend van zuiver Vlaamsch, Brabantsch of Ardeensch ras, of wel door kruising van die rassen onder elkander gewonnen.

Om de verminderde rechten te genieten, moeten de invoerders, voor elk paard, een door een Belgischen Staatsambtenaar afgeleverd getuigschrift voorleggen, waaruit blijkt dat het dier uitsluitend van Vlaamsch, Brabantsch of Ardeensch ras is, of wel door kruising van die rassen onder elkander werd gewonnen.

De Regeeringen van beide Partijen zullen zich omtrent de aanwijzing der ambtenaars, met de aflevering van bedoelde getuigschriften belast, en omtrent de wijze van aflevering van die getuigschriften verstaan. Bij twijfel, behouden de Duitsche overheden het recht om na te gaan of het ingevoerde paard de voor begunstigde behandeling vereischte kenteekens en eigenschappen vertoont.

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

uit 25 Versche aardappelen :

van 15 Februari tot 31 Juli	1
van 1 ^o Augustus tot 1 ^o Februari	vrij.

uit 45 Tafeldruiven, versche, anders ingevoerd

uit 47 Appelen en peren, versche :

onverpakt, van 1^o December tot 31 Augustus

uit 100 Paarden van ras (reines Kaltblut) : (1)

tot 1,000 mark waard per kop	50
meer dan 1,000 tot 1,200 mark waard per kop	72
meer dan 1,200 tot 1,500 mark waard per kop	75
meer dan 1,500 tot 2,500 mark waard per kop	120

Andere : (2)

tot 1,200 mark per kop	72
meer dan 1,200 mark per kop	120

(1) De verminderingen die overtreffen hetgeen verleend is geworden voor de paarden van zoogenaamd vlaamsch, brabantisch en ardeensch ras, zijn toepasselijk op die paarden krachtens de bepaling voorkomende in artikel 5 van het toegevoegd verdrag, onder n^o 6 van cijffer 1.

(2) De verlaagde rechten van 72 en 120 mark vergoed voor de *andere* paarden zijn ook toegekend voor de andere paarden door België ingevoerd, dan die van vlaamsch, brabantisch of ardeensch ras.

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
* uit 110	Gevogelte, gedood, ook stukgesneden, niet toebereid.	20 „	50 „
uit 115	Visch, al of niet levend, versch, ook door bevrozing verduurzaamd : andere dan karpers.	vrij.	vrij.
uit 119	Zeeschelpvisch, levend of wel enkel afgekookt of ingezouten, ook van de schelpen ontdaan :		
		per 100 kilogr. ruw gewicht.	
*	Oesters	65 „	100 „
	Mosselen	vrij	vrij
uit 123	Zeekreeften, al of niet levend, ook enkel afgekookt of ingezouten ook van het ruggeschild ontdaan :		
		per 100 kilogr. ruw gewicht.	
*	hommers en zeesprinkhanen.	65 „	100 „
	garnaal	24 „	24 „
		per 100 kilogr.	
* uit 136	Eiers van gevogelte, rauw of enkel in de schaal gekookt, ook geverfd, beschilderd of anderszins versierd.	5 „	6 „
* 163	Rijst, geglansd.	4 „	6 „
uit 166	Vette oliën op vaten, in het algemeen tarief niet afzonderlijk ge- noemd.	9 „	10 „
* uit 172	Oleïne	5 „	4 „
uit 227	Kalk, gebrande, gebluschte; kalk, natuurlijke phosphoorzure. .	vrij.	vrij.
* 230	Portlandcement, Romeinsch cement, pouzolaancement, magne- siacement, slakkencement en andere dergelijke cementen, met of zonder bijvoeging van kleurstoffen of andere stoffen, ongemalen (cementsteen, cementgruis, enz.), gemalen, gestampt; ook gemalen kalk.	vrij	0 50
233	Schaliën :		
*	ruwe schalieblokken	vrij.	0 25
	ruwe schalieplaten, ruwe tafelschaliën.	1 „	1 25
	<i>Aanmerking.</i> — Meer dan 20 centimeter dikke schalieplaten hoeven als schalieblokken behandeld.		
	dakschaliën	0 75	1 25
uit 234	Steenen (uitgenomen schaliën en kasseien), ruw of enkel ruw behouwen, ook gezaagd, doch hoogstens langs drie zijden, of wel in niet gespleten, niet gezaagde (gesneden) platen; gemalen steen, in het algemeen tarief niet afzonderlijk genoemd	vrij.	vrij.
	<i>Aanmerking.</i> — Blokken die, met het ook op de verzending, door middel van den punthammer of den puntbeitel ontdaan zijn van alle nuttelooze deelen, worden als enkel ruw behouden steen behandeld.		
uit 238	Steenkolen, anthraciet; coke, ook gemalen, en steen-briquettes. .	vrij.	vrij.
* 294	Zwavelzure natron (Glauberzout, natriumsulfaat) en zure zwavel- zure natron (dubbelzwavelzure natron, natriumbisulfaat). . . .	vrij.	0 25
* 298	Zwavelzuur koper en mengsel van zwavelzuur koper en zwavel- zuur ijzer.	vrij.	2 „
* uit 324	Loodwit	vrij.	1 „
* 326	Zinkoxyde (zinkwit en zinkgrijs), zwavelzink (lithopone) . . .	vrij.	2 „
328	Verfhoutuittreksel (verfhoutextracten); ook uittreksels uit andere plantaardige verfstoffen :		
	vloeibare	2 „	2 „
	vaste	4 „	4 „
* uit 329	Krijt, uitgewasschen; ook met den borstel of anderszins tot fijn poeder gebracht krijt	0 50	0 40
332	Met zuren behandelde, phosphoorhoudende meststoffen (superphos- phaten), ook met andere stoffen vermengd	vrij.	vrij.

Benaming der waren.		Lagere tolrechten aan andere landen verleend.
uit 110	Gevogelte, gedood, ook stukgesneden, niet toebeleid	14
	doospekt of anders eenvoudig toebeleid	20
uit 115	Doodde karpers	10
	levende karpers voor vijvers	vrij
uit 136	Eiers van gevogelte, rauw of enkel in de schaal gekookt, ook geverfd, beschilderd of anders versierd.	2
uit 253	Dakschaliën	0,65

Nummer van het Duitseh algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
		Mark.	Mark.
* uit 375	Lijn, allerlei (uitgenomen eitwillijn), vaste (uit 422/4) Garen van wol of ander dierenhaar, ook met plantaar- dige weefstoffen of weefdraden, uitgenomen katoen, gemengd, niet onder N ^o s 417 tot 421 van het algemeen tarief vallend :	5 „	5 „
422	Kamgaren, ruw :		
	enkel	8 „	8 „
	twee- of driedraads getweernd	10 „	10 „
	vier- of meerdraads getweernd,	24 „	24 „
423	Kamgaren, gebleekt, geverfd, bedrukt :		
	enkel	12 „	12 „
	twee- of driedraads getweernd.	18 „	18 „
	vier- of meerdraads getweernd	24 „	24 „
uit 424	Kaardgaren, ruw, enkel	8 „	8 „
	<i>Aanmerking.</i> — Grisaillegaren (garen van kunstwol), enkel, hoeft niet als geverfd, doch als ruw behandeld. Door grisaillegaren wordt verstaan : garen welk gansch of ge- deeltelijk bestaat uit veelkleurigen of slechtgekleurden afval die aan het garen eene dofte of onduidelijke kleur geeft, waarbij het niet gebruikt kan worden, noch in strengen, noch in weefsels, zonder opnieuw te worden geverfd. Grisaillegaren, waarin ten hoogste 5 t. h. katoen is, wordt als onge- mengd grisaillegaren behandeld.		
uit 432	Weefsels van draden van wol of ander dierenhaar, ook met plan- taardige weefstoffen of weefdraden gemengd, niet onder num- mers 427 tot 451 van het algemeen tarief vallend :		
*	viltdoek van wol, zonder eind geweven, ruw, tot het maken van hout-, celstof- of stroodeeg en van papier	80 „	135 „
	weefsels, waarvan de vierkante meter weefselvlak meer dan 200 en tot 700 gram weegt	150 „	175 „
* uit 433/5	Grove katoenen weefsels, ruw, in stukken waarvan de lengte en de breedte niet meer dan 65 centimeter bedragen, zoogenaamde dweilen, met een inslag uitsluitend van katoenafval, ook gerouwd, gezoomd en in verbinding met andere weefstoffen of enkele geverfde weefdraden (uit 433, 436 en 437). Katoenen beddedekens, wegende 80 gram of meer per vierkanten meter, met 35 draden of minder in ketting en inslag samen per 5 millimeter in het vierkant, ook afge- snoeden, gerouwd, gezoomd of met aangewezen franjes :	7 50 {	120 en 50 „
uit 435	ruw	50 „	50 „
uit 436	toebereid (geappreteerd), gebleekt.	60 „	70 „
uit 437	geverfd, bedrukt of bont geweven (en 472/4). Linnengaren (garen van vlas of vlaswerk), ook gemengd met jute, doch zonder bijmenging van andere weefstoffen :	80 „	100 „
472	enkel ruw :		
	tot n ^o 8 Engelsch	5 50	6 „
	boven n ^o 8 tot n ^o 14 Engelsch	6 „	7 „
	boven n ^o 14 tot n ^o 20 Engelsch	8 50	7 50
	boven n ^o 20 tot n ^o 35 Engelsch	9 50	10 „
	boven n ^o 35 tot n ^o 75 Engelsch	12 „	13 „
	boven n ^o 75 Engelsch	vrij.	vrij.
uit 473	enkel, gebleekt :		
	tot n ^o 20 Engelsch	12 „	13 „
474	twee- of meerdraads (getweernd), ruw, gebleekt, geverfd, gedrukt.	36 „	36 „

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief
		— Mark.	— Mark
uit 481	Jutegaren zonder bijmenging van andere weefstoffen, enkel of meerdraadsch, ruw :		
	tot n ^o 8 Engelsch.	4 »	5 »
	hoven n ^o 8 tot n ^o 14 Engelsch	5 »	6 »
uit 483	Garen van weefstoffen uit afdeeling 5 D van het algemeen tarief zonder bijmenging van katoen of dierlijke weefstoffen, voor kleinhandel gemaakt, twee- of meerdraadsch (getweerd)	60 »	70 »
484	Kabels, touwwerk, touwen, bindgaren (alleen door het samen- wringen van touwdraden [-terk enkel touwgaren], verkregen, niet getrensde touwslagerswaren) van weefstoffen uit afdee- ling 5 D van het algemeen tarief, zonder bijmenging van katoen of dierlijke weefstoffen :		
	met 5 millimeter of meer middellijn.	10 »	10 »
	met meer dan één, doch minder dan 5 millimeter middellijn, ook voor den kleinhandel gemaakt	22 »	24 »
uit 487	Vloerkeeden, ingevoerd in stukken, tot verkoop aan den meter, of afgesneden (zonder naaiwerk), van losse, gewrongen of versponnen jute- of koko-vezels, ook gemengd met andere plantaardige weefstoffen of weefdraden of wel met rundvee- haar of draad daarvan, voor zooveel zij onder n ^o 427 van het algemeen tarief niet vallen, geweven :		
	geverfd, bedrukt, hont geweven, gefatsoeneerd	34 »	30 »
	andere; ook dekens van geteerd touwwerk, geteerde vloerkeeden. (uit 492/5) Effen, dichte weefsels van vlas of vlaswerk, ook ge- mengd met andere weefstoffen uit afdeeling 5 D van het al- gemeen tarief of wel met paardenhaar, doch zonder bijmen- ging van andere dierlijke weefstoffen of katoen, die niet onder n ^o 486 tot 491 van het algemeen tarief vallen :		
uit 492	ruw :		
	met, in ketting en inslag samen, per 2 centimeter in het vier- kant :		
	tot 40 draden	12 »	14 »
	van 41 tot 80 draden	24 »	28 »
	van 81 tot 120 draden.	36 »	40 »
	meer dan 120 draden	60 »	65 »
uit 493	gebleekt, geverfd, bedrukt, hont geweven :		
	met, in kettingen inslag samen, per 2 centimeter in het vierkant:		
	tot 120 draden.	60 »	65 »
	meer dan 120 draden	120 »	120 »
uit 496	Paklonnen van jute, zonder bijmenging van andere weefstoffen uit afdeeling 5 D van het algemeen tarief, ruw, met, in ketting en inslag samen, per 2 centimeter in het vierkant, tot 40 draden.	10 »	12 »
uit 504	Wasdoek, grof, met glad bovenvlak of bedrukt of geperst; lederdoek, pakdoek, op papier geplakt; ander dan grof wasdoek, uitgenomen wasmousseline en wastaf	30 »	30 »
uit 519	Korsetten van weefsels van katoen, ook gemengd met andere plant- aardige weefstoffen	300 »	350 »
uit 520	Korsetten van weefsels van vlas of vlaswerk	300 »	350 »
	<i>Aanmerking bij n^o 519 en 520.</i> — Voor die korsetten wordt geen toelapgebt gevegd als zij versierd zijn met kant of borduur- werk, al zij dit zelfs geheel of gedeeltelijk van zijde		
uit 527	Grove schoenen van dichte weefsels van jute, ook gemengd met vlas en met enkele katoenen weefdraden, met aangenaamde zolen van meengenaamd vlechtwerk van werk van hennep of jute, ongevoerd, ook in verbinding met overlakt leder (zoogenaamde espadrillen).	25 »	70 »

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief — Mark
* uit 545	Leder, 7de ruggenstukken erin begrepen, het stuk hebbende een zuiver gewicht van meer dan 5 kilogram, tot het vervaardigen van drijfriemen met toelatingsbewijs onder nazicht over het gebruik.	22 „	30 „ en 36 „
uit 556	Schoenen van leder, allerlei, ook van behaarde huiden of wel van huiden van visschen of kruipdieren, met andere dan houten zolen :		
*	het paar wegende meer dan 1,200 gram	60 „	85 „
*	het paar wegende meer dan 600 tot 1,200 gram	80 „	120 „
*	het paar wegende 600 gram of minder.	90 „	180 „
557	Drijfriemen en reepen voor drijfriemen van allerlei leder, alsmede van ruwe onthaarde huiden, ook met onderlagen of tusschenlagen van grove weefdraadwaren of vilt	50 „	60 „
uit 560	Waren van leder voor spinnerij en weverij, voor zooveel zij door verbinding met andere stoffen niet onder hoogere tolrechten vallen :		
*	Naairiemen; slagriemen; riemen voor vóorspinmachines; ledereen snoeren.	50 „	80 „
	Kaarderuggen, kaardebanden; bladen voor vliegwielen; reepen en bladen voor schietdrijvers; moffen voor vóorspinmachines en spoelraderen :		
	het stuk wegende, zuiver gewicht, 2 kilogram of meer	50 „	65 „
	het stuk wegende, zuiver gewicht, minder dan 2 kilogram.	65 „	80 „
uit 574	Slangen van buigzaam caoutchouc :		
	voor voertuigwielbanden	60 „	60 „
	andere van caoutchouc, uitgenomen die voor stelen van kunstbloemen; van caoutchouc met onderlagen van plantaardige weefstoffen; van plantaardige weefstoffen, met caoutchouc gedrenkt of overtrokken of wel door tusschenlagen van caoutchouc verbonden; van caoutchouc met weefdraden omvlochten of omsponnen; al die slangen ook in verbinding met onedele metalen of legeringen van onedele metalen	40 „	40 „
575	Drijfriemen van weefdraadwaren, met caoutchouc gedrenkt of vertrokken, of wel met onderlagen of tusschenlagen van caoutchouc; van caoutchouc met onderlagen of tusschenlagen van weefdraadwaren.	40 „	50 „
578	Banden van caoutchouc voor voertuigwielen; ook kappen voor de slangen, bestemd voor de voertuigwielen, van weefdraadwaren, met caoutchouc gedrenkt of overtrokken of wel door tusschenlagen van caoutchouc verbonden	60 „	60 „
uit 579	Anderszins in het algemeen tarief niet genoemde waren van buigzaam (ook ge vulcaniseerd) caoutchouc of wel daarmede gansch of gedeeltelijk overtrokken, voor zooveel zij, door verbinding niet onder hoogere tolrechten vallen :		
	onverlakt, ongeverfd, onbedrukt; caoutchoucplaten met in- of opgeplette weefdraadwaren of wel met in- of opgelegd vilt; zuigerpakkingen, werkhussenpakkingen en dichtsnoeren van grove weefdraadwaren, weefdraden of vilt in verbinding met caoutchouc of met stearinezuur, talk, smeer of asbest, alsmede andere zuigerpakkingen en dichtsnoeren van soortgelijke samenstelling . (uit 625/6). Meubels en Moubeldeelcn, grove (niet opgevuld), niet belegd :	40 „	40 „
625	van zacht hout :		
*	ruw	6 „	8 „
	bewerkt	10 „	12 „

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

uit 536	Schoenen van leder, allerlei, enz. :	
	Overleeren van alle slach.	80
	Pantoffels en huisschoenen, om 't even hoeveel wegende . . ,	69

uit 823	Van zachthout :	
	Ruw	4 50

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht. per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
		Mark.	Mark.
uit 626	van hard hout, uitgenomen meubels en meubelgedeelten van gebo- gen massief hout :		
	ruw	12 »	12 »
	bewerkt	14 »	15 »
uit 628	Holsblokken, ruw, ook met riemen van ongeverfd of enkel gezwart leder	3 »	3 »
* uit 629	Holsblokken, door middel van rook of brandig houtzuur gezwart of bruin gemaakt, ook met riemen van ongeverfd of enkel gezwart leder	3 »	12 »
uit 633	Opge vulde meubels, ook met andere dan houten gestellen, voor zooveel zij niet, door hunne verbindingen, onder hoogere tol- rechten vallen, met overtreksel :		
	van weefdraadwaren, gansch of gedeeltelijk van zijde, van kant, borduurwerk, weefdraadwaren met opgenaaid werk, fluweel of pluis, fluweel- of pluisachtige weefsels; van leder	50 »	60 »
* 634	Pakpapier, in het deeg geveerd, ook langs eene zijde geglad . .	5 »	4 »
* 635	Papier, niet onder andere nummers van het algemeen tarief val- lend met inbegrip van kartonpapier, ook gelinieerd, perka- mentachtig of gekorrelt	6 »	10 »
	<i>Aanmerking bij n^o 634 en 635.</i> — Ook wanneer het met aanwijzingen nopens het gebruik, aanprijzingen van de waren, teekeningen of iets dergelijks bedrukt is, wordt pakpapier vol- gens n ^o 634 of 635 in verhouding tot de hoedanigheid vertold.		
636	Gekleurd papier, erin begrepen met krijt, loodwit of dergelijke stoffen overstreken of van metaaldruk voorzien papier; verlakt papier; met glimmer- of glasgruis, metaalpoeder of wolstof overdekt papier; papier met gestreken, opgelegd of galvano- plastisch metaalovertrek, alsmede papier verguld of verzilverd op snee	8 »	10 »
* uit 660	Behangselpapier en hoorden van behangselpapier, allerlei, noch verguld, noch verzilverd, noch gebronsd, noch geperst, noch fluweelachtig	12 »	24 »
665	Peperhuisjes, zakjes, zakken, vouwzakjes, vouwdoozen en derge- lijke inhouders, ook brievenomslagen, al of niet bedrukt :		
	zonder verbinding met andere stoffen	12 »	18 »
	in verbinding met weefdraadwaren, gelatine, stanniool, metaal- papier of soortgelijke stoffen	20 »	50 »
* uit 680	Polijstbare kalksteen, langs meer dan drie zijden gezaagd, die niet gezaagde zijde ruw of enkel ruw behouwen	0 25	0 30
	<i>Aanmerking.</i> — Bij steenen van dien aard worden de zijden, die met de schroeflijn gesneden zijn, niet als gezaagd doch als ruw beschouwd, voor zooveel de trekken van de schroeflijn her- kenbaar zijn of de invoerder bewijst dat wel de schroeflijn werd gebruikt.		
* 681	Kasselen	0 20	0 40
* uit 682	Platen van marmer, gezaagd (gesneden) of gespleten, noch gesle- pen, noch geschaafd, noch gepolijt, noch met glazuur over- trokken	2 50	5 50
	<i>Aanmerking bij n^o 682.</i> — Platen van meer dan 16 centimeter dikte hoeven, volgens hunne soort, naar n ^o 680 vertold.		
uit 685	Steenhouwerswerk van polijstbare kalksteen, ongeslepen, onge- zaagd, ook in verbinding met onverlakt, ongepolijst hout of ijzer, effen, niet geprofileerd werk, niet afgedraaid, niet ver- sieraad :		
	enkel met den punthamer of den puntbeitel bewerkt	0 50	1 25
	andere	1 »	1 25
	<i>Aanmerking.</i> — Dergelijk steenhouwerswerk hoeft ook dan als niet versieraad, beschouwd, wanneer het, gansch of gedeelte- lijk, gefrijnd is of wel gebikt met eene eenvoudige frijnlust. In beide gevallen mag de steen gefrijnd zijn in regelmatige lijnen, die echter geene teekening vormen.		

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

uit 626 van hard hout :

ruw	10
bewerkt } van gebogen hout	10
} andere	12

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
uit 714	Baksteen van steenaarde die zich onder het branden kleurt, ongebrand, onverglaasd, niet onder n ^o 715 van het algemeen tarief vallend :		
*	ruwe (baksteen voor metselwerk)	0 05	0 10
*	gladde (bekleedingsteen)	0 05	0 10
uit 716	Vloerplaten, 3 centimeter of meer dik, van klei of gemeene ijzeraarde, eenkleurig, onverglaasd of verglaasd	0 50	0 50
	<i>Aanmerking.</i> — Vloerplaten, 3 centimeter of meer dik, van klei of gemeene ijzeraarde, worden, wanneer zij veelkleurig zijn, als veelkleurige vloertegels vertold (n ^o 728).		
*	725 Smeltkroezen, retorten, moffels, kokers, buizen, cylinders, platen, pijpen en andere niet als steenen te beschouwen, gevormde, vuurvaste producten van klei of kleimassa onverglaasd of verglaasd; ook smeltkroezen van magnesiacement of speksteen	1 50	2 „
uit 728	Vloertegels van klei of gefrit kleideeg, ook de minder dan 3 centimeter dikke vloerplaten van klei of gemeene ijzeraarde, onverglaasd of verglaasd, effen of versierd :		
	eenkleurig	2 „	2 „
	veelkleurig	4 „	4 „
* uit 733	Isolatoren van wit porselein tot electrische doeleinden. (uit 737/40) : Holglas :	10 „	14 „
uit 737	noch geperst, noch geslepen, noch gepolijst, noch slijngeslepen, noch gesneden, noch geëlst, noch met teekeningen versierd : de 100 kgr. ruw gewicht : wit (ook halfwit) doorzichtig, ook met enkele ringen van massief wit (of halfwit) glas	8 „	„
738	enkel met geperste bodems, of met stoppen, gefatsoeneerd of versierd door het slijpen, het persen, enz. :		
*	gekleurd of ondoorzichtig wit, ook gevoerd met gekleurd of ondoorzichtig wit glas	15 „	24 „
*	ander	12 „	20 „
739	anders geperst, geslepen, gepolijst, slijngeslepen, gesneden, geëlst of met teekeningen versierd :		
*	gekleurd of ondoorzichtig wit, ook gevoerd met gekleurd of ondoorzichtig wit glas	15 „	50 „
*	ander	12 „	24 „
740	geschilderd, verguld of verzilverd, ook versierd met teekeningen in koud of onder het bakken aangebrachte kleuren. (uit 741/3). Spiegel- en tafelglas, niet anderzins in het algemeen tarief genoemd :	20 „	36 „
741	noch geslepen, noch gepolijst, noch gesneden, noch met teekeningen versierd, noch geribd, noch geschubd, noch gebogen, noch dof gemaakt, noch geëlst, noch bevangen, noch gefacetteerd, noch belegd : niet geleverd, niet ondoorzichtig :		
	spiegelglas, gegoten of geblazen	4 „	4 „
*	ruw glas (ruw gegoten platen), meer dan 5 millimeter dik, ook geribd	5 „	4 „
	tafelglas, met inbegrip van 5 millimeter of minder dik ruw glas, dit laatste ook geribd, wanneer eenvoudige hoogte en eenvoudige breedte samen bedragen :		
*	120 centimeter of minder	6 „	8 „
	meer dan 120 en tot 200 centimeter	8 „	10 „
	meer dan 200 centimeter	10 „	12 „
uit 745	Spiegelglas, gepolijst, en gegoten platen, gepolijst	24 „	24 „

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

ex. 741 Spiegelglas, gegoten of geblazen. 5

Nummer an het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
(uit 778/829) IJzer en ijzerlegeeringen :			
uit 778	Buizen, met inbegrip van gefatsoeneerde buizen, van niet hamerbaar ijzer, meer dan 7 millimeter dik, ruw <i>Aanmerkingen.</i> — 1° Worden als gefatsoeneerde buizen beschouwd : gebogen buizen, elleboogvormige buizen, T-buizen, kruisvormige buizen en anderen buizen met soortelijke vormen. 2° Buizen en gefatsoeneerde buizen van niet hamerbaar gegoten ijzer worden als ruw beschouwd, zels wanneer zij met teer overstreken of bekleed en op enkele plaatsen afgevijs zijn.	2 50	3 »
782	Niet hamerbaar gegoten ijzer, anderszins in het algemeen tarief niet genoemd, ruw : het stuk wegende, zuiver gewicht : meer dan 100 kilogram meer dan 40 tot 100 kilogram 40 kilogram of minder.	2 50 3 » 3 50	2 50 5 50 5 »
uit 794	Buizen, geplet of getrokken, niet ander nr 793 van het algemeen tarief vallen, ruw, 2 millimeter of meer dik	5 »	6 »
uit 796	Wisselspoorstaven, kruisstukken van hamerbaar ijzer, ook geponst en aan den voet uitgeklonken; spoorwegdwarsligger, spoorweglaschplaten en spoorwegonderlegplaten	2 50	2 50
797	Spoorwessassen, ijzer voor spoorwegwielen (naven, wielbanden, wielgestellen, wielkransen), spoorwegwielstellen.	2 50	3, »
uit 798	Hamerbaar gegoten ijzer, gesmede stukken en andere waren van hamerbaar ijzer, anderszins in het algemeen tarief niet genoemd, ruw, het stuk wegende, zuiver gewicht, 3 kilogram of minder . .	6 »	8 »
800	Bouwstukken van hamerbaar ijzer, ook met verf overtreken	4 50	6 »
uit 806	Aanbeelden, speerhamers, ankers, breekijsers; hamers en bank-schroeven, het stuk wegende, zuiver gewicht, meer dan 10 kilogr.	3 »	5 »
uit 807	Winden en andere vervoerbare hijschtoestellen <i>Aanmerking.</i> — De kettinge en trouwen, welke van die hijschtoestellen kunnen afgenomen worden, hoeven afzonderlijk verteld.	3 »	7 »
uit 820	Spoorweglaschbouten, trefonds, spanroeden, klemplaten, haaknagel; isolatordragers : ruw Schroeven en klinknagels, met meer dan 15 millimeter steeldikte; moeren en moerplaatjes; hoefijzers; schroef- en puntkrammen : ruw	3 » 5 »	5 » 5 »
uit 821	Spoorwagenbeslagen, spoorwissel- en seindeelen, ruw Spoorwegbuffers, ruw	6 » 3 »	10 » 10 »
uit 824	Spoorwagenveeren, ruw of enkel aan de bladeinden en aan de zij-kanten afgeslepen; bufferveeren	3 »	4 »
uit 828	Huis- en keukengereedschap van blink, gebrandverf, ook deelen van zulk gereedschap.	7 50	10 »
uit 829	Kettingen (uitgenomen rijwielkettingen) en kettingdeelen, ruw : voor de kettingsleepvaart andere.	1 50 5 »	3 » 6 »
833	Zink, ruw (in blokken, tafels, klompen, schijven, droppels [drop-pelzink])	vrij	vrij

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

Nummer van het Duitsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr — Mark.	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief. — Mark.
856	Zink, getrokken, geplet (blik), ruw :		
	meer dan 0,25 millimeter dik	3 »	3 »
	0,25 millimeter of minder dik	4 »	4 50
875	Metaaldraad, aliterier, voor de nijverheid, inzonderheid voor het maken van papier, zonder einde of wel in rollen of stukken, van koperdraad of koperlegeeringen, ook met binnenwerk van weef- draden; voordrukrollen van koper of koperlegeeringen, effen of geribd, met of zonder watermerk	30 »	30 »
876	Huis- en keukengereedschap van koper, niet vernikkeld, ook in verbinding met andere stoffen, voor zooveel zij daardoor niet onder hoogere tolrechten vallen :		
	onverlakt, ongepolijst	18 »	18 »
	verlakt, gepolijst,	50 »	50 »
877	Grove waren van koper en grove waren van gegoten geelkoper, anderszins in het algemeen tarief niet genoemd; gegoten, gesol- deerde, geplette of getrokken buizen, met inbegrip van buizen met mollen of fleuzen, alsmede van buisverbindingen en gefat- soeneerde buizen, ook gebogen, van koper of geelkoper, al die voorwerpen noch verlakt, noch gepolijst, noch vernikkeld, ook in verbinding met andere stoffen, voor zooveel zij niet onder n ^o 874 van het algemeen tarief of door verbinding met andere stoffen, onder hoogere tolrechten vallen; spiraalveeren van koper- of geel- koperdraad, ongepolijst, onverlakt	18 »	18
878	Andere dan grove waren van koper of gegoten geelkoper, anders- zins in het algemeen tarief niet genoemd; alle verlakte op gepo- lijste waren van koper (uitgenomen huis- en keukengereedschap) of van gegoten geelkoper; waren van geelkoperblik (uitgenomen buizen), waren van koper- of geelkoperdraad, anderszins in het algemeen tarief niet genoemd; waren van tombak, al die waren, voor zooveel zij niet onder n ^o 874, 879 of 887 van het algemeen tarief of wel, door verbinding met andere stoffen, onder hoogere tolrechten vallen; bladkoper en bladgeelkoper	30 »	30 »
879	Koper-, tombak- en geelkoperwaren, gevernist, geverfd of vernik- keld, voor zooveel zij niet tot de fijn bewerkte snuisterijen enz. van n ^o 887 algemeen tarief behooren of, door verbinding met andere stoffen, onder hoogere tolrechten vallen	60 »	60 »
880	Waren van andere koperlegeeringen dan geelkoper en tombak, voor zooveel zij niet tot de fijn bewerkte snuisterijen enz. van n ^o 887 van het algemeen tarief behooren of, door verbinding met andere stoffen, onder hoogere tolrechten vallen :		
	fijne, inzonderheid alle gepolijste, noch vernikkelde, noch verlakte of geverniste waren	60	60
	andere dan fijne, noch gepolijste, noch vernikkelde, noch geverfde, noch verlakte, noch geverniste; bladmetaal	30 »	30 »
uit 894	Stoommachines, waterkrachtmachines (met turbines, met waterra- dere of met zuiger), verbrandings- en ontploffingsmotors, motors met heete lucht of met druklucht en andere in het algemeen tarief niet genoemde kracht- (drijf) machines, pompen, hamers, blaasmachines, koelmachines, ophaalmachines, verder vaast- staande, vervoerbare of vlottende baggermachines, heistellingen en hijschkransen :		
	de machine wegende, zuiver gewicht :		
	40 kilogram of minder :		
*	verbrandings- en ontploffingsmotors voor motorrijwielen	75 »	100 »
	meer dan 1000 kilogr. en tot 2500 kilogr. :		
	stoommachines, waterkrachtmachines met zuiger, petroleum of benzine motors	8 »	13 »

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

uit 856	Zink, getrokken, geplet (blik); ruw : ten minste 0.25 millimeter dik	3
875	Metaaldoek, allerlei, voor de nijverheid inzonderheid voor het maken van papier zonder einde of wel in rollen of stukken, van metaaldraad ook met binnenwerk van werfdraden, vóórdrukkrollen, effen of geribd, met of onder watermerk	18
879	Koper- tombak- en geelkoperwaren, gevernist, geverfd, enz. (zelfde tekst als hier tegenover).	50
it 894	Stoommachines, enz. (zelfde tekst als hier tegenover). de machine wegende zuiver gewicht : meer dan 1,000 kilo en tot 2,500 kilo : Stoommachines, waterkrachtmachines met zuiger, petroleum- of benzine motors	7 50
	Stoommachines, waterkrachtmachines met zuiger, petroleum- of benzine motors.	6

Nummer van het Duitsch algemeen tarief	Benaming der waren.	Tolrecht per 100 kilogr. — Mark	Tolrechten van het nieuw algemeen tarief — Mark
	andere hiervoren genoemde machines	10 »	15 »
	meer dan 2,500 kilogr. en tot 5,000 kilogr. :		
	stoommachines, waterkrachtmachines met zuiger, petroleum of benzinemotors	6 50	10 »
	andere hiervoren genoemde machines	8 »	10 »
	meer dan 5,000 kilogr. en tot 50,000 kilogr. :		
	stoommachines in verbinding met pompen, hamers, blaasma- chines, koolmachines, ophaalmachines, hijschkransen	5 »	7 »
	andere stoommachines waterkrachtmachines met zuiger, hoog- ovengasmotors	5 50	7 »
	andere hiervoren genoemde machines	6 »	7 »
	meer dan 50,000 en tot 100,000 kilogr. :		
	stoommachines in verbinding met pompen, hamers, blaasma- chines, koelmachines, ophaalmachines, hijschkransen	4 50	5 50
	andere stoommachines, waterkrachtmachines met zuiger, hoogovengasmotors	5 »	5 50
	andere hiervoren genoemde machines	5 »	5 50
	<i>Aanmerking</i> — De stoommachines in verbinding met wa- teruithaalmachines worden met de stoommachines in verbinding met pompen en de stoommachines in verbinding met luchtverschuimachines worden met de stoommachines in in verbinding met blaasmachines gelijkgesteld.		
* uit 899	Niet anderszins in het algemeen tarief genoemde machines tot voorbereiding der verwerking van wol of ander dierenhaar, machines voor het spinnen en tweennen van wol of ander die- renhaar, met inbegrip van de machines welke het haspelen, spoelen, kluwenen der weefdraden van die weefstoffen bewer- ken, alsmede machines tot voorbereiding van bedoelde draden voor de weverij	4 50	6 »
	<i>Aanmerking</i> . — Machines tot het kaarden van weefstoffen, zonder vaste verbinding met kaardebeslagen vallen onder n ^o 899		
uit 900	Weefstoelen tot het verweven van weefdraden van wol of ander dierenhaar	4 50	5 »
* uit 902	Machines tot toereiding van weefdraden of weefdraadwaren van wol of ander dierenhaar, voor zooveel zij niet onder n ^o 874 van het algemeen tarief vallen	4 50	6 »
904	Machines tot verwerking van metaal, hout of steen, stoom- of hydraulische smeedpersen, klinkmachines of mechanische ha- mers (val, luchtdruk- en veerhamers en andere door kracht- overbrenging gediiven hamers) :		
	de machines wegende, zuiver gewicht :		
	250 kilogram of minder	12 »	20 »
	meer dan 250 en tot 1,000 kilogram	8 »	12 »
	meer dan 1,000 en tot 5,000 kilogram	6 »	8 »
	meer dan 5,000 en tot 10,000 kilogram	5 »	8 »
	meer dan 10,000 kilogram	4 »	4 »
905	Motorploegen, ook met hare drijfmachines, maaimachines	4 »	4 »
uit 906	Blaasmachines, luchtverschuimachines, pompen, wateruit- haalmachines, ophaalmachines, machines voor het sorteren, wasschen of kleinstooten van kolen en ertslen, machines tot het vormen van briquetten, mor eltbreekmachines, hijschmachin- es, machines tot het polijsten van spiegelglas, machines tot het maken en bewerken van hoedbollen van haarvilt, al deze machines, voor zooveel zij niet onder een ander nummer van het algemeen tarief vallen :		

Benaming der waren.

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

uit 899 Machines voor alle geweeßsels

uit 900 Alle weefgetouwen zonder onderscheid

Nummer
van het Duitsch
algemeen
tarief.

Benaming der waren.

Tolrecht
per 100 kilogr.
—
Mark.

Tolrechten
van het nieuw
algemeen tarief.
—
Mark.

de machine wegende, zuiver gewicht :

* meer dan 100 en tot 200 kilogram	7 »	10 »
* meer dan 200 en tot 400 kilogram	6 »	9 »
meer dan 400 en tot 1,000 kilogram	5 50	7 »
meer dan 1,000 en tot 5,000 kilogram	5 »	8 50
meer dan 5,000 en tot 10,000 kilogram	4 50	4 50
meer dan 10,000 kilogram	3 »	5 »

Aanmerking bij n^os 894, 899, 900, 902, 904, 905, 906. — Machines kunnen ook in uiteengenomen toestand tegen de rechten van het verdrag worden ingevoerd, om het even of de deelen van de machine samen of achtereenvolgens in verscheidene zendingen worden aangeboden, mits volgende voorwaarden.

Al de zendingen deelen van de machine moeten binnen een gestelden termijn, die door den invoerder bij de aanbieding van de eerste zending hoeft aangegeven en die twee maanden niet te boven mag gaan, op hetzelfde tolkantoor tot vervulling van de tolformaliteiten aangeboden worden.

Bij invoer van eene machine in uiteengenomen toestand of van enkele losse deelen der machine, hoeft de invoerder, te zelfdertijd met de aangifte, plans en teekeningen van de geheele machine voor te leggen, alsmede eene lijst der hoofdbestanddeelen, naar aard, nummer en gewicht van elk deel, met benaderende opgave van het gezamenlijk gewicht der kleine bijbestanddeelen.

Worden, na de afzending van enkele losse deelen van de machine, de andere deelen niet binnen den vastgestelden termijn tot vervulling van de tolformaliteiten aangeboden, dan hoeven de reeds ingevoerde deelen vertold, of wel naar de rechten voor ingevoerde losse machinedeelen, of wel, zoo hiervoor in het tarief geene bijzondere rechten worden voorzien, volgens de stof waarvan de losse deelen vervaardigd zijn. Dat enkele bijbestanddeelen van weinig belang ontbreken zal echter de toepassing niet beletten van het voor de machine in haar geheel gestelde recht.

Tot de laatste zendingen deelen uitgevoerd zijn, behoudt de tol-dienst zich de bevoegdheid voor, borgstelling te vergen voor de mogelijke tolverhooging en de deelsgewijze ingevoerde stukken van een herkenningmerk te voorzien; hij is eveneens bevoegd om zich, op de kosten van den tolplichtige, te verzekeren, nadat de machine werd opgesteld, dat al de stukken, die de afzonderlijke zendingen uitmaken, tot bedoelde machine behooren.

Wisselstukken en waarlooze stukken zullen steeds afzonderlijk worden vertold.

uit 914 Voertuigen, bestemd om op spoorstaven te loopen, zonder verbin-
ding met drijfmachines :

* Goederenwagens, ongedekt of gedekt	3 »	5 »
--	-----	-----

Aanmerking. — Rijtuigbakken, ondergestellen voor rijtuigen met wielstellen, alsmede rijtuigbakken in vaste verbinding met ondergestellen zonder wielstellen, worden, volgens hunnen aard, naar de rechten voor vaardige rijtuigen vertold. Als het niet mogelijk is te herkennen tot welke bepaalde soort van rijtuigen zij behooren, worden zij als goederenwagens behandeld.

uit 915 Motorrijwielen :

* het stuk wegende, zuiver gewicht :		
* 50 kilogram of minder	100 »	180 »
* meer dan 50 kilogram en tot 100 kilogram	75 »	120 »
meer dan 100 kilogram en tot 250 kilogram	70 »	90 »

(47)

Benaming der waren.

[N^o 131.]

Lagere tolrechten
aan andere
landen verleend.

BERAADSLAGING IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling besteedde vier zittingen aan de beraadslaging over het wetsontwerp. Verschillende opmerkingen, in de afdeelingen gemaakt over den toestand der fabrikanten van chocolaad, van zijdeweefsels doormengd met katoengaren, der eigenaars van leigroeven, werden in dit verslag vermeld en gaven geene aanleiding tot nieuwe vragen. Aan de Middenafdeeling werd overgemaakt het protest van : 1^o De Vereeniging der Belgische fabrikanten van meubelpapier, aan welke werd geantwoord dat hunne klacht was onderzocht door de Commissie, belast met de onderhandelingen voor het toegevoegd verdrag, en dat het thans onmogelijk is daarop terug te komen na de onderteekening van het verdrag, dat een' geheel uitmaakt, doch dat er overigens door Duitschland eene toegeving werd gedaan door eene verlaging van 18 tot 12 mark voor de meest gebruikte soorten, wat de belanghebbenden evenwel blijven beschouwen als een verbodsrecht op hunne nijverheid ;

2^o De fabrikanten van allerhande hoeden, in stroo, vilt en wol, die eene verlaging vragen op de invoerrechten in België, welke 13 en 10 t. h. *ad valorem* bedragen. Dat punt zal afzonderlijk worden onderzocht ;

3^o De Kamers van Koophandel te Antwerpen, Gent, en van den Bond der Smederijbazen van Charleroi, over de bepalingen van artikel 4, waarbij de Regeering wordt gemachtigd de rechten *ad valorem* om te zetten in soortelijke rechten van hetzelfde bedrag.

Op deze aanmerkingen zullen wij later terugkomen.

Verschillende vragen werden tot de Regeering gericht. Wij geven ze hier op met het antwoord.

VRAAG.

Is het niet mogelijk voor de Afdeeling te doen ontleden en vertalen de parlements-oorkonden en de beraadslagingen in den Reichstag, naar aanleiding van het verslag?

ANTWOORD.

De Middenafdeeling werd in het bezit gesteld van de parlements-oorkonden en van het verslag over de beraadslagingen in den Reichstag, in zake van de nieuwe verdragen, door Duitschland gesloten, die gelijktijdig werden onderworpen aan het Keizerlijk Parlement en door dit laatste gezamenlijk en met eene algemeene strekking werden onderzocht. Het ontleden van die stukken zou een aanzienlijk werk vergen dat, — de Middenafdeeling kan er zich van overtuigen — niet zou overeenkomen met het praktisch nut dat het zou kunnen opleveren van het bijzondere standpunt van België.

De Middenafdeeling zorgde voor de vertaling van de besprekingen getrokken uit de algemeene behandeling van de verschillende verdragen van Duitschland met Italië, België, Rusland, Rumenië en Zwitserland, ter zittingen van den Reichstag op 9, 10, 11, 13 en 14 Februari 1902.

Beraadslaging in den Reichstag, over het handelsverdrag, met België gesloten.

Parlements-oorkonden.

Blz. 4410. — Met België bepaalden wij meer omstandig de beginselen, volgens welke men rechten *ad valorem* zal kunnen heffen, en de Belgische Regeering gaf ons de verzekering dat zij de omzetting der rechten *ad valorem* in soortelijke rechten maar zal toestaan na zich daarover met ons in betrekking te hebben gesteld.

Blz. 4444. — Tegenover België, is er eene lichte verhooging op wollen manskleederen, en eene lichte verlaging voor vrouwenkleederen met versiersels en voor de linnenwaren. Beide wegen nagenoeg tegen elkander op.

Blz. 4494. — Reeds tijdens die onderhandelingen met België, werd afgezien van het recht op cement, door België ontslaging toe te staan. Daarentegen heeft de Belgische Regeering de bestaande Belgische vrijstelling voor dat voortbrengsel gehandhaafd.

Blz. 4630. — Afgevaardigde Dr POTTHARST. — Mijne Heeren, de linkerzijde is nagenoeg eenparig van oordeel dat het meerendeel der verslagen slecht zijn, doch het met België gesloten verdrag zou ik niet op dezelfde wijze willen beoordeelen. Voor zooveel men uit zijne gevolgen kan afleiden — wat nogal moeilijk is, omdat ons daartoe tijd ontbrak en het gevoel der belanghebbenden ons nog niet is medegedeeld — ben ik geneigd te denken dat het aanhangig verdrag, met België gesloten, ten minste zoo goed is als het vroegere; zelfs schijnt het mij beter te zijn.

Ons nieuw tarief bleek voorwaar in dit geval niet het « wonderlijk instrument » te zijn tot het verwerven van de handelsverdragen die waren aangekondigd. Vergeleken bij ons, is België een uiterst beperkt handelsgebied. Het heeft zich niet « gewapend » met nieuwe rechten, en in Duitschland had men tegenover België geene gewichtige landbouwbelangen te verdedigen. Dus was het te denken dat wij, dank zij onze wonderlijk zware en gestaalde wapenrusting, een schitterend verdrag moesten verwerven.

Dat was niet het geval. In zijne voornaamste omtrekken, schijnt het ontwerp overeen te komen met het vroegere verdrag. De heer commissaris voor Elzas-Lotharingen heeft ons uitgelegd waarom het onmogelijk was in de verdragen de rechten te verhoogen. Nochtans was dit het geval met het Belgisch verdrag. Want zoo het proces-verbaal van dat verdrag bepaalt dat zelfs later de rechten op halsboordjes en manchetten niet meer mogen bedragen dan 15 t. h. *ad valorem*, en dat die op wollen kleederen niet hooger mogen gaan dan 15 t. h., toch zie ik in die bepaling minder eene toegeving door België dan wel door ons gedaan.

Duitschland ontzegde zich de grondslagen van het Belgisch algemeen tarief te verbinden; men verklaarde zich eensgezind over eene verandering van het Belgisch tarief, die zeer nakend schijnt. Juist dat recht op hemdsboordjes en manchetten zal zeer hinderlijk zijn voor den Duitschen linnenhandel, inzonderheid te Berlijn.

Toch moet ik bekennen dat de algemeene bepalingen ons eene reeks toegevingen verleen. Ik zou nog een paar woorden willen zeggen over eene toevoeging aan het slotprotocol, waarbij de Belgische Regeering wordt gemachtigd de rechten *ad valorem*, op weinig uitzonderingen na de regel in het Belgisch tarief, om te zetten in soortelijke rechten.

Door middel der *Norddeutsche A. Z.*, legt de Regeering met reden uit dat die omzetting zou geschieden in 't belang van onzen uitvoerhandel, doch er moet volstrekt worden gezorgd dat de te bepalen soortelijke rechten volstrekt « overeenkomend » zijn. Zooals men weet, hebben wij in den jongsten tijd over den grondslag der waarde talrijke betwistingen gehad met Amerika.

Zoo wij terecht hierop aandrongen, dat de uitvoerprijzen moeten beschouwd worden als waarde der uitgevoerde waren, toch heeft Amerika de gewoonte aangenomen de goederen aan te slaan volgens den hoogsten prijs in Duitschland betaald, 't is te zeggen volgens den prijs der Duitsche markt, welken men in Amerika zoo hoog mogelijk bepaalt.

In België zou men, ten minste in dezelfde mate, het verschil tusschen beide prijzen kunnen bepalen, en ik dring aan opdat men, bij eene verandering, als grondslag slechts zou aannemen de waarde volgens den gemiddelden aangegeven uitvoerprijs.

Ik heb geene reden hoegenaamd om mij tegen het Belgisch verdrag te verklaren of het af te stemmen, zooals ik deed voor de andere. Het Belgisch tarief geeft, evenmin als het Italiaansch tarief, geene aanleiding tot groote bezorgdheid vanwege den Duitschen handel, want het brengt geene gevoelige verhooging van rechten mede voor de landbouwvoortbrengselen in Duitschland.

Toch moet ik verklaren, dat zoo ik het Belgisch tarief goedkeur, ik daarom niet instem met gansch ons nieuw tarief. De Regeering en sommige politieke partijen hebben meermaals beweerd dat het nieuw tarief maar mogelijk was, zoo het was vereenigd met de nieuwe verdragen. Welnu, dat is nog niet mogelijk gemaakt door de enkele Belgische en Italiaansche verdragen. Derhalve kon ik voor die twee verdragen stemmen en tegen het nieuw Duitsch tarief blijven.

Blz. 4709. — De afgevaardigde KOEMPF. — Evenals mijne partijgenooten, stem ik voor de verdragen met Italië en België, ofschoon voor de andere verdragen onze groep het niet eens is.

Blz. 4713. — Het verdrag met België wordt in zijn geheel met eene groote meerderheid goedgekeurd.

VRAAG.

Tabel der hoeveelheden en der waarde van de voornaamste uitvoerwaren van België naar Duitschland, in de vijf laatste jaren.

ANTWOORD.

De Middenafdeeling werd in 't bezit gesteld van eene statistiek, opgemaakt met het oog op de handelsonderhandelingen met Duitschland. Zij bevat twee boekdeelen, bevattende :

Het eene, den invoer uit België in Duitschland, volgens de mededeelingen der Duitsche statistiek ;

Het andere, den invoer uit Duitschland in België, volgens de mededeelingen der Belgische statistiek.

De cijfers, in die boekdeelen vervat, zijn van toepassing op elk der jaren 1890 tot en met 1902.

Die tabellen hebben wij opgenomen op blz. XI van dit Verslag. De omstandige inlichtingen liggen ter beschikking van de leden die er mededeeling van verlangen.

VRAAG.

Vergelijkende tabel der rechten welke thans worden geheven op die voortbrengselen en van de opbrengst dier rechten, der rechten volgens het Duitsch algemeen tarief en dergene welke worden geheven volgens de Overeenkomst, aan de bekrachtiging der Kamers onderworpen.

ANTWOORD.

Ieder lid der Middenafdeeling ontving eene oorkonde waarin, naast de tarieven bij invoer in Duitschland, volgens het toegevoegd verdrag van 22 Juni 1904, zijn opgegeven de lagere rechten, door Duitschland toegestaan aan andere landen, voor sommige goederen, alsmede de rechten, in het nieuw algemeen tarief van Duitschland voorzien.

Anderzijds bezit de Middenafdeeling het thans in Duitschland van kracht zijnde tarief, welk stuk veroorlooft nuttige vergelijkingen te maken. Doch uit hoofde van de aanzienlijke wijzigingen, door het nieuw tarief toegebracht aan de rangschikking der goederen, ware 't niet mogelijk inderhaast, voor de talrijke waren door België naar Duitschland uitgevoerd, eene vergelijkende tabel op te maken van de rechten, welke van toepassing zijn krachtens het bestaande tarief en diegene welke in het nieuw algemeen tarief zijn voorzien.

De gevraagde tabel staat onder de Bijlage aan dit Verslag, blz. 18 tot 47.

VRAAG.

Tabel der voorwerpen, waarop thans rechten *ad valorem* worden geheven, van de hoegrootheid en de opbrengst der rechten, en van het bedrag der ingevoerde waren, vergeleken bij de jongste dienstjaren.

ANTWOORD.

De enkele voorwerpen waarop, volgens het bestaande Duitsch tarief, rechten *ad valorem* kunnen geheven worden, zijn spoorwegwagens, onderhevig aan het volgende stelsel :

Spoorwegwagens :

a) Zonder leder noch opvulsel, 6 t. h. *ad valorem* ;

b) Andere, 10 t. h. *ad valorem*.

De cijfers van den invoer dier voorwerpen staan op blz. 186-187 van het boekdeel der statistiek van den invoer uit België in Duitschland.

Omstandige tabellen zijn ter beschikking van de leden der Kamer.

Het nieuw stelsel voor het tarifeeren der hop schijnt talrijke leden bezorgd te hebben gemaakt, en dat is te begrijpen, na de teleurstellingen, aan die gewichtige teelt in eene groote streek des lands berokkend door het verdrag van 1891, en gezien de aanhoudende klachten der voortbrengers. Er zijn aanzienlijke pogingen aangewend en geldoffers gebracht, om de teelt, de bereiding, de hoedanigheid der hop te verbeteren. Eene bijzondere commissie werd door de Regeering gelast die beweging te leiden en verbeteringen uit te lokken. Er werd onderzoek ingesteld en de Kamer werd door een bijzonder verslag ingelicht. Derhalve wordt gevraagd om goed onderricht te worden over het desbetreffend gedeelte van het toegevoegd verdrag, en met dat doel werd de volgende vraag tot de Regeering gericht.

VRAAG.

Om welke redenen heeft de Regeering in het Duitsch verdrag geene rechten geheven op hop in België en in Duitschland ingevoerd ?

ANTWOORD.

Het verdrag van 6 December 1891, tusschen België en Duitschland, verzekerde aan de Duitsche hop bij invoer in België vrijstelling van rechten, terwijl Belgische hop in Duitschland een recht van 14 mark per 100 kilo betaalde.

Het hooge recht van 70 mark, in het nieuw algemeen tarief van Duitschland opgenomen, in 't belang voor dit land om het tarifeeren van die waar te mogen voorbehouden, met het oog op zijne onderhandelingen met andere landen, liet geene hoop bestaan dat er voor Belgische hop in het Duitsch tarief een genoeg on-aanzienlijk recht zou worden opgenomen om van onzentwege te rechtvaardigen dat Duitsche hop vrij van rechten in België zou komen. Dus moeten de Belgische onderhandelaars er zich op toeleggen de oplossing te zoeken, waaraan men zich heeft gehouden, en die hierin bestaat, dat van weerszijde de hop buiten het verdrag wordt gehouden.

Er valt op te merken dat, ten gevolge der verdragen van Duitschland en Oostenrijk-Hongarije en met Rusland, het recht op in Duitschland ingevoerde hop werd verlaagd tot 20 mark. De Belgische hop geniet dat verminderd recht, krachtens de bepaling nopens de behandeling als de meest begunstigde natie.

Over de bescherming, die in Duitschland moet worden verleend aan Belgische werklieden aldaar en over de gelijkstelling die men gerechtigd is ten hunnen voordeele te eischen, werd door de Regeering een lang onderzoek ingesteld.

VRAAG.

Het handelsverdrag den 15ⁿ Juli 1904 tusschen Italië en Zwitserland gesloten; het verdrag, gesloten tusschen Duitschland en Italië, op 3 December 1904, en tusschen Duitschland en Oostenrijk-Hongarije op 19 Januari 1903, bevatten dezelfde bepaling in nagenoeg gelijke bewoordingen :

« De verdragsluitende partijen verbinden zich om gezamenlijk en vriendschappelijk te onderzoeken hoe de werklieden van eene der Partijen, die arbeiden op het grondgebied der andere, dienen behandeld te worden, met het oog op bescherming der arbeiders en arbeidersverzekering, met het doel om aan die werklieden door gepaste overkomsten eene behandeling te verzekeren, die hun zooveel mogelijk gelijkstaande voordeelen verzekert. Die overeenkomsten zullen, onverminderd het van kracht maken van het onderhavig verdrag, worden bekrachtigd door eene afzonderlijke akte. »

Deze bepaling komt niet voor in het Duitsch-Belgisch verdrag en evenmin in de verdragen, onlangs door Duitschland gesloten met Rusland, Zwitserland, Rumenië en Servië. Is er spraak van geweest ze daarin op te nemen, en, zoo ja, om welke reden geschiedde zulks niet en hoe zal het doel, door die bepaling beoogd, worden bereikt in de maat van het mogelijke ?

ANTWOORD.

Reeds vóór de onderhandelingen die leidden tot het sluiten van het toegevoegd verdrag van 22 Juni 1904, tusschen België en Duitschland, had 's Konings Regeering getracht aan Belgische arbeiders in Duitschland de ongevallenwet van dit land te doen toepassen.

Thans is er aan de Keizerlijke Regeering een ontwerp van overeenkomst daarover onderworpen, en men mag hopen dat wij tot eene overeenstemming zullen geraken voordat de Belgische wet van 24 December 1903 van kracht wordt.

Zooals is gezegd in een der antwoorden aan de middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor 1905, werd als regel aangenomen in handelsverdragen geene bepalingen meer op te nemen betreffende zaken van bijzondere aard, die niet behooren tot het gewoon gebied van die internationale overeenkomsten. Dat is de reden waarom er over bovenbedoelde zaak niets is bepaald in de akte van 22 Juni 1904.

Dergelijke handelwijze levert niet denzelfden waarborg op. Kan de Regeering niet op eene meer afdoende en bevredigende wijze antwoorden ? Het geldt niet alleen de ongevallenwet, maar wel al de voordeelen, door de toepassing der sociale wetten bezorgd aan Duitsche onderdanen. Kan de verslaggever daarvan geene bijzondere melding maken in zijn verslag ?

Twee gewichtige vragen werden aan de Regeering gesteld, ten einde onze handels- en nijverheidsbetrekkingen met Duitschland te vergemakke-

lijken en uit te breiden, door eene volkomen en oprechte overeenkomst tusschen de verdragsluitenden? Die vragen, welke wij hieronder afschrijven, werden breedvoerig besproken in de Kamers en in handelsvereenigingen. Al de handelsgenootschappen des lands hebben meermaals aan de Regeering hunne wenschen en hunne hoop bekend gemaakt. Nooit werd op die vragen een antwoord gegeven, dat als bevredigend kon worden beschouwd.

De afdeeling rekent het zich ten plichte bij de Regeering aan te dringen en haar de volgende vragen over te maken :

VRAAG.

Heeft de Regeering onderhandelingen met Duitschland aangeknoopt, ten einde de hinderpalen weg te ruimen, die beletten dat onze nijveraars aannemer worden verklaard van openbare werken in Duitsche landen?

Denkt zij er geene aan te knopen?

ANTWOORD.

De Regeering was er steeds op bedacht de Belgische nijveraars deelachtig te maken aan aanbestedingen in den vreemde, met name in Duitschland. Reeds bij de onderhandeling met dat land over het verdrag van 8 December 1891, dacht men er aan, eene bepaling te doen opnemen, die daarover wederzijdsche verplichtingen zou opleggen aan beide Staten. Van dat ontwerp moest worden afgezien, omdat het, eenerzijds onmogelijk is zich in dat opzicht volstrekt te verbinden, en anderzijds uit hoofde van de moeilijkheid om uitzonderingen aan te nemen, die alle nuttig uitwerksel aan de bepaling zouden ontnemen, vermits zij moesten overgelaten worden aan het goedvinden der belanghebbende Regeering.

In sommige gevallen moeten openbare besturen vrij blijven om voor sommige werken of leveringen enkel bepaalde firma's te laten mededingen, en wel de zulke die alle noodig geoordeelde waarborgen kunnen opleveren. Soms ook moet men zekere materialen van eene bepaalde herkomst doen gebruiken, wat feitelijk sommige ondernemers uitsluit.

Overigens ware 't moeilijk zich te verbinden om in elke omstandigheid de voorkeur te geven aan den laagsten inschrijver; zelfs onder landsgenooten geldt de voordeeligste inschrijving niet als een volstrekt recht, want er kan ook rekening worden gehouden met andere omstandigheden.

Zooals wij reeds deden opmerken, zou

VRAAG.

Denkt de Regeering niet dat er met Duitschland dient te worden onderhandeld, om te vermijden dat beschermde en soms samenspannende bedrijven, in dat land uitgeoefend, hunne overtollige voortbrengselen tegen lagen prijs in België komen afzetten?

ANTWOORD.

Van weerszijde heeft men erkend en in den loop der onderhandelingen voor het jongste verdrag vastgesteld, dat het toepassen van vergoedende rechten, wegens uitvoer- of voortbrengingspremiën, voortvloeiende uit het fiscaal stelsel, niet zou afwijken van de bepaling betreffende de behandeling als de meest begunstigde natie.

Doch de vraag, zooals de Middenafdeeling ze opvat, kan slechts worden opgelost door eene overeenkomst onder de voornaamste belanghebbende landen, zooals geschiedde met de Brusselsche overeenkomst van 5 Maart 1902, die voor suiker het bedrag der tolbescherming beperkte. Vooralsnu ziet men geene mogelijkheid om tot eene meer algemeene overeenstemming te geraken.

Het kan nuttig zijn, hier te herinneren dat artikel 3 der Belgische tolgewet van 19 Mei 1902 de Regeering machtigt om bij den invoer van goederen die in hun land van herkomst eene recht- of onrechtstreeksche uitvoerpremie genieten, een vergoedend recht te heffen, van hetzelfde bedrag als deze premie.

Ten slotte werd eene even gewichtige vraag gesteld over den tijd waarop de verschillende handelsverdragen eindigen. Die vraag luidt aldus :

VRAAG.

Vervallen de verschillende handelsverdragen, door het Deutsche Rijk gesloten, alle op denzelfden datum als het Duitsch-Belgisch verdrag? Dergelijk samentreffen zou wellicht het sluiten van een toverbond vergemakkelijken.

ANTWOORD.

De verdragen, door Duitschland gesloten met België, Italië, Rumenië, Rusland, Servië en Zwitserland, vervallen allen den 31st December 1917.

Beide verdragsluitende partijen hebben zich het recht voorbehouden, het verdrag met Oostenrijk - Hongarije te doen ophouden den 31st December 1915, mits het een jaar te voren op te zeggen; doch geschiedt die opzegging niet twaalf maanden vóór dien datum, zoo moet he

verdrag van kracht blijven tot 31 December 1917, evenals de hooger bedoelde verdragen.

Kan de Regeering niet zeggen om welke reden er geene gelijke overeenkomsten zijn gesloten voor al de landen waarmede werd onderhandeld?

Daar er voorstellen tot splitsing werden gedaan, ten gevolge van opmerkingen vanwege onderscheidene kamers van koophandel. en aangezien, volgens onze inlichtingen, de beweging van aard is om uitbreiding te krijgen, stemt de afdeeling, op voorstel van den voorzitter, over de twee artikelen die ten kwaadste genomen het toegevoegd verdrag van het handelsverdrag van 6 December 1891 uitmaken, welk toegevoegd verdrag den 22 Februari 1904 tusschen België en Duitschland werd gesloten. Het wordt goedgekeurd met 3 stemmen en 2 onthoudingen.

ARTIKEL 3 EN 4.

De goedkeuring van artikelen 1 en 2 van het wetsontwerp, dat tot titel voert : Ontwerp van wet tot goedkeuring van het op 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland gesloten toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891, is volkomen gerechtvaardigd. Het is enkel het vervolg en de ontwikkeling eener beraadslaging, die in 1891 breedvoerig werd behandeld. Het merkwaardig verslag, bij de Kamer ingediend door den achtbaren heer L. Mélot, is daarvan de inleiding. Op dat oogenblik rezen er talrijke klachten op, en de verslaggever hield er rekening mede.

Twee vragen werden tot de Regeering gericht, om ons te laten oordeelen over de strekking der gevraagde toegevingen.

Het antwoord ligt in de twee navolgende tabellen.

VRAAG.

De Regeering wordt verzocht te willen aanduiden welke artikelen thans *ad valorem* zijn belast bij invoer in België en welke volgens het verdrag met Duitschland *soortelijk* kunnen belast worden.

De waarde en het bedrag opgeven van den handel waartoe die voorwerpen aanleiding geven, alsmede de opbrengst der rechten, op die voorwerpen geheven.

ANTWOORD.

De gevraagde inlichtingen vindt men in de hier bijgevoegde tabel.

De inlichtingen over de waarde en den omvang van den handel waartoe bedoelde voorwerpen aanleiding geven, alsmede over de opbrengst der ontvangen rechten, gelden voor het jaar 1903, daar de eindcijfers voor 1904 nog niet zijn gekend.

De rubrieken die in gemelde tabel voorkomen in de kolom « benaming der waren » worden gebezigd in de statistiek over den buitenlandschen handel ; sommige harer verschillen eenigszins met de overeenkomende rubrieken van tarief A, toegevoegd aan het handelsverdrag van 22 Juni 1904 tusschen België en Duitschland. Tegenover de zich in dat geval bevindende rubrieken wordt verwezen naar de kolom « aanmerkingen. »

**Tabel der waren naar DE WAARDE belast, en waarvoor
SPECIFIEKE RECHTEN worden toegelaten door het
verdrag met Duitschland.**

Tabel der waren naar de waarde belast

Nummer van het belgisch tarief.	BENAMING DER WAREN.	Bedrag der huidige invoerrechten.
Uit. 6	Bewerkt hout : andere werken (1)	10 t. h.
Uit. 10	Bewerkte caoutchouc	10 t. h.
Uit. 27	Kleedingstukken, linnengoed en allerhande vervaardigde voorwerpen :	
	Allerhande linnengoed :	
	Enkel genaaid, zonder versiersel of borduurwerk	15 t. h.
	Halsboordjes en handlobben in linnenweefsel (2)	10 t. h.
	Alle andere (3)	20 t. h.
	Vrouwenkleederen :	
	Enkel genaaid, zonder versiersel of borduurwerk	15 t. h.
	Alle andere (4)	20 t. h.
	Manskléeren	
	In al of niet zuivere wol, enz., allerhande manshoeden (5)	10 t. h.
	Zonder afzonderlijke benaming.	15 t. h.
	Breiwerk	15 t. h.
	Geheel of gedeeltelijk afgemaakte stukken niet begrepen onder bovengenoemde en niet afzonderlijk getarifeerd	15 t. h.
30	Muziekinstrumenten	10 t. h.

en waarvoor specifieke rechten worden toegelaten door het verdrag met Duitschland.

Gezamenlijke invoer in België in 1903. (Afzonderlijke handel.)		Bedrag der rechten in 1903 geind. — Frank.	OPMERKINGEN.
Hoeveelheid. — Kilogram.	Waarde. — Frank.		
11,138,660	1,969,704	196,967	(1) Vaatwerk niet inbegrepen.
427,458	2,135,311	213,547	
225,246	1,309,397	196,437	
20,391	248,727	24,880	(2) Halsboordjes en handlobben in lijnwaad zijn thans afgezonderd van de waren « kleederen, linnen en allerhande vervaardigde voorwerpen »; ze zullen gerangschikt worden als « Linnengoed » bij het van kracht maken van het nieuw verdrag.
62,768	687,423	137,485	(3) Invoerrecht in het verdrag voorzien : 10 t. h.
37,390	452,343	67,851	
136,629	2,624,437	524,902	(4) Invoerrecht in het verdrag voorzien : 18 t. h.
347,609	2,712,651	271,265	(5) Hoogste invoerrecht in het verdrag voorzien : 13 t. h.
37,045	429,476	64,421	
437,511	3,260,764	489,117	
504,406	3,615,891	542,387	
628,008	1,896,005	189,595	

Nummer van het belg/sch tarief.	BENAMING DER WAREN.	Bedrag der huidige invoerrechten.
Uit 33	Machines, mechanieken en gereedschappen : In hout 2 .	10 t. h.
34	Marokijnwaren.	15 t. h.
38	Kramerij en ijzerkramerij (1).	10 t. h. 15 t. h.
39	Bewerkt koper en nikkel	10 t. h.
	Tin, lood en zink, bewerkt.	10 t. h.
	Goud, zilver en platina : Goud en zilverwerk	5 t. h.
40	Meubelen (2)	10 t. h.
Uit 48	Bewerkte huiden : Schoenmakerswaren	10 t. h.
	Id. Handschoenen	10 t. h.
Uit 51	Plateelwerk en porselein, zonder afzonderlijke benaming	10 t. h.
54	Verschillende benodigheden voor de nijverheid (3).	5 t. h.
Uit 64	Katoenweefsels : Alle andere weefsels (4).	15 t. h.
	Wollenweefsels minder dan 200 gram wegende per vierkanten meter	15 t. h.
	Wollen weefsels : Alle andere weefsels (5)	10 t. h.
	Vlas- kemp- en juteweefsels : Alle andere weefsels (6)	10 t. h.
	Allerhande wasdoek (7)	15 t. h.
Uit 66	Ander glaswerk, uitgenomen spiegel- en vensterglas(8).	10 t. h.
Uit 70	Rijwielen en rijwiel-deelen	12 t. h.

Gezamenlijke invoer in België in 1903. (Afzonderlijke handel.)		Bedrag der rechten in 1903 geïnd. Frank.	OPMERKINGEN.
Hoeveelheid. — Kilogram.	Waarde. — Frank.		
1,312,537	964,110	96,410	
111,909	1,079,169	161,876	
1,884,157	3,027,183	302,725	(1) Het verdrag voorziet een eenig invoerrecht van 10 t. h.
6,747,706	14,402,917	2,160,642	
870,125	1,504,732	150,473	
990,658	726,881	72,685	
24,961	1,094,851	54,739	
4,181,228	5,377,017	537,691	(2) Het verdrag maakt uitzondering voor meubelen in gebogen niet geplakt hout.
258,700	1,569,261	156,924	
25,460	766,277	76,627	
6,912,942	3,671,867	367,181	
4,270,621	4,302,911	215,212	(3) Het verdrag begrijpt enkel zeker getal waren val- lende onder de benaming « Verschillende benoo- digdheden voor de nijverheid ».
1,332,813	7,504,481	1,127,884	(4) Het verdrag maakt uitzondering voor geweven dekens die meer dan gezoomd werden.
929,750	7,428,715	1,114,478	
2,127,532	11,094,332	1,109,497	(5) Het verdrag maakt uitzondering voor geweven dekens die meer dan gezoomd werden.
474,527	1,551,735	155,179	(6) Niet inbegrepen de enkel gezoomde zakdoeken. Het verdrag bedoelt enkel de « Linnenweefsels : Alle andere weefsels ».
1,802,544	1,586,099	237,924	(7) Het verdrag bedoelt enkel « linoleum », begrepen onder de benaming « Allerhande Wasdoek ».
6,694,801	2,388,311	238,864	(8) Het verdrag maakt ook uitzondering voor vloer- platen, tegels en dakpannen.
260,241	1,210,376	145,248	
Te zamen . . .		11,399,112	

*TABEL der waren begrepen in artikel 3 van het bijgevoegd verdrag
van 19 Mei 1902.*

VOIC- NUMMER van het Tarief.	B E N A M I N G DER WAREN.	INVOERRECHTEN voorgesteld door het bijgevoegd verdrag.		BIJZONDERE BEPALINGEN.	TARIEF thans van kracht sedert 1891.
		MAATSTAF.	BEDRAG.		
Uit 24	Zijdegarens bereid voor den ver- koop in 't klein.	100 frank.	8 »		Vrij.
Uit 27	Halsboord- { Enkel genaaid, zon- jes en der versiersel noch handlobben { borduurwerk	100 frank.	15 »		10 »
	in linnen- { Alle andere weefsel. {	100 frank.	18 »		10 »
	Manskleederen van zuiver wol of van wol vermengd met andere weefstoffen, de wol het meest wegende.	100 frank.	13 »		10 »
	Manshoeden, allerhande	100 frank.	13 »		10 »
Uit 39	IJzeren of stalen staven, gepolijst, met 10 centimeter of minder doorsnede, welke ook hun vorm en hunne wijze van fabricatie zij (a)	100 kilogr.	2 »	(a) Staven of boomen van alle slach van ijzer of van staal, gepolijst, met meer dan 10 centimeter snede, worden behandeld als <i>Bewerkt ijzer</i> of <i>Bewerkt staal</i> , onderhevig aan een recht van ½ fr. de 100 kilogram.	1 »
	IJzer- of staaldraden of roeden, welke ook hunne snede zij, van minder dan 5 millimeter door- snede of dikte, maar niet ver- koperd, vernikkeld, vertind, ver- lood of verzinkt (gegalvaniseerd)	100 kilogr.	2 »		1 »
	IJzer- of staaldraden of roeden, welke ook hunne snede zij, van alle doorsnede en van alle dikte, verkoperd, vernikkeld, vertind, verlood of verzinkt (gegalvani- seerd)	100 kilogr.	3 »		1 »
	Gegroefde stalen draad of paragon, al of niet op lengte gesneden voor het maken van geraamten van regen- of zonneshermen, en andere stalen draad, op lengte gesneden voor hetzelfde gebruik.		Vrij.		100 p. 5 » 100 k. 4 »

VOLG- NUMMER van het Tarief.	B E N A M I N G DER WAREN.	INVOERRECHTEN voorgesteld door het bijgevoegd verdrag		BIJZONDERE BEPALINGEN.	TARIEF thans van kracht sedert 1891.
		MAATSTAF.	BEDRAG.		
Uit 39 (vervolg)	Stalen draad met minder dan 5,40 millimeter doorsnede, voor het maken van het tandwerk van kaarden.		Vrij.		100 k. 1
	Ijzeren of stalen leggers, gebogen, zelfs niet gaten voorzien. . . .	100 kilogr.	2 »		1 »
	Plaat van twee soorten metaal, samengesteld uit aaneenverbonden bladen van ijzer of van staal en van aluminium, rechtstreeks door het pletten bekomen . . .	100 kilogr.	2 »		1 »
	Ijzeren of stalen buizen en goten, met inbegrip van de lasschen, zelfs herhaald gebogen zonder andere bewerking, al of niet geteerd of gementied :				
	Met enkel aaneenrakende of gesoldeerde boorden (b) .	100 kilogr.	2 »	(b) Met inbegrip insgelijks van de kegelvormige buizen met kraag, Galloway- of ander stelsel, en de kegelvormige buizen als masten of palen gebezigd.	1 »
	Getrokken { met eene buitendoorsnede van meer dan 25 millimeter . . .	100 kilogr.	2 »		1 »
		100 kilogr.	4 »		1 »
	Platen of bladen van aluminium rondvormig of volgens teekening gesneden	100 kilogr.	5 »		100 f. 10
	Gestampt, getrokken of geplet lood en tin (c)	100 kilogr.	1 50	(c) Met inbegrip namelijk van lood en tin in blad, looden of tinnen buizen, gegoten lood of tin, verfoeliesel (spiegel-tin) en getrokken lood voor glaswerk.	Vrij
Uit 54	Vergulde, verzilverde of gebronsde houten lijsten	100 frank.	40 »		5 »
Uit 62	Andere dat met alcohol vervaardigde blink	100 frank.	13 »		Vrij
Uit 64	Geweven dekens die na het weven enkel werden gezoomd. . . .	100 frank.	15 »		10 »
					15 »

Bij de beraadslaging over het aan het Parlement onderworpen toegevoegd verdrag, werden weinig, slechts onaanzienlijke bezwaren ingebracht. Het verdrag, dat zorgvuldig werd onderzocht, hield in het voorafgaande onderzoek zooveel mogelijk rekening met de uitgedrukte wenschen.

Wij hebben het begin van dat verslag ontleed, en de tabellen, in den loop van het onderzoek bezorgd, worden bevestigd door vergelijkende cijfers. Landbouw, nijverheid en handel kregen voldoening.

Werden niet al de wenschen verwezenlijkt, dan is het omdat de aard der gewichtige akte eene onderhandeling tusschen partijen vergt, welke geene algemeene bevrediging kan verschaffen. 't Is geen volmaakt werk, want niet iedereen kan worden bevredigd, doch voor de Regeering is het eene voldoening dat de belanghebbenden geene reden hebben om misnoegd te zijn over den uitslag der gezamenlijke minnelijke schikking, welke men ons verzocht goed te keuren. De toegevoegde akte zal het verdrag van 1891 bevestigen. Ondanks de ons opgelegde offers, nam onder dat stelsel het cijfer onzer handelszaken gestadig toe, zooals blijkt uit de tabellen van onzen handel met Duitschland.

Die uitslag werd slechts verworven, dank zij den ijver en het aanhoudend streven van onze landbouwers, nijveraars en handelaars, die zich de noodige opofferingen hebben getroost om onzen ruilhandel met onzen machtigen nabuur te handhaven en uit te breiden.

Doch een gewichtig feit dat wij vaststellen bij het herlezen van het verslag van 19 Januari 1892, is dat, volgens de beraadslagingen in de afdeelingen, nagenoeg al de door deze uitgebrachte wenschen de nagalm zijn van opmerkingen der belanghebbenden en der instellingen, welke den handel en de nijverheid van ons land vertegenwoordigen, ten voordeele van omzetting der rechten *ad valorem* in soortgelijke rechten.

Op iedere bladzijde van bovenbedoeld verslag wordt gewezen op de belemmeringen en misbruiken, verwekt door de grondslagen der invoerrechten voor uitheemsche voortbrengselen, naar België verzonden.

In zijne redevoering ter Kamer van Volksvertegenwoordigers, op 28 Januari 1892, verklaarde de achtbare heer de Smet de Naeyer zich tegen de handhaving van rechten volgens de waarde. Dus is het te begrijpen dat het achtbaar lid, thans Minister van Financiën, opnieuw de denkbeelden verdedigde, die hij had geuit bij de beraadslaging over het verdrag van 1891, en heeft getracht om op 't oogenblik der afkondiging van het verdrag, van Duitschland eene bepaling te verwerven, die eenen duidelijk uitgedrukten wensch zou verwezenlijken, welke wensch werd gedeeld door op verre na het meerendeel der belanghebbenden. 't Is op zijn voorstel, dat artikelen 3 en 4 werden opgenomen in het onderhavig ontwerp van wet. Op 't oogenblik dat men kennis nam van die artikelen, ontstond er eene beweging ten voordeele van het behoud der rechten *ad valorem*, en vatte de minderheid van 1892 de hoop op, dat zij de bovenhand zou krijgen.

In den schoot der Middenafdeeling ontstond verzet, niet enkel over de beginselen, maar ook over de wijze waarop men in ons land deze hervormingen zou toepassen, hervormingen waarvan de uitvoering wordt overgelaten aan de Regeering, zonder tusschenkomst der Kamer.

Er werd beweerd dat die volstreckte macht der Regeering ongrondwettelijk is, aangezien er geene belasting hoegenaamd mag worden geheven zonder goedkeuring der Wetgeving.

Het stelsel dat de Regeering schijnt te willen invoeren, om het toezicht der Kamers te derven, in het inzicht om de fiskale beteekenis dier wijzigingen uit te strekken, komt sommigen voor als een terugkeer tot bescherming, ofschoon het land hoofdzakelijk voorstander van vrijhandel is.

Men scheen te vreezen voor een sterk verzet tegen het goedkeuren van artikelen 3 en 4, die desnoods van het ontwerp van wet konden gescheiden worden, zonder de aanvaarding van het toegevoegd verdrag in gevaar te brengen.

Het voorstel tot afscheiding van artikelen 3 en 4 werd verworpen, voor artikel 3 met 4 stemmen, voor artikel 4 met 2 stemmen tegen 1 en twee onthoudingen.

Door die stemming is de afdeeling niet volstrekt gebonden; sommige leden maakten vóór de stemming voorbehoudingen om het voorloopig karakter van die raadpleging te doen uitkomen en het verlangen te uiten dat er uitleggingen zouden gevraagd worden aan de heeren Ministers van Financiën en van Buitenlandsche Zaken, alvorens over te gaan tot de tweedestemming. De volgende vergadering werd gesteld op Vrijdag 7 April, ten einde de heeren Ministers te hooren en kennis te nemen van het ontwerp van verslag.

Ten gevolge van die beslissing, werd onderstaande brief gezonden aan de heeren Ministers die het ontwerp van wet hadden onderteekend :

*« Den heeren Ministers van Financiën en Openbare Werken
en van Buitenlandsche Zaken.*

» Brussel, 31 Maart 1903.

» HEEREN MINISTERS,

» De Middenafdeeling voor het onderzoek van het ontwerp van wet tot goedkeuring van het toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 1891, den 22 Juni 1904 gesloten tusschen België en Duitschland, heeft hare werkzaamheden besloten met de goedkeuring van artikelen 1 en 2, die de eindregeling met Duitschland uitmaken.

» Aanstaanden Vrijdag vergadert de Afdeeling, om lezing van het Verslag te hooren.

» Op een voorstel tot afscheiding van artikelen 3 en 4, aanvaardde de Afdeeling artikel 3, met dit voorbehoud, dat de Regeering vóór de eindstemming gehoord zal worden. De afscheiding van artikel 4 werd aangenomen met 2 stemmen tegen 2 onthoudingen en 1 stem tegen.

» Wij hebben de eer, Heeren Ministers, u te verzoeken de nieuwe en laatste vergadering der Afdeeling te willen bijwonen, op aanstaanden Vrijdag, te half elf.

» Op uwe aanwezigheid rekenende, Heeren Ministers, bieden wij u de verzekering aan van onze hoogachting.

De Verslaggever,
LEON DE BRUYN.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT. »

Ter vergadering van 7 April, geeft de heer Minister van Financiën en Openbare Werken mededeeling van onderstaande nota, in antwoord op den brief der Middenafdeeling, dato 31 Maart.

Zooals verder wordt herinnerd, werden door de Regeering herhaaldelijk maatregelen ontworpen, om de rechten op goederen, belast *ad valorem*, op betere wijze te heffen.

In beginsel bestaat er geen billijkere grondslag dan de waarde, vermits in elk geval, ondanks de groote verscheidenheid der voortbrengselen en dezer eigenschappen, het recht steeds betrekkelijk blijft.

Doch dat stelsel verwekt bij de toepassing soms onoverkomelijke bezwaren. Trouwens de waarde is een onduidelijk bestanddeel, zij kan niet rechtstreeks worden nagegaan en is onderhevig aan veel verandering; daardoor geeft zij gemakkelijk aanleiding tot valsche opgaven, bijgevolg tot bedrog.

Zij die goederen invoeren, leggen er zich op toe zoo weinig mogelijk te betalen; doorgaans zijn zij geneigd de waarde, die moet dienen tot grondslag voor het berekenen der rechten, zooveel mogelijk te verlagen, zoodat de goederen vaak beneden de waarde worden geschat.

Dat wordt iederen dag ondervonden.

Zulke toestand levert erge bezwaren op : eenerzijds schaadt hij de Schatkist, en anderzijds ontzegt hij aan onze nijveraars de bescherming, hun door de wet toegedacht, zij verplaatst de eerlijke handelaars in eenen ongeschikten toestand tegenover minder nauwziende mededingers, die door berekening van winst op de rechten een ongeoorloofd voordeel verwerven.

* * *

Om bedrog door onderschatting te bestrijden, mag het tolwezen de goederen benaderen. Doch dat is een gansch onvolkomen middel tot beteugeling en verplicht tot afstand en veiling van waren : dat heeft vaak afkeuring verwekt.

Het middel is onvolkomen, omdat het tolwezen, ondanks al zijne opsporingen en genomen inlichtingen, zooals te begrijpen is slechts nabijkomend de waarde van vele voorwerpen kan ramen; anderzijds is het stoffelijk onmogelijk in de talrijke tolkantoren des lands eene gelijke schatting te doen.

Zooals met weet, bestaat er een tweevoudig stelsel van benadering. Ziet de aangever af van de schatting, dan betaalt het tolbestuur hem de aangegeven waarde en daarenboven 10 t. h. en keert de ontvangen rechten uit; vraagt de inklarende om schatting, en valt deze tegen hem uit, zoo bedraagt de vergoeding nog slechts 5 t. h.

Die vergoeding, als 't ware de noodige aanvulling van elke onteigening, is ongetwijfeld billijk; toch verlamt zij de werking van het tolwezen, in dezen zin, dat inklaringen tegen 90 en zelfs 85 t. h. van de waarde noodzakelijk als toereikend moeten beschouwd worden : zoo geraakt men tot stelselmattige onderschatting.

Benaderen volstaat niet. Die verrichting mag niet schadelijk zijn, 't is te zeggen dat zoo de benaderde geene minnelijke schikking verlangt, er tegen redelijken prijs een koper voor de ingehouden goederen wordt gevonden.

Op dat gebied ondervindt het tolwezen menigvuldige bezwaren.

Vooreerst wordt bij den toldienst maar gekocht om een « kansje » te doen. Dus moeten de waren merkelyk beneden de waarde zijn ingeklaard, opdat de Staat bij de veiling de sommen terugvindt door hem bij de benadering betaald als teruggaaf van de waarde, vergoeding en uitkeering der rechten.

Om verschillende redenen, geraken vele goederen moeilijk aan den man : 't zijn meesttijds voorwerpen van beperkt gebruik, onvolledig of onafgewerkt, met het merk van hem voor wien zij waren bestemd, enz., enz. Andere artikelen, als daar zijn nieuwigheden in weefstoffen, kleedingvoorwerpen, mode-garnituren, enz., hebben vaak geene andere waarde dan hun door den oogenblikkelijken smaak wordt toegekend. Kunnen dus, in geval van benadering, die goederen niet onmiddellijk worden afgestaan, zoo zal de latere waarde schadelijk uitvallen, daargelaten dat sommige zaken, door langdurend verblijf in de stapelhuizen, hare frisheid verliezen.

Die veilingen, welke het tolwezen zooveel hoofdbrekerij geven, worden, en niet zonder grond, beknibbeld. 't Zijn bijzondere lieden, koopers van overschotten en bazaarhouders, die bij den toldienst koopen en tot groot nadeel voor den geregelden handel gansche loten goederen te koop stellen, die vaak beneden den prijs zijn aangekocht (1).

*
* *

Wat zullen wij nog zeggen over het recht tot schatting, den inklarende voorbehouden, wanneer het tolwezen raadzaam oordeelt te benaderen ?

Dat is nogmaals een verleidelijke waarborg, omdat hij rechtvaardig schijnt; men beweert dat de invorende daardoor wordt gevrijwaard tegen overdreven eischen van wege den fiscus; 't is een breidel en regelaar voor de almacht van het tolwezen, enz.

Dat alles is heel mooi, doch wezenlijk is het anders gesteld.

Een der schatters wordt aangesteld door het tolbestuur, de andere door den inklarende. De man van het tolwezen heeft volstrekte vrijheid van handelen, doch niet de aangestelde van hem die inklaart, want sommige commissiehandelaars stellen hunne eigene beambten of klerken van den bestemming aan. In den regel moet dus een scheidsrechter optreden, en aan die zijde is het belang der Schatkist evenmin gevrijwaard zooals het behoort.

Ook sluiten vele ondernemers van goederenbestelling een accoord voor het inklaren der goederen, belasten zich met alle kosten van vervoer, inklaaring en bestelling ten huize, tegen merkelyk lageren prijs dan de invoerrechten die regelmatig zouden moeten betaald worden. Zoo wordt er voor goederen die 15 t. h. op de waarde betalen, accoord gemaakt tegen 13, 12 en zelfs 11 t. h. van 't bedrag der rekeningen; goederen die *ad valorem*

(1) In 1904, werden alleen in het openbaar stapelhuis te Brussel voor 265,580 frank benaderde goederen verkocht.

10 t. h. betalen nemen zij aan tegen 8 en zelfs 7 t. h. van den factuurprijs.

Talrijke invoerhuizen des lands zijn medeplichtig aan die schikkingen : zoo wordt er wezenlijk koop gesloten tusschen vreemde fabrikanten en tol-makelaars, die het eens zijn met de destinatarissen.

*
* *

De tot hiertoe aangewende pogingen om het stelsel van benadering te verbeteren, bleven vruchteloos.

In 1881, na het sluiten van het Fransch-Belgisch handelsverdrag, op 31 October van dat jaar, trachtte men de schatting af te schaffen : dat stond de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet toe, en hij die invoert mag blijven kiezen tusschen benadering zonder en met schatting.

In 1892, werd door den heer Beernaert overgelegd een ontwerp van wet tot verlaging van het bakengeld en wijziging van de invoerrechten ; dat ontwerp deed ook maatregelen aan de hand om de regeeringsbeambten in staat te stellen onnauwkeurige aangifte van de waarde der goederen doelmatiger te beteugelen.

Dat ontwerp, hevig bestreden door handelsvereenigingen en cargadoors, verviel eene eerste maal, ten gevolge van ontbinding der Kamers. Opnieuw overgelegd den 20ⁿ Juli 1892, werd het bij koninklijk besluit van 6 April 1894 ingetrokken en vervangen door een nieuw ontwerp, den 29ⁿ Mei 1894 ingediend ; op zijne beurt verviel dit laatste, ten gevolge der herhaalde ontbinding in September 1894.

In het wetsontwerp, dat den 8ⁿ Maart 1895 werd overgelegd en leidde tot het aannemen der huishoudkundige wet van 12 Juli 1895, werd het wijzigen van het stelsel van benadering voorbehouden, omdat die herziening veelzijdige vraagstukken opwerpt en er werd gevreesd dat er geen tijd zou overschieten om ze grondig te onderzoeken. Tevens verklaarde de Regeering dat zij daarvoor een afzonderlijk ontwerp van wet zou overleggen.

Dat ontwerp werd dan ook ingediend in 1898 ; doch ofschoon de Regeering rekening had gehouden met de vroeger ingebrachte klachten en met de wenschen der handelsvereenigingen, werd andermaal het ontwerp bestreden. Het bleef in de doozen der Kamer liggen en werd niet eens onderzocht.

Zooals men ziet, is het niet aan de Regeering te wijten, zoo het stelsel van heffing der rechten op goederen die *ad valorem* betalen, niet werd gewijzigd.

*
* *

Het vraagstuk der verbetering van het bestaande stelsel is als 't ware onoplosbaar, omdat er geene vaste en besliste grondslag bestaat voor belasting *ad valorem*. Zooals hierboven werd gezegd, is de waarde niet rechtstreeks tastbaar en dat brengt onzekerheid en aanzienlijk verschil in de raming teweeg.

Belasting der goederen naar het gewicht laat dezelfde kuiperijen niet toe ;

de grondslag staat vast en de regelmatige heffing der rechten is volstrekt gewaarborgd.

In talrijke vragen, aan de Regeering toegestuurd door fabrikanten, kooplieden en vereenigingen — waaronder de Brusselsche Syndicale vereeniging — wordt de omzetting der rechten *ad valorem* in soortelijke rechten aanbevolen. In 1891, uitte de Hoogere Raad van nijverheid en koophandel den wensch dat de strenge en zoo nauwkeurig mogelijke heffing die rechten verzekerd en dat daartoe de *belasting naar het gewicht zooveel als het kan* zou worden bepaald.

Er is te verstaan gegeven dat de omzetting de rechten *ad valorem* in soortelijke rechten wel eene beschermingsgezinde handeling zou kunnen verbergen.

In het toegevoegd verdrag van 22 Juni 1904, tusschen België en Duitschland gesloten, komt onderstaande bepaling voor :

« De Belgische Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor de in » tarief A voorkomende rechten naar de waarde om te zetten in even hooge » op gewicht gegronde rechten. Te dien einde zal de Belgische Regeering » zich met de Deutsche Regeering in betrekking stellen nopens de voorge- » stelde omzettingen. Ingeval, binnen eenen termijn van drie maanden na » den dag der mededeeling aan de Deutsche Regeering, de Regeeringen het » niet eens mochten zijn omtrent de voorgestelde taxes, zal het scheidsge- » recht worden ingeroepen onder de voorwaarden voorzien bij artikel 12A, » en zal de omzetting maar mogen geschieden overeenkomstig de beslissing » van het scheidsgerecht. »

Voor al de goederen *ad valorem* belast en voorkomende in tarief A van gemeld tarief, moet men dus, alvorens de omzetting der rechten bij voorkomend geval te kunnen verwezenlijken, Duitschland's instemming verwerven. Het spreekt vanzelf dat wij die instemming niet zullen erlangen; zoo de voorgestelde soortelijke rechten eene hoogere belasting moesten medebrengen dan die *ad valorem*.

In 1905, bedroeg het totaal der rechten, betaald voor goederen *ad valorem* belast fr. 13,045,274

In dit totaal zijn de artikelen die voorkomen in het handels-
verdrag met Duitschland begrepen voor 11,399,112

Dus blijft er slechts een verschil van fr. 1,644,162

voor goederen voor welke wij de omzetting zouden kunnen doen zonder voorafpraak, dus slechts 13 t. h. van de goederen *ad valorem* getarifeerd en nauwelijks 3 t. h. van de goederen, aan invoerrechten onderworpen.

Uit die cijfers blijkt afdoende dat onze Belgische handel is beveiligd tegen alle verrassing.

* * *

Voorzeker zal de Regeering de macht die zij aan de Wetgeving vraagt maar met de meeste omzichtigheid aanwenden, lettende op ieders belang en den maatregel slechts toepassende op goederen waarvoor de omzetting billijkerwijs kan geschieden.

Is het de machtgeving zelve die bezwaar kan opleveren ?

Dat denkt niemand, vermits de Regeering herhaaldelijk van de Kamers dergelijke machtgeving kreeg, zonder dat er bij de toepassing werd over geklaagd in den schoot der Kamers noch onder de nijverheids- of handels- vereenigingen.

Hoe het ook zij, de Regeering weigert geenszins om aan de Kamers de koninklijke besluiten te onderwerpen, die betrekking zullen hebben op de omzetting der rechten *ad valorem* in soortelijke rechten, en wel in dezelfde bewoordingen als die van artikel 4 der wet van 19 Mei 1902. Onderstaande bepaling zal worden toegevoegd aan artikel 4 van het ontwerp van wet :

» Les mesures prises en vertu du présent article seront soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

» Les droits spécifiques ne seront applicables que six mois après la publication des arrêtés royaux y relatifs. »

» De uit kracht van dit artikel genomen maatregelen worden onmiddellijk onderworpen aan de Kamers, indien deze vergaderd zijn, zooniet in den loop harer eerstkomende sessie.

» Deze specifieke rechten mogen eerst zes maanden na de bekendmaking van de koninklijke besluiten, die daarop betrekking hebben, worden toegepast. »

De lezing van de nota der Regeering werd breedvoerig toegelicht door den achtbaren Minister van Financiën, die talrijke voorbeelden aanhaalde om de gegrondheid zijner beweringen te staven en tevens om de belanghebbenden gerust te stellen over het gebruik dat de Regeering zou kunnen maken van de haar verstrekte machtgeving. Trouwens, de toepassingen worden nagegaan door de voornaamste belanghebbenden, en de Deutsche Regeering heeft er te veel belang bij niet toe te stemmen in verhooging van rechten op de waren die Duitschland naar België uitvoert. En moest er ooit betwisting ontstaan tusschen onze Regeering en die van het Deutsche Rijk, zij zou door scheidsrechters worden beslecht.

Eindelijk, in algemeenen regel mag worden gezegd, dat het bij het instellen van soortelijke rechten tot hetzelfde bedrag, ter vervanging van rechten volgens de waarde, te vreezen is dat de uitslag van de verandering veeleer beneden het recht *ad valorem* zal blijven, dan wel de rechten bij den invoer in België te verzwaren.

De vrees voor beschermingsmaatregelen zal verdwijnen, en dat is van aard om onzen handel gerust te stellen.

Het verwijt van ongrondwettelijkheid wordt bestreden met talrijke voorbeelden, door den achtbaren Minister aangehaald; in elk geval wordt zij merkkelijk verminderd door de waarborgen van bekendmaking, ons door de Regeering gegeven, en door het toezicht van belanghebbenden en van de Kamers, die steeds een oog openhouden, waar het geldt de belangen van onzen handel te verdedigen; hunne tusschenkomst zou niet lang uitblijven.

Daarenboven valt er aan te merken, dat er zeer weinig vertoogen inkomen tegen de toepassing van deze maatregelen, welke sedert jaren met aandrang

worden gevraagd door 's lands nijverheid, en wel als eene daad van wezenlijke bescherming harer belangen, vermits zij het bedrog, dat 's lands eerlijken handel schaadt, ten gevolge der overstroming van onze markten met aanzienlijke hoeveelheden goederen, bij benadering ingevoerd en tegen lagen prijs verkocht, zullen verminderen en, 't is te hopen, doen ophouden.

Dat is een der punten van oneerlijke mededinging waarvan in het verslag spraak is en waarover aan de Regeering eene vraag is gesteld, betreffende de middelen die zij denkt te nemen om die misbruiken te doen ophouden.

Wij zegden dat er niet veel klachten oprijzen. Aanzocht om ze voor te dragen, hebben weinig vereenigingen dien oproep beantwoord en te nauwer nood werden ons twee verzoogschriften ingezonden door de kamers van koophandel uit Antwerpen en Gent en door de vereenigingen van eigenaars van smederijen te Charleroi, en dan nog wordt in beide verzoekschriften gezegd dat in beginsel soortelijke rechten de voorkeur verdienen op rechten *ad valorem*.

Dus schijnt het dat niets afbreuk doet aan het beginsel van het soortelijk recht, blijkbaar verkozen door de belanghebbenden, eenparig uitgedrukt bij de beraadslaging over het verdrag van 1891 en bevestigd door den aandrang in hunne pogingen.

Het amendement, door den heer Minister van Financiën voorgesteld, waarbij wordt geëischt dat de koninklijke besluiten vooraf moeten worden afgekondigd en waarbij de uitvoering wordt gesteld op zes maanden nadien, zal waarschijnlijk van aard zijn om de uitgedrukte grondwettelijke bezwaren te verminderen.

De heer Minister van Financiën, aanzocht om uitlegging te geven over de tariefsverhoogingen voor sommige ingevoerde voortbrengselen, rechtvaardigde de voorgestelde wijzigingen, ten opzichte van ieder voorwerp waarover door leden der Middenafdeeling om inlichting werd gevraagd. Volgens den achtbaren Minister, zijn dat enkel regelingen, gerechtvaardigd door huishoudkundige bedenkingen, en hebben zij op verre na niet de strekking eener verzwaring van lasten of van eenen beschermingsmaatregel.

Na deze uitleggingen, legt de heer Voorzitter voor goed in stemming de artikelen 3 en 4, waarover de afdeeling voorbehoudingen had gemaakt. Zij worden goedgekeurd, de afscheiding wordt verworpen en het ontwerp van wet in zijn geheel aangenomen met 5 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,

LEON DE BRUYN.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



(74)

MINDERHEIDSNOTA.

In een verhoog voorgedragen in het Internationaal Instituut van Statistiek, deed de heer de Vargha, bestuurder van den Middendienst voor statistiek in Hongarije, de moeilijkheden uitschijnen waarop men stuit bij de vergelijkende studie van de ontwikkeling van den handel der volken, en bij de meer bijzondere studie van de uitwerkselen der handelsverdragen. « Zeker en vast, zegt hij, dat men, met het oog op het sluiten van de handelsverdragen, in ieder land, eerst en vooral zijne eigene handelsstatistiek tot richtsnoer neemt, maar men mag ook de handelsstatistiek niet verwaarloozen van het land waarmede men een verdrag wenscht te sluiten, en als men de huishoudkundige gevolgen van de verschillende verdragen wil beseffen, moet men zelfs zijne aandacht vestigen op de toeneming welke op elk gebied de handelsbeweging in de andere landen krijgt. *Welnu, alwie zich ooit toelegde op eene vergelijkende studie van dien aard, stuitte onvermijdelijk, iederen oogenblik, op de hinderpaal spruitende uit de inrichting en de verschillende of tegenstrijdige opgaven der statistiek van den in- en uitvoerhandel der verschillende landen* (1).

Niets kan beter den toestand schetsen waarin wij verkeerden bij het vergelijkend onderzoek van de Belgische en Deutsche statistieken over den in- en uitvoerhandel en de gevolgen van het handelsverdrag van 1891.

De moeilijkheden spruiten over 't algemeen uit de rangschikking van de waren, uit het vaststellen van het verkeer volgens de landen van herkomst en van bestemming, alsmede uit de aangenomene wijze van raming.

(1) *Considérations générales sur la statistique du commerce extérieur*, door J. DE VARGHA. *Bulletin de l'Institut international de statistique*, XII, 1^e aflevering, bl. 477.

Het gewichtig vraagstuk van de *eenvormigheid* der statistiek-opvattingen en het mogelijk vergelijken van de inlichtingen opgenomen bij de volkeren met internationalen handel, wekte sedert tien jaar de aandacht op van de vakmannen. In 1894, op het *Internationaal Congres voor de tollarieven en voor de regeling van den arbeid*, hebben de heeren Kiaer en Pistorius, in uitmuntende verslagen, de vergelijkende statistiek een ernstigen stap vooruit willen helpen, door aan de verschillende Regeeringen voor te stellen als *bijlaag aan de tabellen van in- en uitvoer*, eene afzonderlijke tabel te doen verschijnen, zooveel als mogelijk, van al de voor den handel in 't algemeen belangrijke waren, naar eene lijst in gemeen overleg opgemaakt. In 1898 (1) drongen wij aan op dezelfde gedachte, door te herinneren dat het Internationaal Instituut, naar de besluiten van den engelschen statistiekman Bateman, volgende beslissing had genomen :

« Het Internationaal Instituut voor Statistiek, aangezien dat het wensche-lijk is dat men de wenschen, uitgebracht op zijne vorige vergaderingen, met het oog op het mogelijk vergelijken van de cijfers van in- en uitvoer der verschillende landen, beginne toe te passen.

» Zonder de moeilijkheden te loochenen waarop bedoelde vergelijking stuit en welke vooral te wijten zijn aan de verschillen tusschen de tollarieven en tusschen de stelsels in de verschillende landen gevolgd bij de handelsstatistiek, doch oordeelende dat men behoort te trachten die moeilijkheden te overwinnen zooveel als de omstandigheden het toelaten.

» Drukt den wensch uit dat de regeeringen verzocht zouden worden eene tabel te doen verschijnen, hetzij afzonderlijk, hetzij als bijlaag van de gewone tabellen van in- en uitvoer, welke afzonderlijke tabel zooveel mogelijk de waren zou behelzen die de belangrijkste zijn voor den handel in 't algemeen, naar eene lijst in gemeen overleg op te maken (2). » In eene nota bij dien wensch gevoegd, stelden de heeren Kiaer en Pistorius eene warenlijst voor (3).

De vergelijkende studie, naar de statistieken der verdragsluitende landen, van de gevolgen van het handelsverdrag van 1891, tusschen Duitschland en België, stuit op erge moeilijkheden, voortvloeiende uit de hooger aangeduide verscheidenheid waarvan de belangrijkheid te beseffen is door een eenvoudigen oogslag op eenige der diagrams welke wij bij deze nota voegen. Men bezie de cijfers die de algeheele waarde vertolken van den uitvoer van België naar Duitschland, volgens de Belgische en de Deutsche statistiek, en men zal getroffen zijn door de verschillen.

(1) Internationaal Congres voor tollarieven en regeling van den arbeid, 1898.

(2) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, D. IX, 2^e aflevering, 1896, bl. 173.

(3) Id., bl. 172.

UITVOER VAN BELGIË NAAR DUITSCHLAND IN MILLIOENEN FRANK.

	Belgische statistiek		Duitsche statistiek.
	Tolverbond.	Duitschland.	
1890. . .	»	»	592,013
1891. . .	512,773	»	514,736
1892. . .	512,972	»	260,276
1893. . .	500,971	»	237,336
1894. . .	294,904	»	214,333
1895. . .	510,789	»	223,992
1896. . .	527,238	»	219,627
1897. . .	563,254	»	233,637
1898. . .	451,232	»	231,693
1899. . .	485,429	424,572,000	307,006
1900. . .	426,564	561,526,000	273,633
1901. . .	415,549	567,310,000	253,112
1902. . .	428,559	581,698,000	243,875
1903. . .	459,514	404,749,000	»

Het klimmen en dalen in beide statistieken is nagenoeg gelijk, maar wat verschil in het bedrag! En zoo men denkt dat de duitsche statistiek opgegeven in franks, naar de overzicht-tabellen van den bijzonderen handel van Duitschland met België, het wezenlijk in marken zou moeten zijn, en zoo men dienvolgens de omzetting doet, dan blijft er nog grondig verschil bestaan. De invloed van het handelsverdrag van 1891 op onzen uitvoer blijft moeilijk te vertolken, welke ook de oorzaken dier verschillen kunnen wezen en dat juist is waarlijk gewichtig voor de huishoudkundigen en de Staatsmannen.

Volgens de opgaven onzer *Tabellen van België's handel met den vreemde*, is de invoer van Duitschland (Tolverbond) naar België, van 1892 tot 1902 met 163 miljoen of 97 t. h. toegenomen.

De algeheele uitvoer van België naar Duitschland nam toe met 115 miljoen of met 37 t. h.

Voor hetzelfde tijdstip is de bijzondere handel van België in 't geheel toegenomen met 844 miljoen of 35 t. h. voor den invoer en met 556 miljoen of 40 t. h. voor den uitvoer.

Volgens de *Overzicht-tabellen* ontleend aan de Duitsche statistiek, zou de invoer van België naar Duitschland *verminderd* zijn met 12 miljoen van 1892 tot 1902, of nagenoeg met 4 t. h. De strijdigheid tusschen die cijfers en bovenstaande, doen de moeilijkheid uitschijnen om de gevolgen te beseffen van de handelsverdragen, en het schijnt mij billijk in deze nota onze spijt uit de drukken over eene zoo gebrekkige inrichting der statistiek in de onderlinge Staatsbetrekkingen.

De indeeling der waren in België en in Duitschland is niet gelijk. De overzicht-tabellen laten ons evenwel toe de beweging na te gaan van de

verschillende groote soorten van waren. Heel zeker werden de soorten van waren in Duitschland ingedeeld, misschien gevormd bij middel van de Belgische statistieken, maar waarom komt die indeeling hoegenaamd niet voor in de tabel van België's handel met den vreemde?

Een oogslag op de klimmingen en dalingen overeenkomende met de indeelingen in Duitschland aangenomen :

- 1° Levende dieren ;
- 2° Eet- en drinkwaren ;
- 3° Ruwe stoffen voor de nijverheid ;
- 4° Bouwmaterialen ;
- 5° Halfbewerkte stoffen voor de nijverheid ;
- 6° Afgewerkte waren ;

doet het volgende uitschijnen :

A. Voor den uitvoer van België naar Duitschland : over 't algemeen is het toppunt ervan in 1899-1900 ; daarenboven is er :

- 1° Voor de levende dieren, klimming ;
- 2° Voor de eet- en drinkwaren, daling ;
- 3° Voor de grondstoffen der nijverheid, klimming ;
- 4° Voor de bouwmaterialen, klimming ;
- 5° Voor de halfbewerkte stoffen, eerst vlugge klimming, vervolgens daling ;
- 6° Voor de afgewerkte waren, dezelfde klimming en daling.

De betrekkelijke belangrijkheid van die soorten van waren bedraagt ten honderd als volgt, voor 1902 :

1. Levende dieren	15 t. h.
2. Eet- en drinkwaren	5.4 —
3. Ruwe stoffen	53.4 —
4. Bouwmaterialen	1.7 —
5. Halfbewerkte stoffen	14.9 —
6. Afgewerkte waren	9.6 —
TOTAAL	100

De ruwe stoffen bekleeden de allereerste plaats, waarachter de levende dieren komen en de halfbewerkte stoffen ; de afgewerkte waren komen maar daar achter.

Een oogslag op den invoer van Duitschland naar België doet uitschijnen (het toppunt nog eens in 1899-1900 zijnde), dat er is :

- 1. Voor de levende dieren, lichte rijzing na langzame daling ;
- 2. Voor de eet- en drinkwaren, rijzing ;
- 3. Voor de ruwe stoffen, spoedige klimming ;
- 4. Voor de bouwmaterialen, langzame daling ;

5. Voor de halfbewerkte stoffen, gestadige rijzing ;
 6. Voor de afgewerkte waren, hetzelfde behoudens de daling van 1902.

De betrekkelijke belangrijkheid in 1902 is als volgt :

1. Levende dieren	1.5 t. h.
2. Eet- en drinkwaren	6.5 —
3. Ruwe stoffen	35.8 —
4. Bouwmaterialen	3.0 —
5. Halfbewerkte stoffen	15.7 —
6. Afgewerkte waren	37.5 —

De afgewerkte waren bekleeden aldus de eerste plaats, waar achter dan komen de ruwe stoffen en de halfbewerkte stoffen.

Ziedaar wat men kan opmaken uit het vergelijkend onderzoek van de verschillende aangewende statistieken.

Als men de opgaven betreffende het jaar dat de toepassing van het verdrag van 1891 voorafging, vergelijkt met die betreffende het jaar 1902, dan komt men tot de volgende verhoudingen :

Invoer van Duitschland naar België.

	1891	1902
	—	—
Levende dieren	3.7 t. h.	1.5 t. h.
Eet- en drinkwaren	9.7	6.5
Ruwe stoffen	36	35.8
Bouwmaterialen	5	3
Halfbewerkte stoffen	7.6	15.7
Afgewerkte waren	38	37.5
	100	100

De grootste betrekkelijke verandering betreft de halfbewerkte stoffen ; de ruwe stoffen en de afgewerkte waren ondergaan geen verandering.

Uitvoer van België naar Duitschland.

	1891	1902
	—	—
Levende dieren	10.4 t. h.	15 t. h.
Eet- en drinkwaren	15.2	5.4
Ruwe stoffen	50	53.4
Bouwmaterialen	1.7	1.7
Halfbewerkte stoffen	13.4	14.9
Afgewerkte waren	9.3	9.6
	100	100

De grootste veranderingen betreffen de levende dieren en de eet- en drinkwaren, doch hier is er rijzing.

De andere afbeeldende tabellen hoeven geen uitlegging.

Zij betreffen de bijzonderste waren tusschen België en Duitschland in- en uitgevoerd, volgens de opgaven van de *tabel van België's handel met den vreemde*.

De heeren Feron en Denis, namens de minderheid, stemden tegen artikel 3 en 4 van het ontwerp; zij hielden hunne voorafgaande vraag staande om artikel 4 uit het verdrag te verwijderen, bij welk artikel de Regeering volmacht vraagt om de rechten *ad valorem*, in het toltarief vervat, in specifieke rechten te veranderen. De minderheid zal hare redenen ontwikkelen ter Kamer; zij beschouwt als strijdig met den geest van artikel 110 der Grondwet, een afstand van de wetgevende macht, zelfs binnen die perken. Zoo het toezicht vanwege de uitheemsche Regeering, voor 85 t. h. dier rechten, eene waarborg is, toch blijkt de rechtstreeksche tusschenkomst van de wetgevende macht, ingelicht door eene openbare bespreking waarbij de belanghebbenden hunne tolken hebben, een onontbeerlijke algemeene waarborg te zijn. De amendementen door de Regeering aangenomen, zijn daar maar eene onvoldoende vergoeding voor, en de minderheid ziet niet in waarom er niet zou gehandeld worden, overeenkomstig den tekst en den geest der Grondwet, voor het veranderen van den grondslag der rechten zooals werd gehandeld voor het handelsverdrag zelf.

De overhaasting waarmede de minderheid deze kortbondige opmerkingen moet overleggen, belet haar zelfs maar te gewagen van andere gewichtige punten, als daar zijn de bepalingen der verdragen waarbij de Regeeringen de verbintenissen aangaan om met vriendelijke overeenstemming de behandeling van de werklieden te onderzoeken, ten einde hun evenredige voordeelen te verschaffen.

H. DENIS.

Toevoegsel aan de Minderheidsnota.

De billijkheid vergt dat wij hier eene nota bijvoegen vanwege het bestuur als antwoord op bovenstaande bekibbelingen; deze overigens kostbare nota, doet enkel nog beter de gebrekkigheid uitschijnen van de statistieken welke tot richtsnoer dienen voor de openbare machten bij het sluiten van de handelsverdragen, en waarin zij de vertolking zoeken van dezer gevolgen; zij bekrachtigt enkel de wenschen van het *Internationaal Instituut voor Statistieken* alsmede de noodzakelijkheid eener overeenkomst tusschen de statistiekdiensten der verdragsluitende volken, ten einde zooveel mogelijk de verkeerde vertolkingen te vermijden.

H. D.

» Als men den invoer naar Duitschland (Tolverbond) uit België — naar de *Duitsche statistiek* — vergelijkt met den uitvoer van België naar Duitschland — naar de *Belgische statistiek* — dan stelt men vast dat deze laatste den eerste vrij aanzienlijk overtreft.

» Dat verschil is te wijten aan verschillende oorzaken waarvan men den invloed moeilijk zou kunnen bepalen.

» Eene der hoofdoorzaken ligt besloten in het feit dat daar België een land is van grooten doorvoer naar Duitschland, veel waren, vrij van invoerrechten, ingeklaard worden bij haren invoer, voor het verbruik in België, terwijl ze later ingeklaard worden voor den uitvoer naar Duitschland.

Daaruit volgt dat die waren, welke enkel bij den doorvoer hadden moeten gerekend worden, — wel te verstaan wanneer zij in België het voorwerp niet waren van eenige handelsverrichting — gerekend worden bij den bijzonderen uitvoerhandel, in de Belgische statistiek voor Duitschland.

» Zoo vindt men dat, voor het jaar 1903, onder de waren van België uitgevoerd naar Duitschland, waarvan het gezamenlijk gewicht en de gezamenlijke waarde, volgens de Belgische statistiek, 2,797,813 ton en 459,000,000 frank bedragen, de bijzonderste uitgevoerde waren, tolvrije waren zijn. Dat is namelijk het geval met de volgende waren :

	Ton.	Millioen frank.
Caoutchouc	1,970	14
Meststoffen	144,392	21
Vlas garens, enz.	2,610	9
Granen	309,614	47
Plantoliën	11,236	7
Ruwe dierstoffen	26,686	20
Delfstoffen	741,803	18
Weefstoffen	15,903	45
Onbewerkte huiden	19,086	27
Scheikundige stoffen	91,911	15
Hars en aardhars	77,890	19
Verwen en kleuren	40,015	16
Planten en plantenstoffen (met inbegrip van oliezaden)	175,030	45
Totalen.	1,658,160	303

Zooals men ziet, vertegenwoordigen die enkele waren alleen nagenoeg 59 t. h. van het gewicht en 66 t. h. van de waarde van den algeheelen uitvoer van België naar Duitschland.

Eene tweede oorzaak is, dat veel waren welke van België naar Rusland, Oostenrijk en andere landen worden verzonden over Duitschland, ingeklaard worden als bestemd voor Duitschland en op dezes rekening ingeschreven.



